MOHAMED BOUDIAF

OÙ VA L'ALGÉRIE ?

notre révolution 1

ÉDITIONS - LIBRAIRIE DE L'ÉTOILE

Où va l’Algérie ?

Copyright by Editions Librairie de l'Étoile, 1964

Mohamed Boudiaf

I

Notre Révolution

Où va l'Algérie ?

Editions
Librairie de l'Étoile
73, rue Buffon
Paris V^e^

DIRE LA VERITE AU PEUPLE

Un Grand Homme, ce sont des idées, une œuvre, une vie militante...mais aussi un Destin. Boudiaf aurait pu terminer ses vieux jours sur un lit dans sa paisible demeure de Kenitra ou ailleurs. Non, il est appelé au secours du pays après près de trente années d'exil. Il ne présidera à ses destinées que durant cinq mois. La main assassine était là ce 29 juin 1992.

N'avait-il pas, par honnêteté, décidé d'arrêter son activité militante d'opposition ? Pourquoi ? Parce qu'il avait vu les funérailles du Président Boumediene et l'attachement du peuple. Ce même attachement, le peuple le lui renouvellera. Même si beaucoup ne le découvriront que le soir de sa mort lorsque la télévision diffusera le discours, devenu testament, qu'il prononçait jusqu'à ses ultimes moments de vie. Comme s'il s'agissait d'une course ... contre la mort.

Cinq petits mois seulement auront suffi au "petit peuple", le véritable Peuple, pour découvrir l'Homme et le Patriote qui plaçait "l'Algérie avant tout ".

La réédition de "Où va l'Algérie " écrit par lui en 1964 permettra de faire meilleure connaissance. Son patriotisme, ses qualités humaines transparaîtront à chaque pas.

Même aux pires moments d'une détention « séquestration injustifiée » et ce n'est pas rien que de faire grève de la faim de 32 jours en plein juillet-août dans un coin perdu du Sud - il ne se laissera pas aller à des sentiments d'amertume vis à vis de son pays. Au contraire, il considère que "c'est dans les prisons que les hommes de valeur se découvrent et se forgent ".

Le journal quotidien, qu'il tient en ces jours pénibles pour lui, montre quelques uns de ses traits de caractère que le sens populaire a vite fait de décrypter.

Ne définit-il pas lui même le militantisme comme "le refus obstiné de l'arbitraire, la volonté inébranlable de résister aux influences pernicieuses et aux tentations, la combativité dans toutes les situations, la rectitude morale et intellectuelle, la franchise, le respect de la vérité, etc..."

La vérité : un thème constant dans ses préoccupations: "il est un devoir sacré, qu'aucun patriote ne peut renier sans abdiquer : dire toujours la vérité au peuple, quelles qu'en puissent être les conséquences ".

A l'annonce de son assassinat, c'était devenu une revendication du peuple qui la scandait.

Puisse cette réédition contribuer à perpétuer les idéaux pour lesquels Mohamed Boudiaf est mort.

Algérie 06 juillet 1992 L'éditeur.

L'Algérie avant tout

A tout le Peuple Algérien

A tous les Patriotes Algériens, d'hier et d'aujourd'hui

A toutes les femmes Algériennes

A la jeunesse Algérienne

A tous ceux qui ont marché derrière Mohamed boudiaf

Nous dédions ce livre dont ils ont été privés depuis près de trente ans

Nous disons à la jeunesse Algérienne, qui a compris le message de Boudiaf : Reprenez son flambeau, continuez sa lutte pour que Vive l'Algérie.

Nacer Boudiaf Alger Le 09 Juillet 1992

Mme Fatiha Boudiaf :* je remercie le peuple

"En assassinant mon époux, le moudjahid Mohamed Boudiaf, on a voulu assassiner l'espoir. Mon mari avait fait un rêve, celui de rendre la dignité et la confiance à son pays, le rêve de rendre notre dignité. L'Algérie qu'il a eue toujours en son cœur, c'était l'Algérie d'abord et avant tout. C'était son slogan, sa philosophie, l'esprit et la lettre de son message.

En voulant restaurer la dignité du peuple algérien, il restait fidèle à la proclamation du 1er Novembre 1954, il restait fidèle à son combat historique. Patriote de tous les temps, ennemi de tous les extrémismes, de toutes les gabegies, de toute la corruption, il a voulu faire quitter à l'Algérie les berges de la dérive.

En cette veille du 30 ème anniversaire de l'indépendance nationale, on a tué cet homme comme si on tuait une Algérie libre, fière, juste et moderne. Mais l'intégrité du chahid Mohamed Boudiaf, son combat, son idéal, sont bien vivants dans notre cœur et dans celui de millions de jeunes, ces jeunes qu'il voulait de toute son énergie sortir du désespoir.

Qui a tué Mohamed ? Qui a organisé cette conspiration ? Quels en sont les commanditaires ? Moi, son épouse et ses enfants exigeons que toute la lumière soit faite et que justice soit rendue.

L'hommage que le peuple algérien lui a rendu lors de ses funérailles, témoigne que malgré le peu de temps

passé à la tête de notre pays, il est déjà le symbole de cette Algérie nouvelle, comme il a été hier le symbole de notre indépendance.

Au nom de mon époux, je remercie de tout mon cœur le peuple algérien pour cet ultime hommage. Fasse Dieu que son sacrifice ne soit pas vain. Pour un avenir plus serein, plus juste, plus digne pour tous, Mohamed tu peux dormir en paix. Aie confiance comme tu l'as toujours montré en cette nation, en ce peuple que tu chérissais tant ".

*Déclaration remise à l'APS le Mercredi 1er Juillet 1992.

A mes premiers compagnons, dont beaucoup ne sont plus,

A tous les martyrs du combat libérateur,

A tous les militants révolutionnaires.

Je refais dans l'esprit du 1er novembre 1954 le serment :
Tout sera mis en œuvre, quelles qu'en soient les conséquences pour que notre Algérie poursuive sa marche dans la voie du socialisme authentique, qui est celle de la liberté, du progrès, de la justice.

Mohamed BOUDIAF.

Première Partie

Histoire d’un Enlèvement

Avant-propos

Il y a maintenant plus de trois mois que j'ai été enlevé à Alger. L'événement, pour être précis, s'est déroulé le 21 juin dernier. Le fait a sans doute peu d'importance par lui-même, mais il a une grande signification politique. Je rends public le journal de ma captivité dans le seul but de tirer les leçons de cette affaire, en en démontrant le mécanisme policier. Le meilleur moyen d'y parvenir est de laisser parler les faits : ils sont une excellente illustration des méthodes d'un pouvoir acculé à commettre les pires illégalités pour écarter de sa voie toute difficulté susceptible de freiner sa marche vers la dictature.

En agissant ainsi, j'ai la conviction de servir la cause de la démocratie et les droits imprescriptibles de la personne humaine, droits aujourd'hui bafoués par des hommes qui en sont arrivés à ne plus rien respecter. Mon arrestation, et celle de mes compagnons, bien qu'elle ne touche directement que quelques militants, me semble significative d'un danger potentiel ; elle a marqué un tournant dangereux de la politique du régime actuel. La succession d'événements qui a suivi notre enlèvement permet de comprendre ce glissement vers l'abîme, le pouvoir personnel et la dictature policière.

Il est temps pour chaque Algérien de définir clairement sa position, avant qu'il ne soit trop tard. Le silence est pour le pouvoir la meilleure couverture, à l'abri de laquelle il cherche à imposer au pays un régime à sa convenance, fait de contrainte et d'arbitraire. Car, il ne faut pas s'y tromper, la

dictature s'installe. Quelques exemples, choisis parmi les plus flagrants, que personne ne peut ignorer ou nier, suffisent à le prouver :

— **ABSENCE TOTALE DE LIBERTE D'EXPRESSION ET D'OPINION** : Le décret gouvernemental interdisant, à l'exception du Front, toute association de caractère politique n'a été que la légitimation, après coup, d'une option déjà ancienne.

— **CONTROLE ABSOLU DE TOUTE LA PRESSE ET DES MOYENS DE PROPAGANDE :** (radio nationale, télévision, Algérie-Presse-Service). Ainsi impose-t-on au pays une information à sens unique, dans le plus pur style des pays totalitaires.

— **RENFORCEMENT DE L'APPAREIL POLICIER :** Existence en son sein de hiérarchie parallèles, multiples et concurrentes méthodes de gangstérisme utilisées par les divers services, en dehors de tout contrôle et de toute garantie juridique.

— **EXISTENCE ET RENFORCEMENT D'UN APPAREIL MILITAIRE :** Incompatible avec les possibilités économiques du pays.

— **CONSTANT APPEL DEMAGOGIQUE AUX FOULES :** dont on exploite les sentiments, au lieu de consulter le peuple algérien par les voies d'institutions réellement démocratiques.

— **RECOURS, A L'OCCASION DE CHAQUE DIFFICULTE NOUVELLE, A DES DIVERSIONS :** complots, excitations, intimidations.

Un régime qui emploie de telles méthodes se sait condamné à court terme à l'alternative : sombrer honteusement ou se maintenir par la force. Le pouvoir actuel a déjà fait son choix, le jour où il n'a pas craint de faire affronter des Djounoud, au risque de déclencher une guerre civile généralisée. Celle-ci se serait déchaînée, sans la vigilance et la sagesse de tout un peuple qui, dans sa volonté de survie, dans sa lassitude, a choisi de deux maux le moindre et préféré la paix dans une apparente stabilité aux malheurs de la lutte armée.

Tout le mal a commencé à ce moment et n'a fait depuis que développer inexorablement ses conséquences.

Dans la confusion qui a entouré la crise de 1962, beaucoup de gens n'ont pas compris que « l'équipe de Tlemcen » cherchait seulement à s'emparer du pouvoir. Elle n'y est d'ailleurs parvenu qu'en abusant des sentiments du peuple, dont la légitime volonté de paix cachait un manque de préparation à la situation tragique des lendemains de l'indépendance. Mais arriver au pouvoir dans de telles conditions ne pouvait rendre personne capable de résoudre correctement les problèmes complexes qui se posaient alors au pays : riche d'espoir et prête à consentir à de nouveaux sacrifices, l'Algérie cependant sortait d'une guerre longue et ruineuse avec une économie complètement désorganisée et une société littéralement bouleversée.

Si l'intention de tous avait été de chercher une solution originale et efficace à cette situation dramatique, on aurait pu, sur les bases d'une analyse honnête et objective, découvrir une autre voie de dégagement.

Il était impossible de conserver le F.L.N. du fait des contradictions internes qui le rongeaient. La tentative sans espoir de Ben Khedda de maintenir l'unité de façade du G.P.RA. a échoué ; et elle ne pouvait qu'échouer, la disparité des personnes et l'opposition des intérêts politiques la rendant vaine.

Mais s'il ne pouvait être l'instrument de l'édification socialiste, le F.L.N. qui, malgré ses faiblesses, regroupait la totalité des militants algériens, pouvait servir de cadre à une évolution politique qui aurait permis l'affirmation d'une équipe homogène, compétente, légalement issue de la majorité du Front. Il suffisait pour cela de rechercher l'appui de la très grande majorité du C.N.R.A. pour proposer à un congrès rapidement mais soigneusement convoqué, un *programme d'action précis,* sortant des généralités du « programme » de Tripoli. Cette solution ne visait pas à ignorer les contradictions internes du F.L.N. mais à les résoudre sur une base politique, à partir des organisations qui avaient encadré la lutte du peuple depuis le 1er Novembre 1954. Une telle transition aurait permis de maintenir l'unité et la combativité de la « nation » algérienne.

Le futur « groupe de Tlemcen », en organisant dès avant la signature des accords d'Évian et la libération des détenus d'Aunoy, une conjuration qui n'avait pour but que la conquête du pouvoir, a empêché la réalisation de cet objectif. Il a pu parvenir au commandement, mais il s'est condamné, privé de l'adhésion des militants et du peuple, à l'improvisation, à l'illégalité et, inévitablement à l'impasse. La

frénésie insensée qui s'est emparé de ce groupe d'ambitieux, sans unité politique, a coûté des milliers de vies humaines ; elle continue à empoisonner l'atmosphère, ruinant les dernières chances d'un redressement sérieux.

Telle est la réalité. Tel est le véritable complot contre la révolution, contre le socialisme, contre les intérêts réels du peuple.

La presse aux ordres a beau encenser le régime, la cohorte des arrivistes et des opportunistes lui apporter son soutien honteux, la radio défigurer la vérité, les meetings sur commande tromper les masses, rien ne le sauvera de la décomposition qui l'attend.

Les enlèvements de patriotes, les intimidations sous toutes leurs formes, les séquestrations ne feront qu'en précipiter le rythme. Ni la Constitution adoptée à la sauvette, ni les élections qu'on cherche, par le biais du « parti », à imposer au peuple n'interrompront ce processus de désintégra-tion dont le départ a été donné à Tripoli.

Il est maintenant hors de doute que le régime en place persévérera pour rester logique avec lui-même, dans sa volonté de destruction : l'illégalité ne peut qu'enfanter l'arbitraire. A l'heure actuelle, le pouvoir ne se donne pas la peine de respecter un semblant de légalité dans ses actes. Ignore-t-on qu'avant même que l'équipe de l'extérieur n'entrât, divisée au pays, des équipes de choc, munies d'argent et d'armes à l'instigation des maîtres d'aujourd'hui, avaient envahi le territoire national, et entrepris un travail de sape,

dont la zone autonome d'Alger, la wilaya II, la Fédération de France du F.L.N., et plus tard la wilaya IV ont eu à pâtir ?

Il ne faut s'étonner de rien quand on sait que dans l'esprit du clan de Tlemcen la révolution a commencé dans cette ville (voir la déclaration de Ben Bella faite à « Jeune Afrique », où il est dit textuellement que la révolution, pour lui, est représentée par ceux qui étaient présents au rendez-vous de Tlemcen).

Faut-il encore citer d'autres faits pour démontrer le caractère illégal de toute l'entreprise ? Reportons-nous seulement aux plus patents d'entre-deux.

— L'accord du 2 août[1], qui offrait quelques chances d'apaisement, s'est vu trahi, deux semaines à peine après sa réalisation, par le clan de Tlemcen.

— La réunion du C.N.R.A. qui devait se tenir au cours de l'été pour parachever les travaux de Tripoli, n'a jamais eu lieu. Pourtant cette réunion avait été décidée à Tripoli, ainsi que la tenue d'un congrès du F.L.N. avant la fin de l'année 1962.

— Le programme de Tripoli, qui n'avait valeur que de projet, devait revenir devant ce congrès avant d'être définitivement adopté. Il a pris depuis la valeur d'une « Charte », par l'unique volonté du clan au pouvoir.

---

[1] Accord conclu, le 2 août 1962, entre Mohamed Khider, au nom du groupe de Tlemcen, d'une part, et Belkacem Krim et Boudiaf, tout juste libéré d'une première arrestation, de l'autre. Cet accord, destiné à mettre fin à la crise, prévoyait la mise en place d'un Bureau Politique provisoire, chargé de préparer la réunion du C.N.R.A. et le congrès du F.L.N.

— En fin de compte, que reste-t-il du Bureau Politique dont on se revendique ridiculement ? Cet organisme a-t-il d'ailleurs été jamais approuvé par un vote du C.N.R.A. ?

— Quant au Parti du F.L.N., hier inexistant parce que constitué d'« authentiques racailles » (propos tenus par Ben Bella au reporter de « Jeune Afrique », il est devenu, deux mois après que Khider ait été expulsé de son siège de secrétaire général, un parti d'authentiques révolutionnaires qui se préparent gaillardement à doter le pays de son axe central.

— Pour ce qui est de l'Armée Nationale Populaire, partout installée, elle se transforme progressivement en une armée traditionnelle complètement coupée des masses, imposant au budget national une contribution très lourde, infiniment trop lourde pour un pays sous-développé, qui a besoin de beaucoup économiser, s'il tient à ne pas tomber sous la coupe du néo-colonialisme, d'autant plus exigeant que nos difficultés financières sont aiguës.

Dans de telles circonstances, et face à cette réalité aveuglante, que valent les rodomontades et les mystifications monstrueuses de ce régime ? Le bluff, l'intoxication, les promesses fallacieuses n'ont jamais payé. Il reste, malheureusement, l'envers de la médaille qui s'appelle misère, arbitraire et dictature.

Le récit qui va suivre, donnera un avant goût à ceux qui doutent ou s'entêtent à soutenir le contraire, pour des raisons trop compréhensibles.

Mohamed BOUDIAF.

Journal

21 JUIN 1963 :

L'aventure dont ce journal décrit le déroulement commence le vendredi 21 juin, en plein midi. Je viens juste de quitter la maison pour une course, quand deux hommes m'accostent au pont d'Hydra, me demandant de me mettre à leur disposition au nom de la sécurité militaire. J'exige des papiers attestant leur qualité ; le plus âgé m'exhibe, précipitamment, non sans trembler quelque peu, une carte verte établie au nom de S. Mohamed. A peine en ai-je pris connaissance que le second me prie, sur un ton bourru, de faire vite.

Il est bon, avant de passer à la suite, de donner le signalement de ces deux individus. S. Mohamed est un quinquagénaire, grisonnant, au teint olivâtre et à l'accent kabyle. Je l'ai déjà rencontré quelque part et, si mes souvenirs sont fidèles, sans toutefois que j'en sois totalement sûr, il s'agirait de Oussemer Mohamed, ex-agent de la police des renseignements généraux. Il a fait des siennes lors des événements de Mai 1945, particulièrement à Belcourt contre les jeunes militants du P.P.A.. Sur le tard, il a rejoint les rangs du F.L.N.. Lors de l'arrestation mouvementée du 22 octobre 1956[2], il était encore membre de la D.S.T.. Le second policier, plus jeune, replet, aux gestes un peu brusques, est l'image du «

[2] Arraisonnement par les militaires français de l'avion qui transportait Ait Ahmed, Ben Bella, Khider, Lacheraf, Boudiaf. de Rabat à Tunis.

militant » nouvelle vague, parfaitement imbu de son rôle et pénétré de son importance policière.

C'est sous la direction de ces deux « anges gardiens » que je suis amené à prendre place dans une 404 flambant neuf où deux autres passagers attendent : un jeune, plutôt fluet, au regard doux qui tient le volant et un quatrième, grand, brun, lunettes noires, impassible, assis à son côté. A son air important, on devine qu'il s'agit d'un « ponte ».

Sitôt installé sur la banquette arrière entre S. Mohamed et son premier acolyte, la voiture démarre en trombe, passe à la Colonne Voirol et prend le virage pour grimper le chemin Beaurepaire.

« Où allons-nous ? » Pas de réponse.

On s'engouffre dans la « Clinique des orangers », où le chauffeur, après avoir stoppé, quitte sa place pour venir se mettre à côté de moi, abandonnant le volant au « militant » qui jusque là était à ma droite. Marche arrière rapide et sortie de la clinique pour descendre cette fois le chemin Beaurepaire. Nous refaisons le même chemin en sens inverse mais cette fois-ci nous dépassons le pont d'Hydra. Je reconnaîtrais facilement la villa fleurie où nous pénétrons. Mes ravisseurs, visiblement satisfaits de leur exploit, me conduisent sans plus attendre à une chambre du rez-de-chaussée.

Je demeure vingt-quatre heures dans cette pièce avec pour tout mobilier un fauteuil où je passe la nuit.

J'ai omis de signaler qu'à mon arrivée j'ai été fouillé des pieds à la tête. Ayant entamé la grève de la faim, je me

sens très fatigué et accepte le matin de monter au premier étage, sur les conseils d'un de mes gardes. Ils sont quatre, cinq, six, et cinq finalement qui se relaient, jour et nuit, pour assurer ma surveillance. Tous sont armés de revolvers, et certains ne se gênent nullement pour le montrer.

Le va-et-vient continuel des gardes, dont certains avaient des mines patibulaires, me fait craindre que la première nuit ne se termine tragiquement. Kidnappé dans le plus grand secret, amené dans une villa inhabitée sans plus d'explication, je ne peux que trouver une allure macabre à toute cette aventure. L'atmosphère est propice et les conditions remplies pour une liquidation en douce.

A mes demandes d'explication sur les raisons de cette expédition mes gardes répondent invariablement qu'ils n'en savent pas plus que moi.

Durant quatre jours, le ventre creux, je demeure dans cette villa, cherchant désespérément à communiquer avec les villas voisines, sans résultat.

Le lundi 24 juin, à la tombée de la nuit, on m'embarque en voiture pour une autre destination. Au lieu de suivre l'itinéraire emprunté la première fois, on préfère zigzaguer pour déboucher enfin sur la grande route qui vient du Pont d'Hydra et continue tout droit.

La Colonne Voirol, chemin Beaurepaire, El Biar, Boulevard G. Clemenceau, Garde mobile, caserne Ali Khodja (ex-caserne d'Orléans), Barberousse, Boulevard de la Victoire : on échoue enfin au siège de la Gendarmerie Nationale. A ma

descente de voiture, dans la cour plongée dans l'obscurité, le cérémonial est en place et je suis immédiatement entouré par une dizaine de gendarmes, mitraillette au poing, un peu curieux, un peu fébriles. Le Colonel Ben Cherif est là et, sous sa direction, escorté de gendarmes diligents, j'ai droit à une chambre et un lit qui, selon ledit Colonel, valent mieux que ceux de la Santé. Merci.

MARDI 25

L'ayant demandé la veille, je reçois la visite d'un docteur, vraisemblablement égyptien, qui me conseille de m'alimenter. Je suis encore sous le coup des événements, trop énervé pour lui dire ce que je pense : l'exercice du pouvoir rend les faibles capables des pires infamies.

De la Villa, j'ai écrit une première lettre, à l'autorité mystérieuse qui a ordonné mon enlèvement :

Mohamed BOUDIAF, en détention illégale

à

L'Autorité X..., qui a ordonné mon enlèvement.

« *Depuis le 21 courant à midi, heure à laquelle j'ai été enlevé par un commando en voiture, je me trouve dans une maison inconnue, sous la bonne garde de quelques agents.*

Jusqu'à ce jour, j'ignore jusqu'au motif de ce rapt, qui rappelle étrangement les méthodes de certains régimes défunts. Pour ces raisons, et depuis mon « arrestation » j'observe une grève de la faim que je poursuivrai jusqu'au jour où une solution légale sera apportée à mon cas. Déjà mon état de santé, compte tenu de ma condition physique, exige la visite d'un médecin.

Que reste-t-il à un homme, privé de sa liberté dans des circonstances obscures et l'ignorance totale des siens ? Jeûner, même si la mort doit en résulter, car il n'est pas pire humiliation humaine que d'accepter l'arbitraire le plus criant sans réagir.

Le 24 JUIN 1963

M. BOUDIAF »

Aujourd'hui, une autre lettre est remise à la direction de la gendarmerie.

Le 25 Juin 1963

à l'autorité X...

S/C/ du Colonel Commandant la Gendarmerie d'Alger.

Ma présente lettre ne fait que confirmer les termes de la précédente à savoir : la situation où je me trouve.

Depuis vendredi 21 à midi, jour et heure de mon enlèvement par un commando en voiture, je ne sais quel sort m'attend, d'autant plus que ledit rapt s'est effectué dans des circonstances pour le moins obscures. A l'exception de mon changement de « résidence », de la villa où j'étais séquestré au siège de la gendarmerie où je me trouve, aucun éclaircissement ne m'a été donné concernant ma situation.

Pour protester contre cette atteinte flagrante à la liberté individuelle, j'observe depuis le jour de mon « arrestation » une grève de la faim qui ne prendra fin que le jour où, une fois pour toutes, on me dira les raisons de la privation de liberté dont je suis frappé, à l'insu des miens et de l'opinion. Depuis trois jours je demandais la visite d'un médecin et ce n'est qu'aujourd'hui que je l'ai obtenue.

Je me refuse à qualifier ces procédés et en rends responsable le pouvoir qui en use par vengeance contre un

homme et un citoyen dont le principal tort est de ne pas être d'accord avec sa politique.

Priver quiconque de sa liberté pour de telles raisons n'a été et ne sera jamais une solution. Un jour viendra où la vérité éclatera aux yeux de tous et à ce moment, gare à tous ceux qui, oubliant les leçons du passé, reprennent à leur propre compte les méthodes honteuses de ceux qui les ont précédés.

M. BOUDIAF.

MERCREDI 26

Réveil précipité à quatre heures du matin et départ par l'aérodrome de Chéraga où, à cinq heures, un hélicoptère prend l'air en direction d'Oued Nosron qu'il atteint à 7 h 20.

A bord je suis rejoint par Ali ALLOUACHE [3], Moussa KEBAILI [4] et Mohand Akli BENYOUNES [5]. Je savais depuis hier que d'autres avaient été incarcérés en même temps que moi à la gendarmerie, mais jamais je ne me serais attendu à me retrouver avec ces trois-là.

C'est tout simplement stupéfiant. On peut vraiment admirer la perspicacité de la sécurité militaire !

Aucune réponse à mes lettres, ce qui ne me laisse plus aucun doute sur le sérieux et la légalité de l'affaire.

Ce régime a peur de la clarté, comme les oiseaux de nuits qui ne peuvent voler que dans l'obscurité.

J'écrirai encore mais uniquement pour marquer ma désapprobation de certaines méthodes ou pour mettre à nu quelques-uns des mensonges déversés, à l'occasion, sur notre compte.

A Oued Nosron toujours flanqués de nos gendarmes, menés par le Commandant Mohamed, adjoint de Ben Chériff, nous avons droit à une halte de deux heures. Ensuite, à bord de

---

[3] Ancien porte-parole de la wilaya IV.

[4] Ancien coordinateur de la Fédération de France du F.L.N., co-auteur de *La Gangrène.*

[5] Ancien responsable de la Fédération de France.

voitures légères, nous prenons la route, Sidi-Bel-Abbès, Saïda, Méchria, Aïn Safra et, à la tombée de la nuit, Beni Ounif. Une autre halte brève et, dans la nuit saharienne, nous voici à Colomb Béchar, complètement éreintés par un voyage de mille kilomètres sous une chaleur accablante.

Précipitamment, on nous introduit dans une chambre où quatre lits de camp, à moitié déglingués, nous attendent.

Des soldats armés de mitraillettes nous gardent toutes portes et fenêtres closes. Il fait une chaleur d'étuve. Le Commandant de la troisième région militaire, entre les mains duquel nous nous trouvons, affirme n'avoir reçu aucun ordre écrit nous concernant. Il ne dit probablement pas toute la vérité : comment expliquer sinon les consignes de grand secret qui nous sont appliquées ?

Je suis épuisé après ce long voyage, survenu au sixième jour de ma grève de la faim. Je décide d'interrompre mon jeûne, croyant candidement qu'à Colomb Béchar le régime politique va nous être appliqué et que nous pourrons engager une grève dans de meilleures conditions. Informer l'opinion peut, en particulier, être déterminant pour le succès de la grève.

L'avenir me montrera mon erreur.

Le lendemain de notre arrivée, nous écrivons la lettre suivante qui, à elle seule, résume la situation.

Les séquestrés,

Mohamed BOUDIAF, Ali ALLOU-ACHE,

Moussa KEBAILI et Mohand Akli BENYOUNES,

au

Colonel Commandant de la région militaire de Colomb Béchar.

En préambule, il est utile de souligner le fait que les frères, auteurs de la présente, ont été privés de leur liberté, selon toute probabilité, pour des raisons politiques trouvant leur origine dans le malaise où se débat notre pays depuis son accession à l'indépendance politique. D'autre part, il ne doit pas être ignoré que cet aspect du problème n'est qu'une conséquence inéluctable du choix politique posé de nos jours à la conscience de tous les Algériens.

Forts de leur droit de ne jamais se désintéresser, en leur qualité de militants et de responsables plus ou moins connus à l'échelle nationale, d'un problème aussi vital pour notre avenir, ils considèrent que leur enlèvement, comme leur « détention » constituent des actes graves, d'une illégalité révoltante. De ces considérants découlent automatiquement leur conduite, en particulier quant au régime sous lequel ils vivent ou sont encore appelés à vivre soit à Béchar, soit ailleurs.

Cette précision était nécessaire car en écrivant aujourd'hui, leur but n'est ni de mendier une faveur ni encore moins de solliciter un quelconque passe-droit.

Ceci dit, il ressort que leur cantonnement dans une pièce exiguë, sans air où ils sont maintenus jour et nuit ne peut durer sans s'apparenter à une humiliation dégradante. Par ailleurs, d'autres questions inhérentes à la vie d'un prisonnier se posent et appellent une réponse. Parmi celles-ci :

1°) Habillement: à ce propos, que le Colonel sache que les intéressés ont été kidnappés dans la rue et qu'ils ne disposent de ce fait, d'aucun vêtement de rechange, sous-vêtements, pyjamas, pantoufles, etc..

2°) Courrier : ayant des familles et des parents, ils veulent recevoir expressément de leurs nouvelles et ne comprennent pas la lenteur mise à les laisser user d'un droit reconnu aux pires hors-la-loi.

3°) Visites.

4°) Réception des journaux.

5°) Promenades quotidiennes.

6°) Soins et visites médicales.

7°) Possibilités d'achat de denrées ou d'objets à l'extérieur.

Nous arrêtons là cette liste en insistant sur le fait que notre intention n'est pas de vivre dans le luxe mais d'avoir le

minimum vital permettant à un homme de vivre et de travailler normalement, alors que les conditions qui nous sont faites sont loin de répondre à ce modeste objectif.

Fraternellement ……Suivent les signatures.

Par la même occasion, je remets en même temps que la précédente une lettre pour ma famille.

Aura-t-elle le même sort que toute notre correspondance ?

LE 4 JUILLLET

Nous sommes encore à étouffer de chaleur dans la tanière de Colomb Béchar. Pas de promenade, pas de visite médicales ; un coiffeur nous a été refusé ; la consigne c'est la consigne : isolement total. Le commandant de la troisième région nous a laissé entendre que notre situation est tout à fait provisoire et qu'il cherche un endroit où nous serons plus à l'aise. En effet, à la tombée de la nuit, le Commandant Ahmed Saâdoum, adjoint au chef de région, vient nous dire de nous préparer à partir. Nous sommes un peu soulagés ; nous fiant aux promesses faites, nous imaginons un endroit plus vaste, plus aéré, en somme plus propice à une existence moins renfermée.

A 20 h 20, deux énormes camions « Berliet », hauts perchés sur leurs roues d'un modèle inusité, bourrés de soldats en tenue de combat, nous embarquent prestement et prennent là direction du Sud.

Jusqu'à Kerzaz et sa rivière en crue, la route goudronnée rend le trajet acceptable malgré la chaleur de la cabine avant où je suis à côté du Commandant Si Ahmed, chef de convoi. A 1 heure du matin, nous avons couvert approximativement 300 km. Courte halte d'une demi-heure. Les militaires ne nous perdent pas de vue. Croient-ils que nous pourrions tenter quoi que ce soit ? On a dû leur faire la leçon !

A partir de Kerzaz, c'est la piste qui commence et notre déplacement se mue en un ouragan de secousses, de poussière et d'embardées. Je ne sais ce que mes compagnons ressentent. Personnellement, au moment où j'écris ces notes, j'ai un haut-le-cœur au seul souvenir de cette nuit. Complètement balloté, sans aucun répit, ma tête tourne, mon estomac se convulse ; j'ai des nausées. Depuis la dernière halte, j'ai quitté la cabine pour m'étendre à l'arrière, entouré de toutes parts par des soldats. Un quadrilatère bien clos. Encadré de ces ombres, je ressemble aux morts que les tolbas[6] veillent toute la nuit en psalmodiant le Coran. Pour moi, le Coran est remplacé par le tintement des gamelles, des casques, des armes qu'ils n'abandonnent jamais. Quelle vigilance idiote !

Ce tohu-bohu infernal dure jusqu'à 7 heures du matin, heure de notre arrivée à un camp, portant le nom du colonel Lotfi. Le commandant de la troisième région militaire est là pour nous accueillir.

Nous ne sommes pas à toucher avec des pincettes, couverts de sable que la sueur a transformé en une croûte déjà épaisse. Le jeune Benyounès a les lèvres gonflées et

[6] Nom de ceux qui, en pays d'Islam, veillent les morts en priant et récitant le Coran.

exsangues ; quant à Kebaïli, il est littéralement vert, tant son malaise est visible. Allouache et moi n'allons pas mieux, les yeux cernés, la démarche titubante.

C'est donc là que nous allons croupir à l'avenir. Incapables d'entamer une discussion, nous nous bornons à demander au Commandant Abdallah Belhouachet si ce changement de résidence est dû à son initiative personnelle. Il nous- répond clairement qu'il ne fait qu'exécuter les ordres. Fermez le ban !

Pendant ce temps, que fait et que dit le Gouvernement ?

Le 26 juin, Ben Bella, au meeting tenu à Alger à l'occasion de la journée de l'Afrique du Sud, a déclaré sans ambages que les gens arrêtés appartiennent à la catégorie des privilégiés, mécontents d'avoir été dépossédés de leurs biens.

Il a remercié Dieu d'avoir sauvé l'Algérie d'un complot dont son Gouvernement détient les preuves.

La veille, à l'Assemblée Nationale, interpellé par Aït Ahmed sur les raisons des dernières arrestations, il a affirmé, avec la même assurance, qu'un complot, dont il détient les preuves *(Walthdïk,* ce qui, en arabe, signifie *preuves indiscutables)* a été découvert et que les arrestations en question en sont les conséquences.

Dans sa conférence de presse, Aït Ahmed a apporté des précisions, données confidentiellement par Ben Bella et selon lesquelles le Président de la République Tunisienne serait de la partie.

Le 5 juillet, dans le discours prononcé au Caroubier, à l'occasion de l'indépendance, Ben Bella, en verve, a brodé sur le thème du complot-aux-ramifi-cations-lointaines : trahison, intelligence avec l'étranger, et tout et tout.

Enfin, lors de sa tournée dans le Constantinois (voir compte rendu *à'El-Moudjahid)* Ben Bella, toujours bien inspiré, a présenté une version quelque peu différente. Il a déclaré textuellement : « Ces derniers temps, nous avons arrêté cinq personnes (à cette date, nous sommes quatre) qui ont traité avec le Gouvernement français et avec le colonia-lisme pour instaurer un climat à la Tshombé ».

Voilà qui est clair ! Quand on connaît les origines de ce régime, quand on s'est donné la peine de relever à chaque occasion son caractère démagogique et mystificateur, on ne sursaute pas devant ces monstruosités. Mais, si nous sommes des comploteurs, si par extraordinaire nous sommes devenus des Tshombé, si le Gouvernement détient les soi-disantes preuves, dont il se targue, qu'attend-il pour nous traduire devant la justice, pour ouvrir un dossier et faire un procès en règle pour nous confondre et nous condamner, au lieu de nous maintenir durant des semaines dans le secret, en nous trimbalant aux quatre coins du pays ? Depuis notre enlèvement, aucun de nous n'a été interrogé. Nous ne savons même pas ce qu'on nous reproche.

La vérité est ailleurs : il s'agit d une basse vengeance personnelle, inspirée par la peur panique devant la montée du mécontentement populaire. Le pouvoir, pour tenter de se tirer

de cette situation malaisée, n'a pas trouvé mieux que de recourir aux procédés éculés de l'intimidation et de l'injustice.

Ce journal m'aidera à convaincre les plus sceptiques d'un fait : ni le secret, ni les mensonges, ni la mystification, ni l'arbitraire dont nous sommes frappés n'arrêteront la marche de la vérité. Ce cauchemar que nous vivons et, à travers nous, le peuple algérien, prendra fin.

LE 7 JUILLET

Nous sommes là depuis trois jours et, selon toute vraisemblance, nous y resterons plus longtemps encore.

Notre chambre a cinq mètres sur trois ; sans aucun contact avec l'extérieur, nous sommes gardés par de jeunes soldats qui, vu leur âge, ne donnent pas l'impression d'avoir appartenu à une formation de combat pendant la guerre de libération nationale. Terrorisés, muets, obéissants aux gestes, ils me fonticipation décisive du peuple n'est qu'incompréhen-sion ou illusion.

Donc les régressions, toujours provisoires, sont toujours possibles après des bouleversements tels que notre guerre de libération nationale. Il est aisé de prévoir le sens du mouvement quand l'élan révolutionnaire est impulsé par une élite d'avant-garde organisée, consciente de son rôle, animée d'une idéologie. Le chemin est clair, les buts nets et la marche résolue. Dans le cas contraire, ce n'est qu'une effervescence sans but précis, sans orientation sûre, ni perspective déterminée : on peut alors craindre le pire.

Force est de constater que l'Algérie se classe dans le dernier cas. Car en recouvrant son indépendance, elle n'avait à son service ni équipe révolutionnaire résolue, ni programme défini, ni voie d'édification claire.

Les véritables révolutions sont un phénomène de dépassement continuel soumis à une accélération dans le sens du progrès, de la justice, de la rigueur idéologique et de la formation de cadres.

Est-ce le cas dans notre pays ?

Il faut le dire bien net : il n'y a plus de révolution en Algérie. Depuis la crise de juillet et août 1962 tout a été perverti au point que nous nous trouvons, depuis quelque temps, devant ce spectacle effarant d'un faux parti, d'une fausse armée, d'un Gouvernement hétéroclite soumis à l'influence d'un homme, de faux syndicats, de l'éparpillement des forces saines, de l'arrestation de militants, etc.

S'il se trouve des gens qui, sous le prétexte de ne pas tomber dans la critique systématique, parlent encore de révolution et de socialisme, qu'ils tremblent de dire la vérité, ou bien qu'ils sont stupides ou intéressés. C'est le cas de tous ces jeunes intellectuels plongés jusqu'au cou dans la compromission et qui se font au prix de mensualités épaisses les chantres d'un régime qui les engraisse et dont ils paient les largesses par leur conformisme.

TSABIT

Enfin nous sommes tout de même arrivés à découvrir le lieu de notre séquestration à force de farfouiller dans un tas

de papiers, de cahiers abandonnés dans un coin et couverts de poussière. Le responsable en l'entendant prononcer a sursauté : c'est donc de volonté délibérée qu'on a cherché à nous le cacher, en oubliant qu'un prisonnier, par un phénomène tout naturel, même ligoté, arrive à découvrir bon nombre de choses, uniquement parce que sa pensée et tous ses sens sont mobilisés à cet effet.

TSABIT, plus au sud que Timimoum, situé à 65 km au nord d'Adrar, capitale du Touat, et dernière agglomération importante sur la route qui mène au Mali. Plus au sud il n'y a que l'Afrique noire et je commence à réaliser pourquoi chaque jour qui passe nous affaiblit un peu plus. A peine dix jours, et il suffit d'un léger effort pour sentir des vertiges. Passer la langue sur n'importe quelle partie du corps et c'est du sel en couches. Je n'exagère rien, j'en ai fait plus d'une fois l'expérience. A ce rythme, nous n'allons pas tarder à nous épuiser petit à petit et c'est une des raisons de la décision que nous avons prise d'engager une action de protestation sous forme d'une grève de la faim. Le responsable militaire de la base Lotfi en a été averti hier par écrit, en ces termes :

« Gouvernement atteste que nous sommes assignés en résidence alors qu'en réalité nous nous trouvons à Tsabit, prisonniers du désert.

Vu impossibilité existence à Tsabit et perpétuation de cet état de faits, attendons 48 heures changement de résidence et éclaircissement de notre cas à défaut de quoi entamerons grève de la faim illimitée. »

Pour ma part ce sera la deuxième épreuve.

La tournée de Ben Bella a commencé et, d'après les radios, elle touchera : Batna, Biskra, Khenchela, Aïn-Beïda, Barika.

Toujours le même thème, les mêmes fabulations, les mêmes promesses creuses, les mêmes exagérations, avec, pour chaque ville ou village, un détail à consommation locale sur tel ou tel héros. C'est ainsi que j'ai entendu parler d'un prétendu serment échangé par Ben Bella à Tripoli avec Si Mustapha Ben Boulaïd [7]. En réalité ce dernier en revenant de son voyage était plus que révolté de n'avoir rapporté en fait d'armes, que des promesses évasives. Seulement Si Mustapha n'est plus là pour rétablir la vérité. Avant le 1er novembre aucune arme, aucune balle n'est entrée en Algérie et l'argent fourni par 1'« intérieur» et déposé en Suisse bien avant la date du déclenchement, après avoir été allégé de 200.000 Frs pour les besoins personnels de Ben Bella, est resté en banque au lieu de se transformer en armes. Cela contredit évidemment les affirmations de l'actuel Président. Heureusement des témoins sont toujours en vie pour confirmer ces faits.

Après cette digression, reprenons l'analyse des discours présidentiels, nous y trouvons invariablement les mêmes thèmes en filigrane.

Je suis la Révolution.

Grâce à mon Gouvernement (sous-entendu, moi), l'Algérie a eu son indépendance et a pu concrétiser des

[7] Un des fondateurs du C.R.UA . premier chef de la Wilaya I (Aures), tué en 1956.

réalisations miraculeuses. Aucun gouvernement au monde n'a pu faire ce que l'Algérie, en si peu de temps, a accompli.

Dénigrement du G.P.R.A.

Suit inévitablement le chapelet sur les bourgeois et le panégyrique personnel du « chef » : il ne mange pas, ne dort pas pour veiller à cette œuvre colossale qu'il a entrepris : deux ans à l'extérieur, cinq ans en prison, quelques mois de travail de sape depuis sa libération, Tlemcen et la prise de pouvoir au nom d'un bureau politique dont les membres sont déjà éparpillés aux quatre vents.

Tout ce tissu de contradictions est émaillé de serments et ponctué des « Vive Ben Bella » repris par l'assistance.

Donc le but semble atteint.

Un jour arrivera où ce charlatanisme ne résistera plus à la marche des événements et à la prise de conscience de plus en plus grande de notre jeunesse, de nos travailleurs et de nos paysans qu'on ne peut tromper indéfiniment aussi grossièrement.

LE 15 JUILLET

Nous sommes toujours à Tsabit, sous la même chaleur et dans la même incertitude. Pas de journaux, quelques informations recueillies suivant le caprice d'un transistor.

Abbas a donné hier une conférence de presse à Sétif. Il ressort des quelques extraits donnés par les radios Monte-Carlo et Paris, que, comme à son habitude, il joue au modéré conciliateur en se plaçant en position d'arbitre pour prôner le

rassemblement de tout le monde. Il se situe au centre, dans le débat qui est ouvert, ce qui est fort commode et politiquement intelligent, il faut bien le dire.

De nous, pas un mot si on en juge par les extraits donnés de sa conférence. Ironie du sort ! Abbas en se faisant le champion de la démocratie, de la parole au peuple, oublie que des militants algériens ont été subtilisés en plein Alger, séquestrés et depuis portés disparus. Est-ce la meilleure façon de défendre le droit de la personne humaine, de la liberté d'opinion et d'expression ? Ne pas avoir le courage d'aller au fond de sa pensée, n'a jamais constitué un moyen efficace de lutte, et Abbas a beau menacer de se retirer de la politique et de refuser de siéger dans une Assemblée qui ne sera pas l'expression du peuple, il ne changera rien à cette action.

Parallèlement à cette prise de position, Abbas se proclame socialiste. Le mot est à la mode, c'est son droit comme tout un chacun. Malheureux socialisme, n'es-tu pas devenu cette denrée à bas prix, à la portée de tout acheteur ?

Je reste rêveur à l'idée de tous ces socialismes algériens, l'un spécifique, l'autre original, tel autre musulman, celui-ci humaniste, celui-là arabe ou africain et je pourrais en citer encore des variétés plus ou moins pittoresques.

Qu'est-ce que tout cet étalage alors qu'en réalité il n'y a et ne peut y avoir qu'un seul et véritable socialisme : le socialisme scientifique fondé sur la lutte des classes. Il appartient aux exploités, à la classe laborieuse, de s'organiser, de s'unir pour mettre à bas la bourgeoisie sous toutes ses

formes, éliminer les injustices et promouvoir une société nouvelle d'où seront bannies les différenciations de classes, de revenus et de chances devant la vie.

Ce socialisme ne peut reposer que sur l'analyse de la réalité objective, en dehors de toute mystification, et la réalité ne peut trouver sa signification irréfutable que dans la démonstration scientifique.

Il n'en demeure pas moins vrai que le socialisme scientifique doit tenir compte de chaque situation pour découvrir les meilleures voies vers une application rationnelle, les buts restant les mêmes et les objectifs immuables.

Introduire la réalité de notre peuple par le seul biais de la croyance, c'est fausser le problème. D'ailleurs, en quoi notre religion, tolérante et juste, contredit-elle une théorie qui tend à plus de justice, à plus de liberté et à l'émancipation de l'homme. Il est temps qu'on sache que l'Islam (et je suis musulman pratiquant) n'est, ne peut être un frein au progrès ou un alibi pour ceux qui veulent préserver leur situation de privilégiés.

Il faut se définir politiquement, prendre une option définitive et s'engager dans une voie au lieu de louvoyer en cherchant des socialismes différents du seul qui a fait ses preuves. En restant croyants, qui nous interdit de lutter pour que notre société se libère complètement, s'édifie dans l'intérêt de tous, et que chacun ait droit à la vie, au travail, à la liberté et à un mieux-être ? Ceux qui maintiennent que la religion musulmane s'oppose à ces buts nobles, ne sont pas des

musulmans ou sont les adeptes d'un Islam particulier, disons spécifique, que personnellement **je renie.**

Ce développement nous mène loin de Tsabit, où las d'attendre et de végéter, nous avons commencé une grève de la faim pour une durée illimitée. Notre action ne s'annonce pas sous d'heureux auspices. Tout laisse prévoir que quelques jours suffiront pour avoir raison de notre résistance physique.

Enlevés, séquestrés de lieu clandestin en caserne pour être jetés à des centaines de kilomètres de Colomb Béchar, complètement isolés et étroitement surveillés, nous reste-t-il un autre moyen de lutte?

Il est à peine 9 heures du matin et un vent brûlant balaie la base Lotfi, en malmenant, dans un fracas étourdissant, les volets et les portes laissés ouverts. Nous sommes déjà dans la casemate allongés à l'abri de la tempête de sable. Notre nourriture littéraire se limite à des romans policiers dans l'attente du courrier de Béchar qui, selon les promesses du Commandant Si Ahmed Saâdoun et de son supérieur, doit nous apporter livres, papier à écrire, quelques médicaments. Ledit courrier est en retard de quatre jours sur la date fixée. Nous apprenons à ne pas nous fier aux promesses. Nous savons ce qu'elles valent.

Avant notre départ de Colomb Béchar, ne nous a-t-on pas déclaré que notre transfert visait à nous assurer des conditions de vie meilleures avant que notre sort ne soit définitivement fixé. Après cela nous nous retrouvons à Tsabit où la vie est à peine possible.

Bien plus, à chaque occasion, il nous est répété que nous sommes des militants et que nous devons faire preuve de patience. Si militant est pris dans le sens que lui donne l'actuel ministre de l'Industrie, Laroussi Khelifa, dans son fameux livre traitant du militantisme [8] qu'il n'a découvert, pour sa part, que sur le tard d'une vie de compromission et de reniement, il faut se résoudre à cette patience qu'on nous conseille. Mais est-ce là le militantisme ? Ne signifie-t-il pas, bien au contraire, le refus obstiné de l'arbitraire, la volonté inébranlable de résister aux influences pernicieuses et aux tentations, la combativité dans toutes les situations, la rectitude morale, la lutte contre la résignation, l'indifférence et l'inertie, le courage devant les épreuves, la probité morale et intellectuelle, la franchise, le respect de la vérité, etc.. etc.. En reprenant la réponse faite par « Che » Guevara lors de son dernier voyage en Algérie, à une question qui lui a été posée : « le socialisme économique, la redistribution des biens sans la morale révolutionnaire, cela ne m'intéresse pas », j'en arrive à cette constatation que sans militantisme révolutionnaire il n'y a pas de révolution. Les mots, les programmes, les déclarations n'ont de valeur que dans la bouche de ceux qui en connaissent le sens et la portée et considèrent qu'une parole prononcée tient lieu d'engagement. Le reste n'est que fumée au vent. Pour un militant pénétré de ces valeurs, la prison, les humiliations, les mensonges ne feront que renforcer en lui ces qualités (c'est une erreur de penser lui faire perdre pied par des traitements de ce genre). Erreur que tous ces calculs : c'est la répression sous tous ses aspects qui, en s'abattant sur les partis

[8] Manuel du militant algérien, *La Cité,* Lausanne, 1962.

révolutionnaires, leur a permis de s'épurer en démasquant les faiblesses. C'est dans les prisons que les hommes de valeur se découvrent et se forgent.

De ce point de vue, le pouvoir actuel, en nous appréhendant, a rendu service à la cause de la révolution et aux droits d'opinion et de libre expression qu'il croit juguler en ayant recours à des mesures illégales et dictatoriales. D'autres avant lui ont essayé ces méthodes et ont déchanté, à son tour il déchantera.

LE 16 JUILLET

Deuxième jour de la grève de la faim. La journée d'hier, réputée pour être dure, n'a pas été exceptionnelle. Il faut noter à ce sujet que chaque grève de la faim, compte tenu des circonstances, du lieu, de la saison a son caractère spécifique. On a beau ne plus en être à sa première expérience, chaque fois apparaissent des symptômes inconnus et des réactions originales.

En ce qui nous concerne, il est bon de souligner qu'en dépit de la grande chaleur on boit beaucoup moins que d'habitude, d'où la diminution notable des sudations. Par contre, la faim se fait immédiatement sentir et les vertiges apparaissent dès la seconde journée.

Au sujet de cette grève, je précise qu'elle n'a rien de comparable avec certains simulacres entrepris ailleurs et exagérément amplifiés par une publicité tapageuse sans aucun rapport avec la vérité.

Celle dont je parle est effective (excepté l'eau et les cigarettes). Ceci, avec une température de 45° à l'ombre, sans aucune commodité d'existence ni dispositions sanitaires. Si aucun changement n'est apporté à notre situation, notre décision est prise d'aller jusqu'à l'incapacité totale.

Nous avons appris hier soir l'arrestation du Colonel Saout-El-Arab de l'ex-wilaya II. Encore un gibier au tableau de chasse du pouvoir, en attendant d'autres.

LE 17JUILLET

Troisième jour de la grève. Pour ceux qui l'ont connue, la grève de la faim est dure surtout à ses débuts.

Hier, dans l'après-midi, les amis étaient presque tous mal en point. Leurs visages sont devenus terreux, leurs yeux sont enfoncés profondément dans leurs orbites ; la grève commence à produire ses effets. Autre symptôme : les maux de tête, c'est une douleur spéciale en son genre : on sent sa tête ébranlée de l'intérieur, on a mal aux tempes, aux sinus et dans mon cas, mes yeux, comme poussés de l'intérieur, me donnent la sensation de s'exorbiter, ce qui m'oblige à fermer les paupières et à les presser fortement avec les doigts pour atténuer le mal.

Ce jour à dix heures, nous avons demandé des cachets d'aspirine. Peine perdue : à la base Lotfi de Tsabit les médicaments les plus usuels sont introuvables.

Etendus sur nos lits, au grand air, silencieux, chacun rêve ou somnole en attendant un sommeil qui ne vient pas. Le ciel éclairé encore par les lueurs du couchant reste longtemps

voilé avant l'apparition des premières étoiles. Dans une demi-heure, elles seront des myriades dans ce ciel plus dégagé et lointain.

Ben Bella a été l'hôte de Ferhat Abbas à Sétif. Réconciliation, embrassades, congratulations et tout le reste. Nos gardes font beugler leur poste pour écouter « l'oracle » de l'Algérie. A Paris, les liens de la coopération se raffermissent, lient plus étroitement l'Algérie à l'ex-métropole. C'est normal, quand on n'a pas d'argent, de le chercher là où il se trouve et en ne faisant pas trop la fine bouche. Mais dans tout cela, où est le peuple dont on se réclame à corps et à cris à l'occasion de ces réconciliations et de ces combines politiques ?

Jusqu'à ces derniers jours, avant la réconciliation, Abbas boudait à Sétif, mécontent du développement de la situation pourtant prévisible depuis le coup de gong de Tripoli. Il n'y a pas si longtemps, l'actuel président du Conseil vitupérait contre la bourgeoisie et les petits amis d'Abbas. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette rencontre a fait de l'un l'homme fort de l'Algérie et de l'autre l'élément le plus honnête de toute « l'équipe » qui était à l'extérieur !

Qu'en est-il exactement de ce nouveau mariage de circonstances ? Combien de temps résistera-t-il encore avant que ce ménage rafistolé à la hâte ne se remette à tanguer ?

Autant de questions qu'il m'est difficile d'élucider dans ma situation actuelle et dans le cadre de mon information limitée.

Certaines radios étrangères ont donné quelques éclaircissements sur le cas de Saout-el-Arab, enlevé comme nous dans la rue alors qu'il était avec le Commandant Tahar. Décidément le pouvoir en prend à son aise. Y a-t-il quelqu'un qui lui déplait ? hop ! il l'enlève et le fait disparaître. A qui le tour, la prochaine fois ?

Si je me base sur notre expérience récente, le colonel Saout-el-Arab doit se trouver quelque part dans le secret en train de méditer sur ses années de résistance grâce auxquelles, avec l'appui de tout un peuple, ses kidnappers sont aujourd'hui au pouvoir. N'est-ce pas le propre des révolutions avortées que de dévorer en priorité leurs meilleurs fils ?

D'autres, en particulier ceux qui inflexiblement se refusent à faire partie de la curée, subiront tôt ou tard le même sort car le tournant est pris et gare à ceux qui n'apprécieront pas la leçon à sa juste valeur. Plus les difficultés apparaîtront, plus la répression s'accentuera.

Heureusement, cette année, la récolte a été assez bonne pour permettre aux gens de manger à leur faim, autrement où en serions-nous ? Les comités de gestion, la nationalisation de certains moyens de production, la participation, dans quelques secteurs, des comités d'ouvriers à la gestion des entreprise, peuvent être considérés comme des faits positifs, mais de là à parler de socialisme appliqué il y a un abîme que beaucoup ont franchi allègrement. Sans réforme agraire radicale appuyée sur une planification rigoureuse de toute notre économie, sans le passage de tous les moyens de production aux mains des travailleurs, sans la mobilisation des

masses, sans le contrôle sévère du commerce extérieur et du mouvement des capitaux, sans la création d'un marché intérieur contrôlé dans tous ses circuits, sans la sélection des investissements extérieurs, il ne peut être question de socialisme. On me rétorquera que l'on ne fait pas un monde en un jour. C'est exact ; mais ou bien on est capable de promouvoir une édification socialiste sur des bases objectives en acceptant toutes les implications intérieures et extérieures, ou bien au contraire on ne le peut pas et alors il est préférable, pour être honnête et réaliste, de choisir une autre voie, qui aurait au moins l'avantage de la logique. Jouer sur les deux tableaux, c'est échouer des deux côtés, gâcher des chances, plonger le pays dans l'incertitude et les crises et pousser notre peuple à ne plus croire à ce socialisme tant vanté.

A la lumière de ce qui se fait depuis un an, malheureusement, je ne vois pas d'autre issue que la transformation radicale de toute notre politique. « Seule la vérité est révolutionnaire ». Notre peuple a droit à cette vérité. Il a suffisamment montré ce dont il est capable pour ne pas craindre de regarder la réalité en face, pour se mobiliser et accepter encore des sacrifices en vue d'édifier le socialisme, voie difficile, mais seule susceptible de le tirer de son sous-développement, héritage de l'exploitation coloniale.

LE 18 JUILLET

Quatrième jour de la grève. Sitôt debout après une nuit d'un sommeil peuplé de cauchemars, je me mets à ce journal pour profiter des quelques moments de fraîcheur. Il est à peine

six heures du matin et un soleil implacable gagne rapidement le ciel, inondant la terre d’une lumière blanche.

Durant toute la journée d'hier, nous avons attendu vainement les nouvelles de Colomb Béchar. Pas de médecin. Un jeune infirmier militaire venu d'Adrar nous a proposé des cachets de je ne sais quoi et nous a conseillé de manger. Il nous avoua candidement qu'il ne comprenait pas pourquoi nous refusions de nous alimenter. Nous nous sommes efforcés, chacun de notre côté, de le lui expliquer. Il ne semble pas qu'il ait été complètement satisfait, n'ayant peut-être jamais entendu parler d'une grève de la faim. Il était sincère, ce qui n'arrange rien.

Je commence à sentir la fatigue me gagner et le vertige brouiller mes idées et ma vue. J'abandonne jusqu'à ce soir.

MEME JOUR A 18 HEURES

Pour les besoins de ce journal je regagne le rez-de-chaussée où il m'est possible de travailler un peu. Depuis le matin personne n'est sorti de la casemate. Jusqu'à cette heure la chaleur est encore trop forte. Au bas mot il faut compter douze heures pendant lesquelles il est pratiquement intenable de rester au rez-de-chaussée.

Notre poste-radio, devenu aphone, a été remis à un garde pour changement de piles. Heureusement que le responsable de la base nous en a prêté un autre. Je m'excuse de parler de ces faits insignifiants mais quand on est en prison (et quelle prison dorée!) ces moindres événements acquièrent un

relief particulier et c'est pourquoi je n'ai pu m'empêcher de les noter au fur et à mesure.

Toujours le même isolement. Aucune nouvelle ; pas de réaction ; peut-être aurons-nous la visite du Commandant Si Ahmed, annoncée depuis 24 heures ?

En dehors des jeunes militaires qui nous gardent et assistent à notre affaiblissement progressif, personne ne s'intéresse à notre état. Faire la grève de la faim, s'éteindre ou s'en tirer avec une maladie grave, peu importe à ceux qui nous ont privé de liberté.

Jusqu'à ce jour et depuis notre arrivée à Tsabit nous n'avons reçu qu'un seul envoi de journaux de Colomb Béchar. Tout le paquet est vieux d une semaine et donc sans aucun rapport avec l'actualité. En dehors de la déclaration faite par Krim et un compte rendu très court de la conférence donnée par Ait Ahmed, le reste ne présente aucun intérêt.

Saout-el-Arab, le cinquième enlevé, a été vite oublié.

Hier et aujourd'hui, les radios consacrent tous leurs commentaires aux arrestations du Maroc. C'est l'U.N.F.P. qui en fait les frais pour complot contre la sécurité de l'État. Qu'y a-t-il de vrai dans cette sombre et douloureuse affaire ?

Selon les commentaires, et particulièrement ceux de la B.B.C. en arabe, le gouvernement algérien n'y serait pas étranger, ayant été le fournisseur d'un grand contingent d'armes. Ignorant tout et n'ayant aucun moyen de vérifier ces informations je ne puis que faire des hypothèses.

Ou tout cela est pure invention du pouvoir pour charger des adversaires politiques et ledit complot ne convaincra personne et se dégonflera en redonnant force et détermination à l'opposition marocaine, ou les faits reprochés à l'U.N.F.P. sont étayés et alors il y a lieu de penser que ces frères marocains ont commis une erreur grossière et porteront un coup terrible à leur prestige et à leur parti.

A noter, en passant, que l'U.N.F.P., pendant la crise de l'été dernier, a pris fait et cause pour le clan de Tlemcen ; sa presse a même été jusqu'à qualifier certaines opérations (invasion de la wilaya II, affrontement avec les wilayas III et IV) d'actes révolutionnaires.

J'ai suffisamment mis les choses au point avec ces frères marocains pour ne pas reprendre cette argumentation ici. Je considère que l'U.N.F.P. tactiquement a peut-être des raisons de s'allier avec le régime de Ben Bella, mais stratégiquement cette position est totalement fausse.

Je m'explique.

De tous temps la politique maghrébine des mouvements nationalistes des trois pays nord-africains a été marquée par une situation de fait, ***la désunion***. Aucun accord n'a jamais vu le jour entre l'Istiqlal, le P.PA.-M.T.L.D. et le Néo-Destour. Pourtant, les occasions historiques n'ont pas manqué pour favoriser une action commune qui aurait été la meilleure garantie d'un avenir commun. Ainsi lorsque les uns et les autres sont revenus de leurs égarements pour s'engager dans la voie de l'action armée et, lorsque les questions de

tactique et d'optique ont cédé le pas devant les forces dynamiques, les trois pays se retrouvèrent, par la force des choses, engagés dans le même combat ; cet alignement inespéré, remarquons-le, n'a pas été le fait des directions, mais celui de la base. Entre 1952-1954, toutes les conditions d'une union solide étaient enfin réunies. Cela ne manqua pas d'ébranler l'indifférence du colonialisme français, assez intelligent pour saisir que le moment était venu d'arrêter à tout prix une cohésion de cette nature et de cette ampleur. En août 1954, en concédant à la Tunisie son autonomie interne, il parvint à l'arrêt de la lutte sur ce front.

Malgré ce handicap sérieux, Marocains et Algériens face à une même réalité et stimulés par l'expérience tunisienne, rapprochèrent leurs points de vue et arrêtèrent un plan commun d'action. Le 1er octobre 1955 fut le couronnement d'une année d'efforts et ce même jour le département d'Oran, jusque là silencieux, le Rif et la région de Beni Snassen entrèrent en action contre les forces françaises. Ce mouvement, indécis à son début, prit forme et deux mois plus tard le Moyen-Atlas et le Grand-Atlas se mirent à leur tour en branle, alors qu'en Oranie l'action s'étendait de plus en plus vers l'Est. Mais pour la deuxième fois, en un an, l'impérialisme joua et gagna au détriment de l'Afrique du Nord. En décembre 1955» le Sultan du Maroc, alors exilé, fut ramené dans son pays et récupéra son trône. Un an plus tard, la résistance marocaine, malgré nos mises en garde, nos sollicitations et nos réserves décida à son tour de mettre fin à l'action. L'Algérie restée seule continua son combat jusqu'à la victoire, mais à quel prix !

Cette courte période de l'histoire de nos trois pays est riche de leçons qui ne semblent pourtant pas avoir profité à tous ceux qui parlent encore, avec ou sans conviction, qu'importe, de l'Union Maghrébine.

II faut se demander avant tout si cette union est viable et si elle est réalisable. Il ne fait aucun doute que l'unification des trois pays sera un facteur essentiel du développement économique et social, par la mise en commun de toutes les ressources et tous les efforts.

L'ensemble géographique et économique ainsi constitué sera infiniment mieux armé pour affronter le néo-colonialisme que chacun des trois pays pris séparément. Un autre avantage non négligeable sera l'élimination définitive des querelles de frontières, des revendications territoriales et de toutes les manœuvres stériles. Il est même possible que l'unification du Maghreb donne une impulsion déterminante à la réalisation de l'unité Arabe, voire Africaine. La question qui se pose est donc de savoir comment réaliser cette union et quelles sont les voies qui y mènent. D'abord, il faut avoir le courage de poser les problèmes en termes réels : admettre que l'Afrique du Nord est sous-développée dans ses trois parties et que vouloir la développer implique la transformation radicale des structures politico-sociales. Omettre de poser le problème dans ces termes, c'est se condamner au balbutiement politique, orchestré à grand bruit à l'occasion de certains accords limités et sans grande portée conclus entre deux de nos trois pays, avec toujours à l'arrière plan des manœuvres permettant soit de s'opposer au troisième pays soit de contrebalancer

l'influence du partenaire ; cette politique en dents de scie continue de régir actuellement les rapports nords-africains et les exposent dangereusement aux pressions externes.

En conclusion, l'unification passe obligatoirement par une option politico-économique. Parler d'union sans montrer au profit de quelle catégorie de citoyens elle doit se faire, sans préciser sur quelles forces sociales elle peut s'appuyer, sans en déterminer les principaux obstacles, les ennemis qui la contrecarrent, les alliés intérieurs et extérieurs, c'est de l'opportunisme.

D'autre part, il faut admettre que le combat contre cette mystification dépasse nos frontières respectives et que le problème de la stratégie doit donc primer sur tout calcul tactique. La seule voie possible et praticable repose sur le rassemblement d'une avant-garde révolutionnaire des trois pays dont la principale tâche serait d'amener nos masses laborieuses à une conscience plus aiguë de la réalité en leur imprimant un rythme accéléré dans leur marche vers le socialisme. Autrement dit, ne pas penser le problème maghrébin à son échelle globale et sous tous ses aspects : social, économique, politique, ne pas arrêter une orientation commune, c'est s'écarter de la véritable solution.

En disant plus haut que l'U.N.F.P., en prenant position dans la crise algérienne, a commis une faute lourde de conséquence, mon idée était que tout partisan déterminé de cette union n'a pas le droit de s'aventurer à la légère dans des voies qui ne répondent pas à cet objectif. En agissant de la sorte, sans aucun doute de bonne foi, l'U.N.F.P. commis une

erreur. Tournant le dos à la réalité nord-africaine révolutionnaire, elle a choisi le clan des vainqueurs sans chercher plus loin les motivations de ceux-là mêmes qui aujourd'hui sont au pouvoir. Or, leur politique depuis un an est la preuve flagrante de la stabilisation d'un régime qui, pour l'essentiel, diffère peu de ceux qui existent de part et d'autre.

Les complots qui, à quelques jours d'intervalle, ont frappé des militants d'une même cause ne sont-ils pas une preuve de ce que j'affirme ?

A l'heure où j'écris ces lignes, à Tsabit, ma pensée va à ces frères qui, à tort ou à raison, ne doivent pas être en meilleure posture que nous.

LE 19 JUILLET

Cinquième jour de grève de la faim. Nous touchons à l'euphorie. Plus de douleurs, plus de maux de tête, nous abordons la seconde étape où le corps sevré pendant une période, s'adapte et perd ses exigences pour vivre sur lui-même. L'expression devient pâteuse et traînante, la parole moins sûre, et le besoin de repos plus accentué. La sueur prend des odeurs acres. Hier, par exemple, je me suis lavé à trois reprises et à la fin de la journée je n'étais pas à humer de bien près. S'il est vrai que les sudations sont moins abondantes, il n'est pas moins vrai qu'au moindre effort le corps se couvre de fines gouttelettes d'une sueur concentrée à l'odeur écœurante.

Ce matin le commandant Si Ahmed est arrivé à bon port après une panne qui l'a retenu 24 heures aux environs de Beni-Abbès. Les directives qu'il a reçues d'Alger insistent sur le maintien de l'isolement au grand secret. Devant l'obstination de ce régime trop enfoncé dans son propre jeu pour pouvoir se démentir facilement, notre décision demeure inébranlable : nous continuerons notre grève. Il serait question de nous changer de résidence pour nous placer plus au nord, ce qui n'arrange rien.

Le pouvoir tient à nous garder dans cette situation de séquestrés. Je comprends parfaitement que les hommes qui ont décidé notre enlèvement, faute de parvenir à leur fin macabre, ne se gênent pas le moins du monde pour prolonger notre calvaire et parvenir à un résultat analogue. L'essentiel donc est de nous réduire au silence et pour cela ils ne lésinent pas sur les moyens. Le commandant de la 3e région militaire n'a-t-il pas lui-même affirmé plus d'une fois qu'en ce qui nous concerne, il n'a jamais reçu de directives écrites mais seulement des messages radio lui enjoignant de nous surveiller de près.

Combien de temps cette pénible situation va-t-elle durer ? Le régime certainement est décidé à aller jusqu'au bout et quoi que nous fassions, quoi que nous tentions, il ne réagira que dans le mauvais sens. C'est dans sa logique.

Néanmoins, la grève de la faim ne peut pas durer éternellement. Il arrivera un moment où quelqu'un devra céder. Pour nous, il n'en est pas question, car il ne s'agit pas d'une action quelconque à simple caractère revendicatif, mais

d'un combat pour le respect des droits sacrés de la personne humaine pour lesquels des milliers de nos frères ont sacrifié leur vie. L'épreuve est engagée, quelle qu'en puisse être l'issue, nous ne serons pas les perdants. Notre conviction est trop ferme sur ce point pour que nous nous laissions fléchir. Même en cas de fin irrémédiable, d'autres prendront la relève, et briseront le cercle infernal qui se referme sur notre peuple. C'est d'ailleurs le propre de toute politique d'injustice de plier tôt au tard sous le poids de ses infamies ou de ses crimes. Pourrait-il en être autrement avec un régime imposé par la force et acculé à recourir à des méthodes qui rappellent étrangement celles de toutes les dictatures ?

LE 20 JUILLET

Sixième jour de la grève. Après un mois de séquestration, l'euphorie persiste mais la fatigue, jusqu'à hier faible, indécise, s'affirme et se précise. Les articulations ne répondent que difficilement alors que tout le corps se ramollit et devient flasque.

D'ici peu de jours nous serons sans doute incapables de nous mouvoir, à plus forte raison si nous devons effectuer aujourd'hui ou demain ce déplacement vers le nord, qui, d'après Si Ahmed, faciliterait une évacuation au cas où l'un de nous tomberait malade. Comme si nous ne l'étions pas déjà. Mais en l'absence d'un médecin qui pourrait le prouver ?

Avec nos barbes de plusieurs jours et nos cheveux d'un mois, nous avons une vraie mine de circonstance. Quant au coiffeur, il n'en est pas question. La consigne n'est-elle pas de

nous empêcher d'entrer en contact avec autrui, même avec les nôtres. Le commandant militaire de la région, en toute discipline, ne fait qu'exécuter les ordres ; c'est le leitmotiv qu'on a opposé à toutes mes questions. A ce propos, et pour illustrer cet état d'esprit, j'évoquerai avec quelque retard, une scène qui s'est déroulée à Colomb Béchar, le matin de notre premier jour de résidence dans cette localité.

En arrivant à Colomb Béchar, nous avions été « fourrés » dans une pièce dont on avait eu soin, à l'avance, de condamner toutes les issues. La nuit de notre arrivée nous étions trop fatigués pour nous occuper de ces questions et notre seul désir était de dormir pour nous reposer d'un voyage plus que harassant. Le lendemain matin, au réveil, nous suffoquions presque dans cette atmosphère moite et renfermée. Nous ayant entendu frapper à la porte la sentinelle alerta un quelconque responsable qui fut reçu par nos protestations véhémentes au sujet de cette claustration incompréhensible. Il nous répliqua sans réfléchir : « Ce sont les ordres ».

A ma question : « Si on te demandait de nous étrangler, le ferais-tu ? » il répondit, imperturbable : « Bien sûr ». En fin de compte, et sans doute après consultation, on nous permit de garder cette malheureuse porte ouverte pour voir un coin de ciel et recevoir un peu d'air. La sentinelle était en permanence sur le seuil même, alors qu'une autre, sur la terrasse, en tenue de combat, casque compris, surveillait les abords, mitraillette au poing, l'air malheureux sous un soleil de plomb.

Je pourrais citer d'autres exemples de cette mentalité sans rien y changer et c'est pourquoi je préfère laisser ces exécutants à leur discipline pour me pencher davantage sur les causes qui nous ont amené à cet état de fait désastreux. Que l'on ne s'imagine pas surtout que cette région militaire fasse exception. Avec, certes, des nuances, c'est le même état d'esprit que nous avons rencontré partout depuis que notre existence de prisonnier nous a mis en contact avec des policiers en civil, des soldats de l'A.N.P. ou des gendarmes mobiles.

Un autre exemple pour finir. En arrivant à Saïda, un gradé de la gendarmerie a mis à notre disposition un transistor que nous avons encore. Eh bien, ce poste appartenait à un jeune gendarme qui, obligé de céder son bien, n'a pas manqué de protester et pour cause ! Le commandant *Benchaou*, de la direction centrale de la gendarmerie, qui a assisté à cette scène, non seulement a saisi le poste, mais, fait plus extravagant encore, a envoyé le jeune gendarme au « trou » pour avoir osé élever la voix et dire ce qu'il pensait. Je précise que cette anecdote nous a été rapportée par un autre gendarme, dont je ne mets pas en doute la bonne foi.

L'instrument répressif est en place, machine aveugle et rodée pour écraser et broyer ce qu'on lui livre. Nous sommes loin de la grande fraternité et de la solidarité du temps de l'épreuve, qui ont soudé tout un peuple pour en faire une force irrésistible face à un ennemi puissant dont toutes les initiatives et les velléités de réforme se sont brisées contre ce rempart. Ce même élan eût pu faire des miracles s'il n'y avait pas eu les

ambitions personnelles, l'avidité de pouvoir qui nous ont amené là où nous sommes : un peuple découragé, déçu, divisé, une armée complètement coupée de ce peuple, une police tout aussi impopulaire, et au sommet un appareil reflétant cette dislocation, ce divorce effrayant.

Ce que l'on nous impose n'est que l'illustration d'un régime, fourvoyé dans les compromissions, incapable de réagir sur la pente de la dictature et dont les seuls armes, en plus de la démagogie et de la corruption, sont : arbitraire, négation des droits de l'homme et mépris du peuple. Les « malheureux civils » ai-je entendu dire par certains officiers en parlant de ceux qui ne portent pas l'uniforme. Voilà où nous en sommes !

Parler dans ces conditions de socialisme, de démocratie ne trompe que ceux qui veulent l'être.

Cet après-midi, il a fait un vent de sable terrible. Il est impossible de s'aventurer dehors et nous contemplons ce déchaînement à travers les vitres. Nous ne voyons pas à plus de deux mètres, tant il y a de sable charrié par des rafales de vent. Étant donné la disposition des lieux et des murs d'enceinte, l'ouragan tourbillonne à l'intérieur de la base.

La haie de palmes sèches, qui avait servi de bordure à un jardinet mort et dont il ne reste qu'un semblant de tracés de rigoles et de carrés enfouis dans le sable, gémit de toutes ses fibres. Quelque part, une porte claque dans un bruit assourdi par le grondement de la tempête. Par les moindres interstices la poussière de sable très fine s'insinue et dessine sur le

parterre, les rebords des fenêtres, des arabesques comparables, à une moindre échelle, aux dessins des grandes dunes. Partout ailleurs, le sable continue de se déposer, imprégnant tout, et donnant aux êtres et aux choses un aspect sale et poussiéreux.

LE 21 JUILLET

Premier jour du deuxième mois de notre « détention », septième jour de la grève de la faim. Cette journée a été très mauvaise : fatigue, douleurs lombaires, vision trouble, fréquents et lourds assoupissements, pas de sommeil. Après n'avoir pas fermé l'oeil de la journée d'hier, je n'ai pas non plus dormi de la nuit et ce matin je ressens douloureusement cette fatigue dans tout mon corps. La nuit passée a été terrible. Jusqu'à deux heures du matin un vent de sable violent et torride a rendu tout repos impossible.

Ce matin, il ne fait pas exceptionnellement chaud, mais boire est devenu une nécessité. Le ventre vide de tout aliment doit trouver une compensation dans l'eau. Rien ne peut suffire à étancher notre soif.

A l'aube, le temps est déjà clair. Le vent a baissé. Une fraîcheur douce et légère lui a succédé. Il faut en profiter avant que le soleil n'apparaisse, avec sa réverbération aveuglante et sa touffeur insupportable.

C'est ce soir, peut-être, que nous mettrons le cap sur le Nord. Destination : l'inconnu. Peut-être aussi resterons-nous en place. Sait-on jamais avec ces ordres, ces contre-ordres, cette discipline et ce système de transmission dont le fonctionnement s'est révélé souvent aléatoire.

J'ai profité de la matinée pour lire attentivement un compte rendu assez détaillé de la conférence de presse donnée par *Abbas* à Sétif et reprise presque intégralement par un quotidien algérien vieux de quelques jours.

Certes, Abbas manie fort bien la langue française. On retrouve ce style coulant, ce verbe poli, ces tournures harmonieuses de l'ancien éditorialiste de la *République Algérienne*[9]. Si la forme est bonne, le fond par contre laisse beaucoup à désirer. Il n'y a là que des banalités, des redites, et des demi-vérités savamment noyées dans des formules alambiquées mêlées de sous-entendus et d'allusions...

Je ne manquerai pas cette occasion de relever, pour les rectifier, certaines conceptions erronées et certaines erreurs historiques qui se sont glissées dans son exposé ; et je rappellerai ensuite la discussion, la seule que j'ai eue avec Abbas, à Tripoli.

Abbas a déclaré, entre autres, avoir suivi les «historiques» ; à ce sujet je me permets de lui fournir quelques précisions à partir d'un témoignage vécu, incontestable.

Tout d'abord, que peut bien signifier dans son esprit ce terme : « historique », si tant est que ce qualificatif ait la moindre valeur de critère ? En reprenant l'histoire de l'Algérie, nous trouvons à chaque époque des « historiques » lesquels, passé leur temps, ont laissé la place à d'autres « historiques » et ainsi va l'évolution et la marche de toutes les sociétés. A compter du 1er novembre 1954, chaque phase de la lutte n'a-t-

[9] **Hebdomadaire de l'Union du Manifeste Algérien (U.D.M.A.), parti de F. Abbas, jusqu'en 1955.**

elle pas eu ses historiques ? Tout près de nous, la crise déclenchée à Tlemcen n'a-t-elle pas eu également ses historiques ? Ceux-là ne régissent-ils pas depuis, l'Algérie, à leur guise ? Bref, il est déprimant de constater combien d'imbécilités, à force d'être répétées sont devenues des mots tabous, alors que dans le fond elles ne sont que les produits d'une déformation des valeurs et d'une imposture infiniment plus historique.

Pour mieux l'éclairer, reprenons l'histoire telle qu'elle s'est déroulée et non telle qu'on se plait à l'imaginer en la prostituant.

Abbas doit certainement ignorer que le C.R.U.A., né en mars 1954, n'a été ni une organisation, ni un parti, ni une fraction à l'image des centralistes de l'époque. C'était un comité, comme son nom l'indique (Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action). Son but était de lancer un mouvement d'opinion capable de souder la base militante, pour l'empêcher de se liguer derrière l'un ou l'autre des antagonistes, et par là imposer un congrès unitaire qui sauverait le parti de la scission. C'est pourquoi parler des membres du C.R.U.A., en dehors du comité, est inexact. Ses quatre membres, deux anciens responsables de l'Organisation Spéciale (O.S.) et deux responsables de l'organisation politique étaient : *Dekhli Mohamed, Ramdane alias Ould Amri*[10]*, Ben Boulaïd Mostefa et moi-même.*

---

[10] **Ce militant, qui fut par la suite membre de la Fédération de France du F.L.N., ne doit pas être confondu avec Abane Ramdane.**

La réunion des vingt-deux, dès le début juin 1954, qui a décidé le déclenchement de la Révolution et d'où est sorti le premier Conseil de la Révolution de cinq membres, auquel a été adjoint, fin août de la même année, Belkacem Krim qui en fut le sixième, n'est plus le C.R.U.A.. En effet, deux membres de ce comité : Dekhli et Ramdane ont opté pour les vues du Comité central. Il faut que l'on sache que le C.R.U.A. s'est dissout de lui-même, quelques jours avant la réunion du congrès organisé par *Messali* en Belgique. Il a estimé qu'il avait perdu sa raison d'être puisqu'il n'avait pu sauver le parti de la scission.

Pour ce qui est de la délégation extérieure du M.T.L.D., composée en ce temps-là *d'Aït Ahmed, Ben Bella et Khider* (ces deux derniers étaient allés en Suisse au début de juillet 1954 pour tenter un rapprochement entre les deux fractions du M.T.L.D.) elle ignorait tout jusqu'à cette date, du C.R.UA., de ses objectifs comme de sa composition.

Ce n'est que lors des contacts qui eurent lieu en Suisse par la suite, entre quatre membres du Conseil de la Révolution (*Ben Boulaïd, Ben Mhidi, Didouche et moi-même)* et *Ben Bella (Khider* ayant déjà quitté la Suisse pour raisons familiales) que celui-ci s'est rallié à notre point de vue, et a reçu mission de retourner au Caire pour expliquer notre position aux deux autres membres absents de la délégation, afin de leur permettre de se prononcer à leur tour.

A partir de là quels sont au juste ces fameux historiques ? Les cinq premiers membres du Conseil de la Révolution ? Les six de plus tard ? Les vingt-deux dont une

partie a « lâché » avant même le déclenchement de l'action ? Le C.R.U.A. dont deux membres seulement sur quatre ont continué avec les vingt-deux ? La délégation extérieure qui, pour sa part, n'a jamais participé à l'organisation de l'action et dont le rôle n'a effectivement commencé qu'après le 1er novembre, dans le cadre de la répartition des tâches arrêtée par le Conseil de la Révolution des six, dans ses dernières réunions des 22, 23 et 24 octobre 1954 ?

Voilà la vérité. Le reste n'est que jeu de l'esprit.

Il était temps d'apporter ces précisions pour mettre fin à la démagogie de certains qui prétendent que la Révolution est issue d'eux seuls et doit rester leur propriété privée.

Pour terminer avec cette réponse à Abbas, je me permets de lui rappeler les termes de notre discussion de Tripoli, à l'Hôtel El Méhari, où s'est joué le dernier acte de la tragédie algérienne, qui a débouché sur la crise avec son cortège de conséquences désastreuses dont lui-même, Abbas, paie les frais en même temps que d'autres, même si les raisons sont différentes.

Si la mémoire d'Abbas est bonne, qu'il se rappelle ce que je lui ai dit. J'insistai sur le fait que l'Algérie était menacée par les menées des ambitieux. Je lui affirmai, que, pour ma part, je me refuserais aux combines et ne me rallierais à aucune solution d'où ne serait pas bannie jusqu'à l'ombre du pouvoir personnel. Je connaissais depuis fort longtemps les prétentions d'un homme qui ne reculerait devant rien pour accaparer le pouvoir.

Il est vrai que je n'ai nommé personne, comme il est vrai que de son côté il ne m'a fait aucune proposition ; son exposé était centré sur sa propre expérience, au sein du F.L.N., les difficultés et les manœuvres qui ont abouti à son remplacement par *Ben Khedda*.

Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et l'Algérie n'a pas échappé à son malheureux destin. Elle se retrouve encore une fois enfermée dans les mailles d'un régime pré-dictatorial, anti-démocratique et anti-populaire, exactement le contraire de ce qu'il se dit être.

LES 22 ET 23 JUILLET

Il est un devoir sacré, qu'aucun patriote ne peut renier sans abdiquer : dire toujours la vérité au peuple, quelles qu'en puissent être les conséquences. Nous assumerons cette charge envers et contre tous. Toute notre lutte, notre action révolutionnaire et notre raison militante reposent sur ce serment de dire toujours la vérité et de la propager. Cette vérité qui, avec le temps, se fraiera son chemin et, comme un vent impétueux et irrésistible, chassera les mystifications et les mensonges.

Notre devise est et sera toujours la même : seule la vérité est Révolutionnaire.

Que l'on ne croie surtout pas que le 1er novembre 1954 soit soudain tombé du ciel, alors qu'en réalité il ne fut que le lent mûrissement de plusieurs années, voire de décades d'un travail intense d'agitation, d'explication et d'organisation.

Ne pas comprendre ce cheminement et ne pas en tenir compte signifie que l'on se coupe de la réalité, hors de laquelle il n'y à que l'aventure. Tous les régimes, tous les pouvoirs qui n'ont pas de racines solides dans ce mouvement historique dégénèrent immanquablement et s'écroulent bientôt comme des châteaux de cartes. En ce qui nous concerne le régime actuel est-il le descendant légitime de la révolution et, en conséquence, son héritier, ou n'est-il que le bâtard né de la crise de l'été 1962 ? Nous laisserons la réponse à l'appréciation de tous les Algériens, dont le souci est la découverte de la vérité.

Pour notre part, la réponse est connue, et on a beau nous châtier pour notre refus de renoncer, on n'y changera rien. On nous traîne du Nord au Sud, sous la menace des armes comme de vulgaires bandits de droit commun ; on nous prive de la moindre possibilité de nous défendre et de faire entendre notre voix, comme si ces moyens étaient de quelque secours aux régimes qui en usent. Hélas ! L’aveuglement a été de tout temps la marque des régîmes qui vont à la catastrophe. Que valent, face à cette évidence, les déclarations trompeuses de démocratie, de liberté et de socialisme ?

C'est cela, malheureusement, l'image de notre Algérie qui, en dépit de son passé de luttes, en dépit de ses expériences se trouve, incluse, malgré elle, et pour un temps difficile à évaluer, dans le camp des pays ou la révolution a échoué. Le processus est partout le même. Une conjuration, dans la confusion inévitable des périodes de transitions, se constitue au hasard des alliances et, soit par des manœuvres, soit par la

force brutale, accapare le pouvoir, en traînant avec elle toutes les contradictions inhérentes à sa nature. Avec le temps, les difficultés grandissent, les contradictions se creusent, et les tenants du pouvoir se transforment progressivement en une bureaucratie petite-bourgeoise, despotique et sans lien aucun, avec le peuple dont elle n'est ni la représentation ni encore moins l'émanation. Ne pouvant compter de ce fait ni sur les masses, ni sur l'avant-garde, sa logique l'amène, pour garder le pouvoir, à se créer une défense qu'elle ne peut trouver que dans une police grassement rétribuée ou une armée aux ordres. Les exemples de cet enchaînement sont trop nombreux pour que l'Algérie échappe à ce destin si les militants révolutionnaires et le peuple ne se ressaisissent pas au plus vite.

Dans ces conditions, nous empêcher de parler à ces militants et à travers eux, au peuple, c'est exiger que nous nous suicidions en nous reniant. En nous arrêtant, le pouvoir n'a fait que nous renforcer dans nos convictions et s'est démasqué un peu plus.

A Tsabit, hier, le 22, il a fait un temps impossible : une chaleur torride, venteuse, sableuse, du matin jusqu'à minuit. Impossible de dormir, impossible de se mouvoir en dehors de la casemate étroite où nous sommes enfouis, impossible de réfléchir à quoi que ce soit. La nuit, surtout, le spectacle est affolant.

Aujourd'hui la chaleur n'a pas diminué ; de toute la journée, il n'y a pas eu de vent. Comme à l'accoutumée, sitôt la nuit tombée nous sortons de nos lits que nous alignons devant la demeure affectée à notre séquestration. Le sol dallé de

pierres plates dégage une chaleur qui persiste jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Petit à petit, ces bouffées de chaleur se multiplient, s'accélèrent pour se transformer en un véritable cyclone charriant un sable fin qui pénètre partout. Presque soulevés de nos lits, nous subissons ce déluge de poussière et de chaleur, les mains accrochées à l'armature métallique, la tête emmitouflée dans une serviette. Quelques gouttes de pluie se mettent à tomber et la tourmente continue.

D'où vient ce vent ? Impossible de déterminer sa direction. Pendant trois heures, à rendre fous les plus calmes, cette tempête persistera rythmée par les grondements sourds d'un tonnerre lointain, avec de faibles accalmies après lesquelles L'orage reprend de plus belle.

C'est là une image rapide très en-deçà de la vérité de l'extrême-sud, au mois de juillet. Qu'en sera-t-il au mois d'août? L'on ne peut s'empêcher de penser aux gens qui peuplent ces contrées et dont la misère, surtout en été, doit être intenable.

Le matin de ce jour, le 23, le chef de la base est venu nous informer que conformément aux directives qu'il a reçues nous partirions demain vers 16 heures à destination du Nord. Cette annonce, au neuvième jour de la grève de la faim, n'est plus de nature à nous réjouir beaucoup, d'autant plus que même déplacés, nous ne serons pas plus fixés sur notre sort et nous continuerons la grève.

LE 24 JUILLET

Si aucun contre-ordre n'intervient, nous prendrons la route vers 17 heures. La journée, sans un souffle d'air, s'annonce pénible. Un soleil de plomb écrase le camp, rendu éblouissant par une réverbération d'une extrême intensité. D'ici l'heure du départ il fera certainement beaucoup plus chaud. Notre hâte de quitter ce lieu infernal ne nous fait pas redouter la canicule, d'autant plus que nous désirons couvrir au moins les 200 kilomètres de piste en plein jour.

Voilà exactement vingt jours que nous sommes dans ce lieu maudit, plus exécrable encore depuis que nous y avons entrepris la grève.

Au dixième jour de cette grève, nous sommes profondément marqués par cette épreuve. Nerveux, faibles, nous nous supportons avec peine. N'importe quel incident menace notre entente qui est restée bonne jusque-là, à part les petites anicroches épisodiques propres à la vie de détention.

La plupart de nos discussions, quel qu'en soit le point de départ, tournent autour de la gastronomie si bien que cela devient une idée fixe. Personnellement je fais un effort surhumain pour écarter ce sujet de mon esprit. C'est difficile, mais j'y parviens sauf de brefs fléchissements qui me ramènent inconsciemment à cette pensée lancinante.

Côté politique rien d'important. Accord avec le Mali, accord avec la Tunisie, la direction de nos syndicats U.G.TA., vient de voter une résolution réaffirmant son soutien au Gouvernement et au bureau politique. Ce n'est ni surprenant,

ni capital, surtout venant d'une direction syndicale imposée aux ouvriers par ledit Gouvernement.

Autre chose, le Gouvernement français vient d'opposer le démenti le plus formel aux déclarations percutantes de Ben Bella, soutenant que certains opposants avaient demandé l'aide de la France pour le renverser.

Il est presque certain qu'encore une fois Ben Bella se taira comme il sait le faire chaque fois qu'il est pris la main dans le sac. Il n'a pas répondu à Bourguiba, non plus qu'à Aït Ahmed, non plus que demain il ne répondra à la voix puissante du peuple qui ne tardera pas à prendre conscience et qui demandera des comptes.

Il est curieux que les gens qui rôdent dans les coulisses et croient, contre toute évidence, faire œuvre utile, ne relèvent pas ces aberrations. Ils ne se rendent pas compte qu'à force de se taire ils se font les complices du pouvoir et perdent la confiance de ce peuple, pour lequel ils prétendent œuvrer de l'intérieur. Je parle ici en particulier de certains jeunes intellectuels qui soutiennent que, s'ils ont accepté des responsabilités, c'est en vue de créer les conditions d'une meilleure politique. Est-ce là faiblesse d'esprit ou plutôt alibi ? N'est-il pas dommage de les voir se perdre sans même une réaction de défense ? J'ai eu beau, jusqu'à avant ce jour, m'efforcer de leur trouver une excuse pour me convaincre qu'il n'y a dans ce comportement qu'un accident passager, depuis, je suis revenu de toute hésitation. Ce n'était au fond de moi-même que l'expression d'un désir ardent de voir ces jeunes

revenir à la Révolution, pour entreprendre avec tout leur peuple la bataille de l'édification du socialisme.

Aujourd'hui, en y réfléchissant bien, je me vois obligé d'écarter définitivement de ma pensée les vœux pieux en regardant le problème en face, problème qui n'est pas nouveau et que l'on rencontre dans presque tous les pays sous-développés récemment venus à l'indépendance politique. Dans tous ces pays, le problème des jeunes intellectuels, formés dans leur grande majorité à l'école française, est une réalité : tous les anciens universitaires, plus ou moins rapidement, finissent par se rallier au pouvoir de leur pays, pour en devenir les grands commis, reniant pour la plupart d'entre eux, les idéaux qu'ils ont âprement défendu au temps où ils fréquentaient les universités françaises.

Je savais tout cela, mais je ne voulais pas croire que pour l'Algérie il en serait de même, compte tenu de la longue lutte et des voies difficiles qui l'ont menée à son indépendance. Malheureusement, la réalité est là, et je suis obligé de reconnaître que nos jeunes intellectuels, pour n'avoir jamais connu leur peuple, ne pouvaient se comporter autrement. Je ne généralise pas, car de l'ensemble, il faut retrancher cette infime minorité, qui, courageusement assume les responsabilités et accepte, pour elle, la clandestinité, le chômage et l'incertitude, face à d'anciens compagnons qui nagent dans le bien-être et l'inconscience des ventres bien remplis.

Tout compte fait, que reste-t-il en dehors des militants chevronnés et de la masse du peuple ? Ici, j'ouvre une

parenthèse pour préciser ce que j'entends par masse du peuple. Le système actuel a pris pour principe de parler de paysans, d'ouvriers, de jeunes intellectuels révolutionnaires, pour les opposer à ce qu'il appelle les bourgeois à « faire fondre au Hammam »[11]. Qu'en est-il de cette terminologie facile ?

Que tous les révolutionnaires socialistes se gardent d'user d'une terminologie trop générale. Entendons-nous sur le sens des mots et sur les catégories sociales auxquelles ils s'appliquent.

Quels sont nos bourgeois, nos intellectuels révolutionnaires, nos artisans, nos petits commerçants, nos paysans, nos ouvriers, nos chômeurs, etc.. ?

Il faut parvenir à les situer exactement et de là, tracer la ligne de démarcation entre les exploiteurs et les exploités, entre nos amis ou nos alliés et nos ennemis. Ce n'est qu'à partir de cette classification, que le militant se pénètre de sa mission, connaît avec qui il est et contre qui il lutte. Que l'on ne tombe pas dans les erreurs du système, dont les mots d'ordre sont faux et inopérants.

Les militants ont pour devoir de se pencher, avec le plus grand sérieux, sur cet aspect capital de la lutte pour le socialisme, en n'omettant pas de situer aussi le pouvoir actuel, qui est à mon sens la plus pure expression de la bourgeoisie et du conservatisme. En y réfléchissant bien, il constitue aujourd'hui le principal barrage à la révolution socialiste. Existe-t-il une classe bourgeoise, puissante, structurée,

---

[11] **Bain turc ; l'expression est une trouvaille de Ben Bella.**

comparable à celle des pays industrialisés, avec sa conscience de classe, ses défenseurs, ses théoriciens ? D’autre part, y a-t-il en face un véritable prolétariat fortement concentré, aux contours nets et à la conscience avancée comme partout ailleurs où les classes sociales sont un fait indéniable ?

Comme je l'ai dit plus haut, il est d'une extrême importance de parvenir à donner une classification scientifique de nos catégories sociales, en se méfiant de la démagogie empruntée à un régime à qui tous ces problèmes échappent. Que l'on tienne compte que de nos jours il devient clair que la lutte pour l'édification du socialisme passe par l'analyse impitoyable des faits, au lieu des rodomontades grotesques qui nous crèvent les tympans. Que l'on sache que si un exploiteur a existé en Algérie c'était le colonialisme français ; aujourd'hui ceux qui l'ont remplacé ont hérité de sa mentalité, de son administration, de ses locaux et de son aide économique. Chercher ailleurs c'est tourner le dos à la vérité. S'il demeure malgré cela des individus réfractaires, qu'ils prennent le dernier budget de l'Algérie, qu'ils analysent ses chapitres et mettent d'un côté les sommes affectées au développement du pays et de l'autre celles réservées aux dépenses de fonctionnement, de sécurité, de défense, autrement dit improductives, et ils se rendront compte qu'ils n'ont pas affaire à une gestion financière répondant à des objectifs socialistes.

Pourtant cette étude n'est même pas nécessaire pour être convaincu de cette réalité quand on constate le grand nombre de voyages officiels, les dépenses somptuaires, à l'occasion des visites nombreuses de chefs d'État étrangers, ou

de congrès fort nombreux, depuis que l'Algérie a conquis son indépendance. Ce sont, là, des signes qui ne trompent plus sur l'orientation de ce pouvoir, dont le souci n'est pas de développer le pays, mais de se faire à toute occasion acclamer et plébisciter.

LE 25 JUILLET

Onzième jour de la grève, et nous sommes toujours à *Tsabit*.

Toute notre journée d'hier a été fébrile et anxieuse, dans l'attente du départ projeté. Je suis incapable de décrire cette hâte, cette impatience de franchir enfin les murs d'enceinte de la base Lotfi. Est-ce la manie du changement, le plaisir des voyages ou le désir de l'inconnu ? S'il y a tout cela, il y a aussi autre chose de plus en plus poignant que je ne peux interpréter clairement. Il me semble que pour tous, quitter Tsabit représente un pas dans l'élucidation du mystère qui nous entoure et nous fait étouffer de colère, à tel point que le camp Lotfi est devenu maudit, à l'image des lieux hantés, d'où peuvent surgir à chaque instant des revenants d'un autre monde. Après onze jours de grève de la faim, sous des latitudes pareilles, l'imagination est à ce point peuplée d'hallucinations que les contes de notre prime jeunesse y revivent, avec un éclat surprenant de superstition et de cauchemar.

Bien avant l'heure fixée pour ce départ, nous étions à pied-d'œuvre : habillés, les bagages faits et rassemblés dans un coin, et nous attendions le signal pour nous mettre en route,

oubliant du coup la chaleur et les fatigues en perspective. Déjà vers 13 heures, le responsable du camp, *Kirout*, après nous avoir conseillé de nous préparer à l'avance, vint voir si nous étions prêts. Satisfait, il nous quitta pour envoyer un message à *Béchàr*, nous laissant attendre. 17 heures, 18 heures... 21 heures, il ne se montrait toujours pas. A nos demandes réitérées d'explication, il nous envoya de jeunes militaires pour nous faire savoir qu'il attendait toujours la réponse de Béchar, et que le poste de transmission défectueux s'était refusé subitement à fonctionner.

De guerre lasse, les nerfs tendus, nous fûmes obligés d'abandonner, pour nous allonger sur nos couchettes, après avoir déplié nos misérables ballots pour en tirer nos défroques de nuit.

Horrible nuit que celle-ci. Toujours ces tempêtes du Sud qui, sans que rien ne les annonce, déferlent sur le camp, dispersant nos cigarettes, nos menus objets, nous aveuglant de sable. Je venais à peine de m'assoupir que la bourrasque se déchaîna, emportant avec elle ce sommeil capricieux d'un gréviste de la faim à son onzième jour. C'était pénible surtout avec ce contretemps qui nous laissait sans espoir à *Tsabit*, alors que pendant toute la journée il n'avait été question que de départ.

Dans ces moments-là, au spectacle de ce que nous avions subi, j'acquis la conviction que si l'un de nous tombait dans le coma, ce chef de camp, tenu par la discipline, les ordres et les contre-ordres, ne bougerait pas le petit doigt. Je n'arrivais pas auparavant à m'imaginer le sort infligé à des

patriotes arrêtés. J'avais appris par certains qui sont passés par là que la torture se pratique de nouveau dans certains lieux et je n'y avais pas cru. Au point où j'en suis, je ne puis plus avoir le moindre doute sur ce que ce pouvoir est capable de faire.

Pensez un peu à des hommes enlevés dans la rue par des commandos armés, séquestrés, transbahutés dans le grand secret de villa en caserne et de caserne en lieu perdu à l'extrême-sud, ignorant jusqu'aux raisons de ce traitement ; imaginez-les après dix jours d'une grève de la faim, incapables de se mouvoir, sans aucun secours médical, abandonnés à une hiérarchie militaire d'une lenteur exaspérante et manquant totalement d'initiative, et vous comprendrez aisément toutes les réserves qu'un homme sain est en droit de faire face à un pouvoir, dont la nocivité n'est plus à démontrer.

Le sort en est jeté, que faut-il faire quand il ne vous reste dans ces conditions que la seule forme de lutte possible : la grève de la faim. Impuissance du prisonnier mis entre des mains pareilles, rage folle du faible écrasé sous le poids de l'injustice, dégoût et mépris de cette engeance qu'on appelle pouvoir. Ainsi se résument mes sentiments à cette étape de la grève de là faim. Il faut ajouter, malgré notre faiblesse manifeste, que la surveillance de jour et de nuit est toujours là, présente, mitraillettes au poing, vigilante et à la fin énervante à force de ridicule.

Pour aujourd'hui, que faut-il noter sinon que nous attendons toujours le signal de ce départ remis. De toute la journée le responsable du camp n'a pas paru. D'après les militaires qui, pour une raison ou une autre, viennent nous

voir, il ressort que l'escorte devant nous accompagner attend les ordres. Encore un espoir qui nous soutient.

A Alger, le mois d'août, par une décision du Bureau Politique ou de ce qu'il en reste, est décrété le mois de la nouvelle Constitution. Après la charrue, les cireurs, l'arbre, le programme de Tripoli, voilà une nouvelle opération. Comme on le constate, tout se fait chez nous sous le signe des opérations et sitôt l'une dépassée et oubliée on reprend un autre thème, sans aucun rapport avec le précédent, et on recommence. Il faut s'attendre bientôt au mois du référendum à 90 % et de l'élection présidentielle à une aussi écrasante majorité, le mois du Gouvernement socialiste homogène d'autres mois encore auront droit à des noms d'opérations faciles à trouver si l'on a un peu d'imagination ; heureusement, ce n'est pas ce qui manque le plus chez nous. Seulement le temps ne s'arrête pas à un nombre déterminé de mois et il faut leur trouver à chacun des thèmes jusqu'au jour où la réalité qui, elle, n'obéit pas aux mots, imposera son verdict et à ce moment-là les petits amis qui ont joué avec le feu se mangeront entre eux, se rejetteront les erreurs les uns sur les autres, et le pays continuera à payer les fautes de « l'équipe » de Tlemcen.

Tout porte à croire que cette échéance n’est pas lointaine, mais ce qui demeure certain c’est que cette fin, même si elle se présente autrement, est inévitable. En effet, on ne peut se jouer longtemps de l'avenir de tout un peuple. La démagogie, l'incohérence, l'incapacité de résoudre les problèmes de fond qui se posent à un pays sous-développé

sont les signes de l'impuissance et de la faillite. Si au moins les tenants du pouvoir avaient le courage de dire la vérité au peuple, peut-être que ce dernier, éclairé et averti, consentirait à faire contre mauvaise fortune bon cœur. Au lieu de cela que lui serine-t-on du matin au soir ? Des promesses, des rêves fumeux, des illusions à peine croyables, et on-s'imagine qu'indéfiniment le sortilège prendra et maintiendra ce peuple sous le charme.

LE 26 JUILLET

Douzième jour de la grève. A partir de ce matin je sens que c'est la pente. Pas de sommeil en dehors de quelques assoupissements brefs. Chaque effort est accompagné d'un vertige. Faut-il se lever ? Il faut alors prendre appui sur un mur, une table, le lit ; c'est ce que nous avons convenus d'appeler se soutenir. Sur les visages, dans les gestes lents et mal coordonnés de mes compagnons, la grève est là, poignante, puante, pénible à voir.

Hier soir, le responsable de la base est venu nous annoncer l'arrivée pour demain, par avion, à Adrar, d'un médecin venant d'Alger.

Personnellement, après tant de promesses en l'air, je n'y ai cru qu'à moitié, quoique l'espoir en moi reste entier d'une délivrance prochaine, à moins que ces gens ne veuillent notre peau. Il serait même question, toujours d'après notre *Kirout*, que nous effectuions le voyage en compagnie dudit médecin, et par avion.

Il est déjà 11 heures et 1/2, et rien de nouveau ne s'annonce. Il faut dire que, depuis le lever du jour, nous sommes l'ouïe tendue, dans l'espoir de capter le vrombissement de l'avion qui doit nous emporter. Toute la journée se passe dans cette attente. Au moindre bruit, on se traîne hors de la casemate pour s'assurer de ce passage. Combien l'espoir est tenace !

Se peut-il que ce « bobard » soit du même tonneau que ceux par lesquels nous avons été bernés depuis que nous sommes entre les mains de ces gens ? Il faut attendre pour le savoir, et au pire ce ne sera qu'un mensonge de plus et une journée supplémentaire de souffrance et d'illusions perdues.

Mais jusqu'à quand, me dis-je, ces mensonges et ces promesses, jusqu'à quand cette inconscience qui frise le crime, jusqu'à quand cette sinistre comédie ? Et je m'entends répondre « Cela finira bien un jour ».

Côté extérieur, notre radio ne nous apporte rien de nouveau, du moins sur notre cas. Il a suffit que le Gouvernement annonce notre mise en résidence pour que tout le monde se taise. J'ai eu beau chercher les raisons de ce silence, je ne lui ai trouvé aucune explication. La seule réalité est que nous sommes toujours à *Tsabit*, coupés de tout, sans nouvelles, ni aucune possibilité de communiquer avec le monde extérieur. Dans l'ignorance totale de l'opinion, notre grève peut nous mener loin ; il faut se résigner en s'attendant au pire.

Et pourtant, ce pouvoir, qui a menti lors de notre enlèvement, qui a menti au sujet d'un prétendu complot, a certainement menti au sujet de cette mise en résidence, d'autant plus qu'il a pris la précaution de ne pas en donner le lieu ni la nature : forcée ? surveillée ? C'est clair et malgré tout aucune voix ne s'élève pour crier à la forfaiture. En attendant, nous végétons, à la merci d'hommes irresponsables, avec la mort qui rôde dans la fournaise de *Tsabit*.

L'honnêteté et la rectitude politique sont souvent à ce prix.

LES 27 ET 28 JUILLET

Mis dans l'impossibilité d'assurer la régularité de ce journal, ce qui va suivre a été écrit à Béchar quelques jours après notre départ de Tsabit.

Enfin, le médecin arriva, le matin du 27, à Tsabit, muni de sa trousse, les yeux abrités sous de grosses lunettes de soleil. C'était tout de même réconfortant. Comme par hasard, après qu'il eut parlé je reconnus en lui un ex-militant du M.T.L.D. de France, *Amir*, que j'avais connu jadis, au temps où, au gré des mutations, j'assumais la charge de responsable à l'organisation de l'ex-Fédération des Algériens en France. Il était visible que le médecin n'avait plus aucun doute sur notre état : nous ne pouvions plus supporter l'enfer où nous étions plongés.

Ce fut ainsi que deux heures après qu'il nous eut examinés, nous prîmes la route en direction d'Adrar, en *Land Rover* bâché, enveloppés dans un nuage de poussière, en tenue

kaki - pour ne pas éveiller l'attention, dit le Commandant *Si Ahmed*, le chef de ce convoi mystérieux. A force de vivre en pleine comédie, on ne peut que s'y habituer. Passons.

Que dire de ce bref déplacement à travers une région de sable et de rocailles calcinées ? Tout au long de ce trajet qui dura de 8 heures 1/2 à 9 heures 1/4, à peine une ou deux apparitions d'êtres humains minuscules, dans ce désert impressionnant par son immensité et sa vacuité béante, tacheté çà et là de maigres oasis martyrisées par un vent qui tordait les palmiers d'un vert sale et incertain. Chaleur, désolation et grande misère du Touat.

A Adrar le décor changea. C'est dans une maison spacieuse avec climatiseurs, salon, fauteuils moelleux, que nous passâmes la journée en attendant que l'avion pût décoller. Ce n'est qu'à 16 heures 1/2 que nous prîmes place dans ce petit engin, ballotté par les vents de sable et le mauvais temps. Les deux plus jeunes d'entre nous (*Ben Younès et Kebaïli*) ont souffert le martyr. Le premier, qui me faisait face, n'avait pas cessé de se tordre et de vomir jusqu'à notre arrivée.

Il nous a fallu deux heures, d'un vol cahotant, pour atteindre *Colomb Bêcha* d'où nous fûmes dirigés, sitôt à terre, sur une maison où nous eûmes le bonheur de trouver un lit pour chacun, avec des draps propres. Regrets tardifs, mauvaise conscience, compassion pour notre état d'extrême faiblesse, il y avait de tout cela dans le comportement du Commandant de la 3e région militaire, de celui qui fut à l'origine de notre installation à *Tsabit*, loin de tout secours, dans les conditions

déplorables que j'ai décrites tout au long de ces vingt derniers jours.

Qu'importe, nous sommes là, à *Colomb Béchar*, et le changement est appréciable en regard du complet dénuement de *Tsabit*.

Jusqu'à ce jour, aucune précision ne nous a été donnée, concernant notre situation, et la grève continue, avec tout ce qu'elle peut entraîner de complications, en particulier le blocage des reins. Pour moi, il m'est devenu impossible de rester longtemps assis, sans ressentir une douleur maligne m'irradier toute la région lombaire. Ce matin, je suis étalé à plat ventre sur mon lit, seule position pour pouvoir écrire, et j'ai hâte d'en finir au plus vite tant mon état général est incapable de supporter un effort prolongé.

Rien d'Alger, comme d'ailleurs. Secret, surveillance serrée, en un mot, amélioration de nos conditions d'habitation, sans rien de plus.

Il paraîtrait que d'ici à deux ou trois jours, au grand maximum, nous serons mis entre les mains de l'Administration civile. Qu'est-ce que cela peut bien signifier ?

Le docteur *Amir*, en nous quittant, nous a laissé entendre que notre séjour à *Colomb Béchar* ne peut être que très provisoire.

LE 6 AOUT

Il n'en a rien été de toutes les promesses, et nous avons quitté Colomb Béchar le jeudi 1er août avec mille précautions.

Le commandant de la région militaire, en personne, dirigeait l'opération. Quand la nuit fut bien noire, il nous embarqua dans un *Land Rover*, toute bâche baissée de nouveau, avec l'inévitable présence de militaires armés à nos côtés. Ce véhicule, fermé à tous les regards, nous prit à la maison où nous avions séjourné jusque là, pour nous conduire à 6 ou 7 kilomètres en dehors de la ville, d'où nous fûmes transbordés dans des voitures légères. Quand une marchandise est illicite, il faut la camoufler pour éviter qu'elle ne soit découverte, c'est normal.

La cargaison ainsi livrée à la nouvelle escorte, venue d'Alger, nous prîmes la route en direction du nord. Il ne faisait pas exceptionnellement chaud, ou bien nous étions devenu insensibles aux variations de température. Cette expédition nocturne ne prit fin qu'à deux heures du matin, à *Saïda.*

Nous prîmes un peu d'eau en passant à *Béni-Ounif* (à 100 kilomètres de Béchar) et de là, sans aucun répit, nous montâmes vers *Saïda*, où une camionnette bourrée de jeunes soldats nous attendait à l'entrée de la ville. A notre vue elle démarra pour nous ouvrir le chemin jusqu'à la caserne de la gendarmerie, située sur les hauteurs de la ville. Les soldats en question étaient pour la plupart d'anciens combattants, incorporés dans la gendarmerie mobile en récompense des services rendus à la patrie. C'est juste...

Selon nos convoyeurs de la gendarmerie nationale, nous allions prendre un peu de repos à Saïda, Puis nous reprendrions la route pour Alger où nous allions être hospitalisés, en attendant des précisions sur ce que le pouvoir

entendait par « résidence ». Le chef du convoi, Si Mohamed Benaïssa, commandant d'escadron, alla jusqu'à me confier que nous n'en avions plus que pour quelques jours.

Une fois de plus, il n'en fut rien, car c'est en définitive à Saïda que nous passâmes toute la journée du 2 août, attendant les ordres. Le Commandant *Benchaou*, interrogé à ce sujet, prétendit que le téléphone fonctionnait très mal, qu'il savait qu'un hélicoptère était parti d'Alger ce matin, sans pouvoir préciser où il se trouvait à l'heure où il nous tenait ce langage.

Ce n'est que tard dans l'après-midi, que le lieutenant *Benabdellah Bega*, chef d'escadron de gendarmes mobiles affecté à notre surveillance, nous signifia que c'était à Saïda que nous allions rester.

Malades, fourbus, avec des barbes de deux semaines, notre consternation fut des plus grandes, étant donnés les mensonges, qui nous avaient laissé espérer autre chose. La consigne donnée à ces responsables était, je l'ai su plus tard, de nous faire patienter par tous les moyens ; ils avaient pour ce faire, redoublé de mensonges alors que tous savaient à l'avance que le lieu de notre destination était fixé depuis vingt-quatre heures à Saïda. Ces mensonges avaient aussi une autre signification. Ils avaient pour but de camoufler une opération délicate à accomplir sans accroc. Disons simplement que l'un des quatre[12] devait, pour des raisons obscures, être détaché du groupe. Pour en arriver là il fallait à tout prix nous cacher la vérité avant que l'opération ne fut réalisée. C'est d'ailleurs

[12] Il s'agit de Moussa Kebaili .

après son départ que nous sûmes que notre résidence finale serait Saïda.

Régime à Saïda : isolement total, surveillance, pas de soins médicaux, et sans nos protestations nos chambres auraient été fermées, comme pour le régime cellulaire. Également pas de correspondance, ni le droit de constituer un défenseur ; en clair toujours le même traitement, à part le fait de ne plus être à *Tsabit*.

Le samedi 3 août, le Docteur *Yadi Mustafa*, venant d'Oran sur notre insistance, diagnostiqua que dans trois jours pour moi, cinq jours pour Allouache et six ou sept pour Ben Younès nous tomberions dans le coma.

Le dimanche se passa comme les autres jours, dans les souffrances et les affres de la faim, et le lundi matin *Allouache* tomba en syncope. Le jour même, le Commandant d'escadron, alerté, fit appel à un autre médecin (*Bakhchi*, également de l'hôpital d'Oran). A son tour il ordonna une revitaminisation urgente, une surveillance médicale permanente, à cause de notre état : faiblesse générale, déshydratation avancée, baisse de tension, affaiblissement cardiaque encore plus avancé, chez moi, ainsi qu'une difficulté respiratoire, conséquence de mon ancienne opération pulmonaire.

Étant donné mon état de fatigue à ce jour, 6 août, je me vois obligé d'abréger et c'est pourquoi, je me limiterai dorénavant à ne signaler que les faits saillants de cette suite d'événements.

Retenons que nous sommes au 23e jour de la grève et que les dangers de syncope sont grands.

Ce sont les médecins qui l'ont constaté, et leurs rapports médicaux doivent être entre les mains de qui de droit.

LE 7 AOUT

Le manque de sommeil aggrave notre situation. Hier, sur prescription du dernier médecin, j'ai pu obtenir un tranquilisant (libriun 10 M.G.) qui me donna droit à une nuit agitée certes, mais combien reposante par comparaison avec les dernières nuits, et me permit dès le matin de reprendre ce journal pour y mettre quelques anotations.

Rien de nouveau et la grève continue. Mes compagnons sont aussi fatigués et traînent leur faim et leur mauvaise humeur, n'espérant plus rien.

LE 8 AOUT

Matin amer. J'ai dormi grâce au *Librium* et, malgré ce repos artificiel, je sens que mes forces m'abandonnent. Ce matin même, je me serais brûlé si un garde qui passait dans le couloir sentant l'odeur du brûlé, ne s'était précipité sur moi pour éteindre le feu qui consumait mes draps. C'est certainement, en fumant une cigarette, qu'un étourdissement m'a saisi. Le feu a pris dans les draps qui, à ma « remontée à la surface » brûlaient encore ; le garde les tordait vigoureusement pour étouffer la flamme.

Dans la matinée d'hier, le lieutenant *Benabdellah*, de la gendarmerie, est venu m'annoncer qu'un médecin arriverait

probablement le jour même ou le lendemain pour s'occuper de notre surveillance. C'est pendant cette journée également que le Chef de Cabinet du Préfet de *Saïda* nous a rendu visite pour s'enquérir de notre état de santé. Il a promis de transmettre ses constatations.

On s'occupe de nous, mais tous ces gens feraient mieux de comprendre qu'ils sont en présence de militants ou tout simplement de citoyens algériens, comme eux, qui font la grève de la faim pour connaître les raisons de ce traitement. Si ces séquestrés acceptent de friser la mort, c'est qu'au fond ils n'ont rien à se reprocher. Au lieu de saisir cette donnée essentielle, on vient nous rassurer, nous promettre d'aviser, ou nous conseiller de cesser. De ces interlocuteurs bénévoles, dont certains se prétendent militants (et qui, depuis l'indépendance, n'est pas militant à sa façon ?) combien comprennent qu'un jour viendra où ils seront peut-être dans le même cas ? Accepter l'injustice sans réagir, se conformer aux diktats d'un pouvoir pour en devenir l'exécutant sans conscience, sont quelques-unes des marques de la démission et de la résignation sur quoi s'édifient les régimes dictatoriaux.

Il est une chose certaine, pour nous, que seul le coma en nous précipitant dans l'inconscience est susceptible d'abréger d'une façon ou d'une autre notre calvaire.

LE 13 AOUT

Beaucoup d'événements se sont passés depuis le 8 août, dernière date de ce journal. Aurais-je la force de tout retracer. En tout cas, je vais essayer.

A notre trentième jour de grève, nous sommes à l'hôpital mixte de Saïda où nous avons été transportés le 11 à trois heures du matin.

Pour obtenir cette maigre concession, il a fallu qu'Allouache et moi-même tombions dans le coma la même nuit, exactement celle du samedi 10. Des perfusions nous ont été administrées sur place à la gendarmerie. La même nuit à 3 heures, le transfert a été décidé et depuis nous sommes à l'hôpital, attendant le bon plaisir de « notre » Gouvernement.

Avant cette date, certainement entre le 8 et le 13, le docteur *Bakhchi* a été appelé une seconde fois et, devant notre situation inchangée, s'est retiré sans nous visiter comme nous le lui avons demandé. A quoi bon la présence d'un médecin ou sa visite, quand ses prescriptions tombent dans les oreilles d'un sourd obstiné ? Je ne sais aussi à quelle date *Bakhchi et Yadi* sont passés ensemble. Notre grève avant de devenir l'affaire des médecins est un acte politique. Certes la thèse des médecins est, elle aussi, valable. Leur devoir leur enjoint de nous surveiller et d'intervenir quand nous ne serons plus maîtres de nous. Le Dr Yadi a précisé que dans ce cas il ne s'agit pour lui que de sauver un homme de la mort. Je reconnais qu'en tant que médecin il a raison. Ici, je m'adresse à ces deux médecins : si un jour leur témoignage est requis, qu'ils reconnaissent que nous leur avons demandé, au cours de cette conversation, de ne rien faire, quelle que soit l'aggravation de notre état. Malgré mon état d'extrême faiblesse je me rappelle exactement la réplique du docteur Yadi qui se refusa net à accéder à notre demande en affirmant

avec force que sa conscience professionnelle, en dehors de toute autre considération, ne lui permettrait jamais de ne pas intervenir pour porter secours à une personne en danger de mort. Et il en fut ainsi durant la nuit du samedi. Le Docteur Bakhchi, sans se poser la question de savoir s'il devait nous faire une perfusion, n'a obéit qu'à sa conscience professionnelle et a fait son travail. A partir de ce moment-là, le problème médical s'est trouvé résolu, les médecins n'intervenant que si l'un ou l'autre de nous tombait dans l'inconscience.

Le dimanche 11 août je n'ai pu rester à demi-conscient que grâce à une perfusion de je ne sais quoi. Ma tension a oscillé entre 7 1/2 et 6 1/2 et n'a jamais atteint 13, comme l'a prétendu le Ministre de l'Information. Il faut reconnaître d'une part que c'est faux et d'autre part que le Ministre, médecin de sa profession, n'est pas très fort dans sa spécialité. Car que signifie une tension de 13, si on ne donne pas ses maxima et minima ? Imaginez une tension de 13-12 ou 13-14; est-ce une marque de bonne santé ? Non, frère *Belahouanne*, tu n'y es pas.

A ce degré d'affaiblissement, nous ne continuons à vivre que grâce à des injections de camphre, spartéine, coramine, pour nous soutenir le cœur.

J'ai demandé une bascule pour avoir une idée de mon poids. J'ai été moi-même étonné de la perte de 18 kilos, de 69-70 kilos mon poids normal, je ne pèse plus que 51 kilos. Mes deux autres compagnons en sont au même point de faiblesse ; l'un et l'autre ont perdu une moyenne de 15 kilos. Nous

sommes devenus de véritables squelettes désarticulés, incapables du plus petit effort.

Jusqu'à hier, il a été question d'une éventuelle évacuation sur un autre hôpital. Au lieu de cela, on vient nous annoncer que le Ministre de la Santé Publique est ici. Nous ne l'avons pas vu. C'est le Docteur *Wahibi*, venu de *Sidi-bel-Abbès*, qui nous a déjà rendu visite avant notre hospitalisation, qui pénètre chez moi et m'ausculte derechef, comme pour vérifier les diagnostics de Yadi et Bakhchi. Tout en ne disant rien, il donne l'impression de s'occuper beaucoup plus de certaines questions secondaires, comme s'il s'agissait de nous dorloter pour nous faire oublier notre malheur. Il a du faire de la psychologie, car se retournant du côté du Docteur Bakhchi, de son ton le plus docte, il lui fait remarquer qu'il nous faut des ventilateurs et aussi du beurre de cacao pour nous mettre sur nos lèvres gercées. Ce n'est pas encourageant.

Revenons-en au Ministre de la Santé Publique. La nouvelle de sa venue à l'hôpital a été démentie. Pourtant ce n'est que plusieurs jours après que je sus qu'effectivement il y était bien venu. Il se contenta de consulter les différents résultats sur le papier au lieu de constater par lui-même les progrès d'une grève de la faim de trente jours. C'est plus reposant de consulter des papiers que des mourants, c'est certain, et notre Ministre a choisi la meilleure façon de se faire une bonne conscience.

Ah ! S'il fallait à chaque fois faire un recul dans le temps pour parler de beaucoup de gens actuellement haut placés, combien de choses intéressantes ne découvrirait-on pas

dans leur passé. A quelques mois seulement du déclenchement du 1er novembre nombre de ces gens étaient loin de concevoir, encore moins d'admettre l'éventualité d'une action directe contre le colonialisme. Aujourd'hui ce sont ces mêmes gens qui d'une façon hautaine, décident, et régentent la révolution, en changeant de cap et d'équipage au gré moelleux des vents de la facilité et de l'insouciance.

Aït Ahmed, il y a quelques jours, a pris courageusement ses responsabilités pour stigmatiser le soi-disant parti du F.L.N., dont les cadres réunis au

Cinéma Majestic, à Alger, ont approuvé le projet de Constitution en un temps record. Ce n'est pas du tout sérieux, mais qu'y a-t-il de sérieux dans tout ce qui se fait depuis que le malheur de l'Algérie a voulu qu'elle devienne cette République Démocratique Populaire d'un genre particulier !

Beaucoup d'autres se taisent.

LE 14 AOUT

Abbas s'est enfin décidé. Il démissionne de la Présidence de l'Assemblée Nationale pour protester contre la politique du régime, qu'il n'a pas manqué depuis quelque temps de critiquer « gentiment ». Cette fois-ci le Rubicon est franchi, et c'est par une longue lettre explicative qu'il a motivé son dernier acte.

Je regrette de ne pas avoir entre les mains ce document, pour en dire plus long.

De notre côté, c'est un autre combat, et les autorités tenues constamment au courant de la dégradation de notre santé ne bougent pas. Du moment que le secret est maintenu, elles doivent estimer, à juste raison, qu'il n'y a rien à redouter de notre part. La surveillance médicale est en place pour intervenir à chaque défaillance et la ronde continue : coma, perfusion, injection pour soutenir le cœur, coma...

Hier, dans l'après-midi, Ben Younès est tombé à son tour dans le coma pour une durée de trois heures. D'après le médecin, son état est grave. En effet, durant toute la nuit j'ai entendu ses gémissements de douleur entrecoupés de vomissements.

Il avait, le mieux de nous tous, résister au coma jusqu'ici ; mais le premier a failli l'emporter.

Pour la première fois, cette après-midi du 13, nous étions tous les trois sans perfusion. Avant le coma de Ben Younès, j'étais déjà sans connaissance. Ce n'est d'ailleurs qu'à mon réveil que j'ai appris ce qui est arrivé à mon voisin, suivi de près par Allouache.

Alors que nous étions dans cet état Ben Bella, d'après la radio française, a déclaré au Congrès des Étudiants Algériens, que j'étais traité princièrement. II a bien choisi son jour. Juste au moment où je luttais désespérément contre la mort grâce à des perfusions et des injections de camphre, coramine, etc.

Que faut-il penser de cette coïncidence ?

Soulevé d'horreur par tant de cynisme, je résolus sur le coup, en accord avec mes compagnons, de tenter l'impossible pour qu'un démenti cinglant soit opposé à ces contre-vérités. Deux lettres parvinrent heureusement à forcer le barrage de silence qui nous étouffait et touchèrent au but. Comme il fallait s'y attendre le Président et son Ministre de l'information accusèrent le coup sans réagir.

LE 15 AOUT

Encore un grossier mensonge du Ministre de l'Information. D'après lui, j'ai été l'instigateur de l'entreprise d'Abderrazak Abdelkader, alors que depuis deux mois je suis séquestré.

Le pouvoir à court d'arguments ne trouve-il rien de mieux à me reprocher, après ses accusations de complot, que cette ridicule histoire ?

Il faut le penser.

Aujourd'hui, à bout de forces, nous sommes obligés soit de continuer à vivoter lamentablement, avec chaque jour un coma et une perfusion, soit de cesser ce calvaire au 32e jour.

Nous prenons la décision d'arrêter afin de reprendre des forces en vue d'une autre action. A 9 heures du matin notre jeûne a pris fin.

Pour combien de temps sommes-nous encore à l'hôpital, et combien en faudra-t-il pour nous rétablir si nous

avons la chance d'échapper à une maladie plus ou moins grave.

Plus princièrement traités, on ne peut l'être ! Quant aux Étudiants congressistes, ne se sont-ils pas demandé les raisons de ce traitement pour un comploteur qui, de mèche avec Bourguiba, dans un premier temps, et par la suite avec la France, cherchai à renverser le Gouvernement ?

LE 17 AOUT

Cela fait trois jours que nous avons mis fin à la grève. Je reprends ce journal avec l'intention de faire vite profitant d'une certaine amélioration de mon état et avant qu'une fouille toujours possible ne m'en dessaisisse. Il restera à lui faire suivre la voie des lettres de l'hôpital ; avec un peu de chance tout ira pour le mieux.

A signaler que nous sommes encore à l'hôpital mixte de Saïda où chaque jour des reconstituants nous sont administrés. La reprise se fait lentement et nos gardes, les gendarmes mobiles, nous surveillent plus étroitement depuis que nous avons recommencé à bouger. Ils sont littéralement collés à la porte de chaque chambré où nous nous trouvons Pourquoi cet excès dé vigilance et cette façon de détailler chacun de nos gestes ? Passer chez un compagnon, provoque un véritable branlebas d'une demi-douzaine de tenue kaki dans le couloir. C'est ahurissant, et ce spectacle montre que le pouvoir ne doit pas bien se porter pour surveiller aussi étroitement trois malades, à peine capables de faire quelques mouvements.

Hier Abbas a été mis au ban de la société. Exclusion du F.L.N. par la bouche de *Ben Alla*. C'est capital comme décision : çà c'est certain ! le F.L.N., qui hier encore était inexistant depuis que Khider en a été chassé.

C'est un peu cela l'image de l'Algérie : pays des changements à vue.

Quant à l'affaire *Abderrazak Abdelkader*, ils en parlent toujours, sans toutefois citer mon nom, attribuant cette ténébreuse action à des menées israéliennes. Que je devienne l'agent du sionisme après avoir été celui de Bourguiba et de la France, il n'y a qu'un pas ! Tout est possible dans notre jeune république.

En ce qui concerne l'affaire elle-même, j'ai l'impression qu'il s'agit d'une opération montée par ce pouvoir qui vit dans la hantise des complots en tout genre et qui s'est saisi de cette obscure aventure pour démontrer sa toute puissance et décourager par la toute velléité d'opposition. N'est-ce pas à *Lyautey* que nous devons la phrase célèbre mais vieillotte : « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir »? M'est avis que les grands esprits se rencontrent ! C'est aussi une façon d'entretenir l'opinion surtout quand on a l'intelligence d'y mêler Israël, le sionisme mondial, le cheval de bataille le plus en vogue pour capter l'attention des masses et recueillir leur approbation. Ce n'est pas bête du tout, simplement grossier.

Autre décision d'importance, l'interdiction, à l'exception du seul F.L.N., de toute association à caractère

politique. Nous voilà maintenant bien lancés sur les rails de la dictature.

Pauvre *FRONT* qu'es-tu devenu ?

Malheureux destin d'une organisation qui durant sept années et demi mobilisa tout un peuple et imposa son verdict à un adversaire de taille pour finir par n'être qu'un parti de pouvoir, destiné à servir d'instrument et de couverture à une politique jusque l'a cahotante et médiocre.

Ce Front qui dans l'esprit de ses créateurs devait à jamais chasser de l'Algérie le spectre de la division et du sectarisme, en dépassant la notion de parti, n'est plus de nos jours que le champ clos où vont s'affronter les ambitions. Il est déjà déserté par ceux-là mêmes qui en ont été les premiers piliers.

A quoi peut mener cette situation caractérisée par la mainmise d'un seul groupe sur le Front et l'interdiction de toute autre association ? Or l'opposition a existé, existe dans les faits et ne peut que se développer. Que fera le pouvoir ?

Laisser faire ou réagir ? Les quelques semaines que je viens de vivre ne me laissent plus aucun doute sur l'option du régime qui, cahin caha, en dépit des déclarations rassurantes, est obligé de recourir aux arrestations, aux enlèvements (ce n'est qu'à ce prix qu'il peut se maintenir et imposer sa politique à des masses réticentes et à un grand nombre de militants décidés à faire la véritable révolution socialiste).

A relever l'article « DON QUICHOTTE » de M. HARBI [13] dont je n'ai pu lire que l'extrait paru dans « ALGER REPUBLICAIN ». Ayant perdu ce numéro du journal, il ne me reste à dire à HARBI qu'une chose : les révolutions sont des phénomènes universels, qui dans leur essence excluent le sectarisme, le chauvinisme et la xénophobie. Dans notre seul cas combien d'aide désintéressé avons-nous trouvé ailleurs, combien de possibilités nous ont été données sans contrepartie, combien d'hommes et de femmes ont accepté les sacrifices et les humiliations, pour nous, au nom de la Révolution ? Tout cela tu ne l'ignores pas pourtant ! N'aurait-il pas été plus juste, plus vrai de dire, si nous étions de véritables révolutionnaires, que tous les hommes, quelle que soit leur origine ou la couleur de leur peau, pourvu qu'ils soient honnêtes et sincères ont leur place parmi nous en Algérie, ou ailleurs, là où une révolution est à faire. Et chez nous, elle est à faire.

LE 18 AOUT

Le traitement continue. Après 31 jours de grève de la faim la reprise s'avère des plus lentes et des plus pénibles : constipation, diarrhée, brûlures, énervement, manque de sommeil, le tout agrémenté de cette surveillance stupide de mes gendarmes qui, malgré eux, se font au métier de geôliers.

Pour plus de précision sur notre état de santé, je donne ici les résultats de l'analyse de sang faite le 13 courant à 6 heures :

---

[13] **Directeur de** *Révolution Africaine.*

Pour moi :

Urée, 0,25 ; Glycémie, 0,43 ; Potassium, 4,4. M.E.Q.

Pour ALLOUACHE :

Urée, 0,22 ; Glycémie, 0,28 : Potassium, 3,9. E.E.Q.

Pour BENYOUNES :

Urée, 0,22 ; Glycémie, 0,40 ; Potassium, 3,7. M.E.Q.

Reprenons le fil de notre journée du 18 août.

Dans l'après-midi, le Dr *Yadi* ainsi que l'infirmier *Abdelkrim* qui se sont occupé de nous jusqu'à ce jour nous ont quitté pour Oran. Le Docteur Bakhchi était déjà parti 24 heures auparavant. D'après les estimations de Yadi, quelques jours encore (au moins une semaine) à l'hôpital nous seront nécessaires. Nous doutions fort que ces recommandations soient prises en considération et de fait, la nuit même, *Benabdallah,* le lieutenant qui commande l'escadron de gendarmes mobiles, nous annonce qu'il a reçu l'ordre de nous transporter à la Caserne où nous avions été parqués à notre arrivée à *Saïda.* Malgré notre état de santé et en particulier celui d'Allouache, nous avons été obligés de décamper de l'hôpital séance tenante. Une douloureuse expérience nous a montré que les questions de santé ne sont pas de celles qui comptent le plus pour les gens qui nous ont pris de force à nos foyers pour nous faire vivre « princièrement » dans une caserne. Pour rassurer certains gradés de la gendarmerie, un membre du Gouvernement et non des moindres, prétendit qu'il me connaissait parfaitement et qu'il n'y avait rien à craindre

avec moi. Je cesserais sûrement la grève au bout de quelques jours. En langage clair, n'intervenez pas, laissez-le mourir,

LUNDI 19 AOUT

Nous voilà de nouveau installés au siège de l'ancienne gendarmerie nationale de *Saïda*. Notre santé n'est pas des plus brillante. Nous poursuivons le traitement médical prescrit par le Docteur Yadi, dans les conditions qui nous sont imposées, hors de tout contrôle médical.

Les événements politiques, après les remous de la semaine écoulée, semblent marquer le pas. Le projet de constitution sera présenté à l'Assemblée Nationale samedi prochain pour sa ratification et le référendum se déroulerait dans la première quinzaine de septembre s'il faut en croire le rapporteur *Benabdallah* [14].

Au sujet *d'Abderrazak Abdelkader*, « l'ennemi n° 1 » de la Révolution, 1'« agent de l'étranger », il a été le point de mire de la conférence de presse de *Belahouanne,* ci-devant Ministre de l'Information.

Oui ne se rappelle la Fable de La Fontaine « les animaux malades de la peste » pour comprendre que le baudet est enfin découvert. Haro sur le baudet, exposé qu'il est aux foudres vengeresses de la cohue rampante et visqueuse au service des maîtres de l'heure. Jusqu'à *ALGER REPUBLICAIN* qui se déchaîne sous la signature de *Benzine*. En avant ! L'aubaine est bonne, pourquoi s'en priver ? Déjà en 1945, à

[14] Président général d'Air Algérie, président de la délégation raciale d'Oran, rapporteur de la commission de la Constitution l'Assemblée Nationale. Avocat à la Cour d'appel de Paris

l'occasion des événements du 8 mai, les communistes d'alors (*Amar Ouzegane* était secrétaire général), n'ont pas hésité à traiter les responsables nationalistes de traitres et d'agents du nazisme. De telles manœuvres sont trop bien connues pour nous étonner ou nous indigner encore.

Je précise ici que j'ignore complètement ce que *Abdelkader* a été dans le passé comme ce qu'il vient de faire ; mais je juge lâches ceux qui s'abattent comme une nuée de charognards sur une victime à terre. C'est uniquement de ce point de vue que je juge la question et avant d'avoir des preuves irréfutables sur ce prétendu maquis, je n'en crois pas un traître mot. Je suis bien placé pour connaître des méthodes de ce régime qui a eu le front dans les débuts de m'attribuer l'inspiration de cette affaire.

Concernant la fameuse constitution, il y a lieu de s'attendre, avant son dépôt sur le bureau de l'Assemblée, a des actes politiques. Je pense à la démission d'un certain nombre de députés. Si cela ne se fait pas, tous ces députés porteront une lourde responsabilité. En la circonstance votre contre, tout en sachant que le pouvoir n'a jamais manqué d'une majorité toute faite, ou s'absenter se ramènent à des actes sans aucune portée politique.

LE 23 AOUT

Les lettres adressées, l'une à mon frère et l'autre à ma femme (et par quels moyens !) ont atteint leur but. Toute l'affaire a été dévoilée et les mensonges des déclarations gouvernementales mis à nu. J'ignore encore si ma lettre

ouverte aux étudiants a été lue au congrès. Ce qui est certain c'est qu'encore une fois le pouvoir est pris en flagrant délit. Il ne se permet de mentir aussi grossièrement que parce qu'il a trop surestimé la valeur du bâillon qu'il nous impose.

En contrepartie, depuis que notre affaire est sortie du silence les gendarmes mobiles et en particulier certains de leurs gradés sont de mauvais poil. Eux qui avaient reçu la consigne de nous refuser tout moyen d'expression ! Il a été même question de nous démunir de papier et de matériel d'écriture. Jusqu'à présent ils n'en ont rien fait, mais il est à craindre qu'ils n'en arrivent à cette extrémité.

Au sujet de l'affaire d'Abdelkader nous attendons toujours la suite des révélations promises par le Ministre *Belahouane*.

J'ai retrouvé dans *Alger Républicain* du 20 août dans la rubrique : « Nos lecteurs nous écrivent » les accusations d'un certain *Zou Abdelkader*, d'Annaba (Bône), qui me traitait d'O.A.S. ; dans celui du 22 août de l'étudiant *Abdelkader Taïbouni*, d'El Asnam (Orléansville) qui m'accuse de comploter contre l'État. A tous deux, je réponds ici, faute de moyen de le faire ailleurs, que de telles manifestations gratuites sont le propre des lâches. Quant à *Alger Républicain*, qui se permet de donner une publicité à de telles insanités, c'est dans sa ligne de conduite de lécher les bottes du pouvoir, en propageant d'une manière indirecte des accusations grossières et qu'il sait non fondées. Il ne vise qu'à discréditer un homme qu'il sait d'un autre bord et certainement un peu plus propre que les gens qu'il loue à longueur de colonnes.

A t-il simplement, à titre d'information, imprimé une seule ligne sur notre cas.

Hier nous avons adressé la lettre suivante à qui de droit, pour préciser notre position à l'égard d'un régime qui tout en continuant à nous séquestrer se flatte de nous traiter en princes.

Saïda, le 22 août 1963

Les séquestrés : **Mohamed BOUDIAF,**

Ali ALLOUACHE et Mohamed Akli BENYOUNES à

L'Autorité Responsable s/c du Commandant d'Escadron chargé

de la direction de notre surveillance.

Il a été déclaré à Alger que nous sommes traités princièrement alors que depuis plus de deux mois que dure notre séquestration, nous avons passé plus de la moitié de cette durée en grève de la faim (personnellement 37 jours et mes amis 31 jours) et le reste du temps en déplacements continus allant d'Alger à Tsabit et de cette localité à Saïda où nous venons à peine de commencer à nous alimenter.

Les faits, comme on le constate, contredisant totalement l'allégation citée plus haut, nous nous faisons un devoir de faire savoir à l'autorité qui nous a privés illégalement de notre liberté qu'en dehors du strict minimum indispensable à la vie d'un prisonnier, nous refusons tout ce qui pourrait donner crédit à des affirmations du genre précité. Bien plus, pour tout ce qui arriverait à nous manquer en particulier, nous sommes prêts à le payer de nos propres deniers. A cet égard, il faut signaler le fait qu'à ce jour nous

avons effectué des dépenses personnelles se montant à la somme approximative de 4.000 frs que la gendarmerie mobile se refuse d'encaisser. Pour notre part, nous garderons cette somme à la disposition de l'autorité qui a supporté ces dépenses et à l'avenir aucune demande de denrées ou d'objets à caractère personnel ne sera faite si en échange on continue à nous forcer d'accepter des largesses dont le but n'est plus à démontrer.

En dernier lieu, nous réaffirmons à cette occasion que tant que notre situation ne sera pas, une fois pour toutes définitivement éclaircies, et après le rétablissement de notre santé, nous reprendrons 1a grève de la faim.

Signatures.

D'après notre presse nationale d'hier, un bon nombre de femmes maquisardes arrêtées avec *Abdelkader* seront bientôt libérées, les unes renvoyées en France, les autres réintégrées dans leurs fonctions[15]. Un complot se dégonfle mais, que va-t-on entreprendre contre Israël et les inspirateurs machiavéliques de cette conspiration ?

Aujourd'hui l'Assemblée Nationale se réunit en vue de l'adoption du projet de constitution déjà approuvé par les cadres du parti qu'on appelle encore F.L.N. Les députés hostiles vont-ils au moins choisir cette occasion pour décrocher, ou vont-ils encore une fois faire le calcul qu'en se maintenant ils seront plus utiles à leur pays ?

[15] **Leur libération s'est effectuée début octobre.**

Il faut attendre pour se prononcer sur cette question déjà soulevée précédemment et sur laquelle ma position est depuis longtemps connue.

Les suites de notre grève de la faim se font sentir. Pour tous l'appétit commence à baisser et les coliques se généralisent. Dans mon cas, je crains un ulcère tant ces douleurs sont persistantes et de plus en plus aiguës.

LE 25 AOUT

L'Assemblée est en plein travail pour l'adoption du projet de Constitution.

Abbas, Ait Ahmed et Krim Belhacem sont absents. Trente députés sont inscrits dans la discussion, ouverte par l'intervention du président du conseil, sans aucun doute futur et unique candidat à la Présidence, cette fois-ci de la République.

A son sujet, il faut relever dans son interview à 1'«*Unità*» le passage où il a précisé que dans la gamme des socialismes (sic), l'Algérie a choisi celui de *Castro*. On sait quel a été le choix de *Castro*. Or le même jour ou la veille, Benhamida[16], dans son discours de clôture au congrès des Étudiants a bien précisé que le socialisme algérien ne peut être qualifié de scientifique. Un véritable jeu de cache-cache, quoi!

Ce ne serait rien, s'il ne s'agissait en la matière que de déclarations contradictoires de deux membres d'un seul et même Gouvernement qui n'en est pas à une contradiction près.

---

[16] **Leur libération s'est effectuée début octobre.**

Mais quand on songe que c'est à ce Gouvernement qu'échoit la direction du pays, on est en droit de se demander où l'on nous mène ?

Beaucoup d'esprits emascules qualifient d'irréversible ce socialisme introuvable. Mais d'où leur vient cette assurance et de quoi font-ils partir ce processus ? Quant à la soi-disant «irréversibilité », elle s'applique beaucoup plus judicieusement à leur conformisme et à leur complaisance pour un pouvoir, dont ils sont devenus les larbins de plume et les crieurs publics rétribués.

Si l'Algérie d'avant le 1er novembre 1954 n'avait eu à son service que cette catégorie de phraseurs on peut être sûr qu'elle ne serait pas indépendante On peut être sûr aussi qui si les premiers hommes de la révolution étaient là, nous n'en serions jamais arrivés à ce degré de démission ; le nombre des adulateurs zélés, des flatteurs patentés et des inconditionnels de tout acabit serait plus restreint.

Alger Républicain, pour ne pas faire exception à cette règle d'or, s'accommode du projet de Constitution en déversant sa bile sur les partisans du tout ou rien. Quelle suite dans les idées ! On retrouve les mêmes slogans que ceux lancés contre les nationalistes au temps où *Benzine* en faisait partie. Le même *Benzine* ayant adhéré au P.CA. — c'est son droit et il n'est pas dans mes habitudes d'attaquer un homme sur ce point — reprend à son compte ces mêmes thèmes qui ont fait tant de mal à l'Algérie. Tout cela pour dire qu'on n'arrête pas le progrès de même qu'on ne change pas les poules en éperviers. Le même *Alger Républicain,* dont le courage politique n'a

jamais été pris en défaut, tombe à bras raccourcis sur le Gouvernement marocain au sujet de la répression qui a frappé les militants de l'U.N.F.P. mais il ne dit pas mot des divers complots montés par notre pouvoir.

Vérité en deçà, mensonge au-delà.

LE 26 AOUT

Le débat de l'Assemblée continue. N'ai pu lire que ce qu'« *Alger Républicain* » en a reproduit. Beaucoup de réserves mais aussi une incontestable majorité de oui... C'était prévisible. Nous l'aurons enfin ce régime présidentiel, mais il ne changera rien et tout continuera comme par le passé.

Les trois thèmes qui sont revenus dans presque toutes les interventions se rapportent au parti, au socialisme et à la Constitution elle-même.

En les parcourant, on constate sans plaisir que chaque orateur, en parlant sur les mêmes thèmes, exprime une pensée différente. Pas la moindre concordance : éparpillement, diversité. On ne saisit pas encore les lignes de force nets qui délimiteraient les bases d'un rassemblement.

Ce débat porte la marque évidente de l'inexpérience grave d'élus choisis de façon extravagante.

Les relents de la crise planent sur tout ce monde noyé dans des articles et des mots, alors que la réalité est ailleurs, lourde de menaces et étrangère à ce débat.

LE 27 AOUT

Je n'ai pu lire que ce matin les extraits de la Constitution reproduits par « Dépêche-Dimanche » du 25 août.

Benabdallah, le rapporteur, est dans le vrai quand il déclare imperturbablement : « Cette Constitution n'est ni présidentielle, ni parlementaire, c'est un régime constitutionnel de Gouvernement par le Parti ».

Remarquez que le peuple est absent de cet « alambic » d'où doit sortir son bonheur et sa stabilité. Il s'agit de voir pour savoir comment tous ces mots vont passer dans la pratique. C'est là un critère de leur valeur, si les mots ont jamais eu une valeur quelconque. Ce qui saute aux yeux c'est la confusion entre le peuple et le parti, le parti et l'avant-garde. Tout se ramène dans le fond au Président de la République, qui ressort seul auréolé, souverain suprême jouant le rôle et du parti et du peuple, intimement collés l'un à l'autre sans que l'on sache comment. Sur ce dernier point, il n'y a pas d'équivoque possible ; pour le reste, il faut avoir la patience d'attendre.

LE 29 AOUT

Enfin la Constitution est votée par 139 voix sur 195. Aucun amendement n'a été retenu. C'est à prendre ou à laisser. Il faut reconnaître qu'il y a là une victoire, peut-être bien à la Pyrrhus, mais tout de même une victoire.

Le P.R.S. est interdit. Ce n'était pas nécessaire.

Le P.P.A., comme un fantôme, renaît de ses cendres froides pour se manifester. Et pourquoi pas ?

L'avenir reste bouché, les solutions s'imposeront sans doute avec le temps. Il faut s'attendre d'ici peu à des vagues d'arrestations, la chasse aux sorcières, les complots. L'instrument légal entrant en jeu, d'ici peu nous serons préservés (sait-on jamais) des enlèvements et des disparitions : la besogne sera faite dans les règles.

Notre situation à Saïda prend forme. Elle n'est pas encore princière mais avec de la bonne volonté elle pourrait le devenir, le temps aidant. C'est une question d'optique et d'habitude.

DEBUT SEPTEMBRE

La Constitution est votée et le Président sera élu. A Saïda, par exemple, le vote sur le référendum a été des plus faciles. On a voté sans enthousiasme, dans certains bureaux sans isoloir, dans d'autres, sans carte d'électeurs. En lisant dans le journal que ce département a atteint un pourcentage élevé, je n'ai pas été du tout étonné.

Côté opposition : naissance du F.F.S. En même temps que le P.R.S., il a appelé à l'abstention laquelle n'a été notable qu'en Kabylie et dans le département de Sétif. C'est du moins ce que le pouvoir reconnaît.

A enregistrer la démission du mandat de député de *Aït Ahmed et de Belkacem Krim.* La situation, maintenant, est plus claire. D'autres députés qui ne faisaient pas jusqu'à ces derniers temps d'opposition, n'ont pas jugé le moment venu de se désister. Ça les regarde.

De son côte, le Gouvernement a subi quelques retouches, en larguant en pleine ascension trois de ses ministres : *Laroussi Khelifa, Francis, Khobzi*.

Certains, que je vois d'ici, doivent se gratter le ventre dans l'espoir d'un hypothétique avancement. D'autres plus patients attendent la formation du nouveau gouvernement ; ils font tout pour bien se placer au cas où, à la dernière minute, des concurrents plus astucieux surgiraient pour leur ravir les sièges qu'ils lorgnent déjà.

Pour en finir avec « *Alger Républicain* », qui tous ces derniers jours est entré en frénésie, je ne reprends que l'éditorial du 3 septembre à titre d'exemple. Ce journal devient plus royaliste que le roi lui-même. De temps à autre, on y relève des articles fort intéressants : l'étude de *Bachir Hadj Ali*, insérée dans le n° du 24 août, apporte d'une façon subtile beaucoup d'éléments positifs. L'éditorial en question s'intitule : « Dire la vérité ». Le journal y trouve sa voie ; une voie bien sinueuse et bien emberlificotée. D'une part il est dit que « dire la vérité est révolutionnaire » et un peu plus loin, dans la même foulée : « Ceci est vrai aussi en politique où la nécessité de détruire les arguments de l'ennemi peut pousser d'authentiques patriotes à masquer la réalité, avec la meilleure intention du monde. De bonne foi, on peut penser qu'il est préférable de cacher les faiblesses plutôt que de les exposer publiquement, laissant ainsi prise à l'ennemi. »

Toute la tirade est du même jet : ces dernières vérités, ces contradictions monstrueuses, sont noyées dans un verbiage visqueux semblable aux plantes vénéneuses dont il est

question dans le même éditorial, véritable image de la honte et de la bassesse de ce journal.

Je préfère m'arrêter là en ce qui concerne cet *Alger Républicain* dont les éditoriaux à l'occasion du référendum sont une véritable provocation. Quand on manque de courage, n'est-il pas plus indiqué de se taire ?

Pour nous rien de nouveau encore. Toujours le même système d'isolement, de surveillance, et cela depuis bientôt trois mois sans que Ton sache pourquoi. La veille du 4 septembre Ben Bella fait allusion à quatre opposants en ces termes : il n'y aura pas de grand procès (et à la place ?) seulement que ces gens nous laissent travailler (c'est à lui à nous laisser en paix, non !).

Nos avocats sont retournés d'où ils sont venus, faute d'avoir obtenu des permis de communiquer.

Ma femme courageusement bagarre contre un mur, avec les armes du bord.

Deuxième Partie

Après la Libration

La première partie de ce journal s'arrête à la date du 4 septembre. Mon intention était d'alerter le plus rapidement possible l'opinion nationale et internationale sur les conditions de notre séquestration et de dénoncer par ce témoignage les méthodes du Pouvoir actuel.

Dans la conclusion rédigée à SAIDA, j'analysais sommairement les causes de la situation actuelle de l'ALGERIE et j'indiquais quelques aspects de notre conception du Socialisme et les voies qui me paraissaient les meilleures pour sortir du marasme.

Les lenteurs d'édition furent telles que je fus libéré avant même que ce travail vit le jour. Depuis, des événements qui méritent aussi d'être commentés ont eu lieu et m'ont incité à compléter ce Journal.

Dans cette seconde partie je parlerai de la dernière période de ma séquestration, des conditions de ma libération et des développements récents de l'actualité politique algérienne.

Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui que le peuple algérien, passée la première année d'incertitude, est complètement revenu de toutes les promesses mensongères du « socialisme spécifique ». La patience a laissé la place à l'irritation, l'espoir à la déception, la bonne volonté et le silence conciliant que beaucoup interprétèrent comme une muette approbation ont disparu. Le peuple demande des comptes, il dresse un impitoyable constat de faillite. Ce malaise de plus en plus profond est perçu même par les observateurs les plus lointains, il atteint la presque totalité des

couches sociales : fellahs, ouvriers agricoles, chômeurs, ouvriers des villes, intellectuels honnêtes et courageux, artisans, ,npetits et moyens commerçants. Chacun se rend compte que ce n'est pas seulement de la « Bourgeoisie Nationale ni, à plus forte raison, des critiques de l'opposition de gauche — qui a eu le mérite de faire éclater au grand jour les contradictions internes du régime et de dévoiler ses tares, ses lacunes et ses manœuvres — que vient tout le mal », comme se plaisent à l'expliquer les tenants du Pouvoir et leurs alliés inconditionnels — en tête desquels nous trouvons les dirigeants du P.C.A.

Cette nouvelle phase du mécontentement que nous qualifierons d'activé, car il s'exprime par des accusations précises, mettant en cause, d'une façon globale les «autorités», ne permet plus à ceux qui, envers et contre tout, se refusent à reconnaître la vérité, de fuir leurs responsabilités.

Ceux-ci refusent farouchement de faire leur auto-critique, mieux, ils se rejettent les responsabilités dans toute affaire par trop scandaleuse, et continuent à user autocratiquement de dérobades honteuses ou d'argumentations simplistes, tendant à démontrer que ceux qui s'opposent à leur politique sont des réactionnaires, des conservateurs.

L'avenir de l'ALGERIE n'a que faire de cette dialectique spécieuse comme de ces clichés stéréotypés.

Le chômage, la misère, les injustices flagrantes, les privilèges criants ne peuvent être masqués. Ils opposent un

démenti catégorique et définitif aux partisan^ de ce soi-disant socialisme.

Nous le proclamons ici : socialistes nous sommes, et socialistes nous demeurerons car nous sommes convaincus que la voie socialiste est la seule capable de sortir notre pays de son sous-développement et de satisfaire les besoins fondamentaux de nos masses populaires.

L'idéologie socialiste répond parfaitement à nos aspirations profondes à plus de bien être et de justice, et à nos exigences de progrès dans tous les domaines. La perpétuation d'un régime personnel, antidémocratique, incapable, sans idéologie ni politique cohérente, pratiquant un empirisme non réaliste, est dangereuse car elle débouchera nécessairement sur une dictature au seul profit d'une caste de privilégiés, ces derniers reprenant à leur compte et après les colonialistes cette fois, l'exploitation cruelle de nos masses laborieuses. Il est significatif à cet égard de signaler qu'en fait de répartition équitable la seule qui ait été réalisée jusqu'à présent est celle de la misère et du chômage. Socialisme dans notre esprit ne signifie pas paupérisation de couches de plus en plus nombreuses de la population, mais relèvement du niveau de vie, du pouvoir d'achat, en commençant par les masses les plus déshéritées. Austérité ne signifie pas, pour nous, salaires de misère pour les ouvriers, mais contrôle rigoureux des dépenses de l'État, suppression du gaspillage et de la dilapidation des deniers publics. J'aurai l'occasion de préciser ma pensée sur la forme que doit revêtir une véritable politique socialiste dans la conclusion de cet ouvrage, je me bornerai donc, en attendant

et pour terminer ce tour d'horizon, à signaler l'existence de dangers venant de l'extérieur. L'ingérence étrangère dans nos affaires et son poids sur notre économie, et partant, sur notre orientation politique est flagrante. Il est aisé de dénoncer le néo-colonialisme, ses menées insidieuses, encore faut-il organiser notre pays en conséquences et lui tracer une voie claire au lieu de se limiter aux lamentations, aux professions de foi verbales. Or que va-t-il découler de la situation économique que connaît l'Algérie actuellement ?

Le pouvoir devra nécessairement faire appel aux capitaux étrangers et aux aides de toutes sortes pour faire face à des échéances de plus en plus rapprochées ; car la dilapidation des deniers publics s'accentuant, les besoins en argent se font plus pressants. Alors le pouvoir n'y regardera plus de si près et hypothéquera à jamais l'avenir du pays, si ce n'est déjà fait.

Ce bref aperçu de la dégradation de la situation telle que je l'ai constatée depuis ma libération vient confirmer la justesse de nos appréhensions au moment de l'indépendance.

Nous laisserons là, pour l'instant, l'actualité politique pour reprendre le journal de notre séquestration après le 4 septembre.

DU 4 AU 29 SEPTEMBRE

Notre vie à la Gendarmerie Nationale de Saïda sous la garde des gendarmes mobiles, se traînait, sans grand changement. Notre santé se rétablissait petit à petit. Notre régime était toujours le même.

Après la dernière grève de la faim nous n'espérions plus rien de ce pouvoir qui ne fait aucun cas de la liberté de l'homme et du respect de certaines valeurs.

Après le référendum sur la Constitution et 1'«élection» du Président de la République, les nouvelles ne faisaient état de rien d'autre que de voyages officiels, d'inaugurations multiples et de discours ministériels vantant les bienfaits et les réalisations miraculeuses du « socialisme spécifique ». Quant aux élections, si une enquête avait eu lieu à leur sujet, elle aurait certainement signalé que dans beaucoup de régions, la consultation n'avait suscité ni enthousiasme, ni empressement de la part des électeurs. En examinant attentivement les pourcentages officiels, on n'a aucun doute sur le truquage. Je ne cite que le cas de BARIKA où l'on avançait le pourcentage de 99 % de votants à l'élection présidentielle, alors que cette contrée des Hauts-Plateaux du fait de son étendue et de sa population rurale très dispersée n'avait jamais, de mémoire d'Algérien, voté dans une telle proportion et ne pouvait matériellement le faire. Les cas de ce genre sont trop nombreux pour être tous relevés ici.

En fait, jusqu'au 20 septembre, rien de sensationnel n'était venu troubler le train-train d'une existence dénuée de tout intérêt. Notre souci majeur était de nous faire une idée de la réalité à travers une presse trop conformiste ou les quelques bribes d'information diffusées par les radios étrangères. Les journaux de France : « Le Figaro », « L'Information », «L'Humanité» qu'on nous apportait de temps à autre ne pouvaient y suffire ; quant au « Monde », il ne franchissait pas

l'enceinte de la Gendarmerie gardée par des sentinelles débonnaires, visiblement excédées par un service auquel elles n'étaient pas préparées et qu'elles ne devaient pas accepter de gaîté de cœur selon toute apparence. La sympathie que nous manifestaient d'ailleurs ces anciens djounouds nous révélait leur répugnance à exercer cette surveillance et à perdre ainsi leur temps et leur jeunesse.

La prévenance que ces gardes nous ont souvent marquée m'a permis de constater avec joie que ces

jeunes Algériens se refusaient à nous considérer comme l'auraient voulu les consignes et les mensonges du pouvoir. Ces sentiments, ces marques de respect, cette gêne manifeste à notre vue me prouvaient que tous les espoirs restaient permis, le jour où tous ces hommes pourraient s'exprimer librement. Ils sont eux aussi les victimes d'un régime qui a fait de nous des séquestrés et d'eux des geôliers.

Le 20 septembre, l'escadron de gendarmerie affecté à notre surveillance était relevé et s'apprêtait à partir. Nous étions ce jour-là aux fenêtres donnant sur la route où étaient alignés les camions destinés au transport de la troupe. Il était huit heures du matin quand le convoi s'ébranla, les voitures légères des officiers en tête. A ce moment-là les jeunes soldats, bravant la consigne et exprimant enfin tout haut ce qu'ils devaient penser depuis longtemps en cachette, nous adressèrent en partant une surprenante ovation. Combien émouvante et significative cette explosion spontanée d'un au revoir crié par des dizaines de poitrines d'hommes debout dans leurs camions ponctuant les cris par des gestes au moment où

les camions défilaient devant nos fenêtres, dans un brouillard de poussière ! A ce spectacle inattendu, je pensai : « Adieu, nos frères de lutte, adieu compagnons de notre détention, adieu sentinelles qui avez passé des heures et des heures d'ennui aux postes de garde pendant les longues factions de service de cette surveillance stupide. S'il m'est arrivé de vous juger durement à certains moments, il ne me reste plus maintenant aucune rancœur, aucun doute sur vos sentiments. Vous auriez mieux servi ailleurs que dans ces formations armées dont notre pays n'a que faire. A bien y réfléchir, combien de milliers de ces bras valides, de ces énergies jeunes et saines se perdent encore dans de fastidieuses occupations sans intérêt aucun pour la reconstruction du pays ».

Au même instant, de l'autre côté du bâtiment, la cour de la caserne grouillait de mouvements des gendarmes venus d'Oran pour remplacer les partants. Durant toute la journée, les rassemblements succédaient aux rassemblements, les ordres aux imprécations rehaussées de jurons et ponctuées de cliquetis d'armes.

Comme après chaque changement, il allait nous falloir plusieurs jours pour déceler parmi notre nouvelle garde les hommes de bonne volonté, s'il s'en trouvait. Cette fois-ci, le contact s'avérait difficile, les arrivants se montraient réticents et évitaient notre approche. Je sus plus tard que des consignes formelles leur avaient été données, leur défendant de nous parler ; j'appris également que nos identités leur étaient soigneusement cachées. La seule explication fournie aux chefs de pelotons étaient qu'ils avaient affaire à des hommes

dangereux avec lesquels tout commerce était des plus compromettant. Tout s'expliquait en fin de compte et révélait éloquemment la peur du pouvoir de voir s'instaurer entre nous et notre nouvelle surveillance des relations dont les conséquences pourraient lui être fâcheuses.

DU 29 SEPTEMBRE AU 10 OCTOBRE

Quelques jours après, nous comprîmes clairement le sens de ces précautions excessives. En effet, le dimanche 30 septembre, les radios étrangères donnaient la nouvelle de la réunion tenue par Aït Ahmed et le Colonel *Mohand Ouelhadj* à TIZI-OUZOU au nom du Front des Forces Socialistes et où il était question de mettre bas le régime de BEN BELLA.

Le lendemain, toutes les radios se firent l'écho de cette nouvelle en signalant l'existence de maquis dans l'Algérois, en particulier dans l'Ouarsenis, à Médéa, dans la région de Téniet-El-Hâad et de Cherchell, sous les ordres du Commandant Lakhdar de l'ex-wilaya IV.

A partir de ce jour, nous étions littéralement collés à nos postes de radio pour suivre les événements. Je regrette de ne pouvoir détailler ici, jour par jour, la progression de cette crise, travail que je n'ai pu faire à cause de la vigilance énervante de nos gardes qui, dès le dimanche, furent nuit et jour en état d'alerte. Les postes de garde avaient été doublés et les armes en faisceaux d'un groupe d'intervention occupèrent une partie de la cour sous la surveillance d'une sentinelle armée, casquée, prête à donner l'alerte au moindre signal. Fait surprenant, la surveillance était concentrée sur les crêtes qui

dominaient la caserne à notre droite, comme si un danger imminent était à redouter de ce côté-là.

Nous ne comprenions pas grand chose à ces dispositions et suivions ces mouvements avec la plus grande anxiété, essayant de déceler dans un ordre, un mot, un geste, la signification de ce dispositif. Nous étions allés jusqu'à nous imaginer, tant ces mouvements étaient insolites, que notre garnison était peut-être sous la menace d'une attaque du côté des hauteurs sur lesquelles étaient braqués les regards des sentinelles et les canons des armes automatiques. Or il n'en était rien.

Du côté du F.F.S., après le discours de TIZI-OUZOU, d'autres réunions s'étaient tenues à Fort- National, à Djemâa-Sahridj, à Azazga, à Aïn El Ham-man (anciennement Michelet), à Beni-Henni et où avaient pris la parole : Aït Ahmed, Oussedik, Mou-rad, Hermouch Arezki, Ali Yahia et le Colonel Saddek.

La première réaction du « Gouvernement » fut, par la bouche de Ben Bella, la dénonciation de ce mouvement en des termes véhéments : Aït Ahmed fut déclaré un triste personnage et un aventurier, Mohand Ouelhadj destitué de son grade de colonel et remplacé par Saïd Abid à la tête de la 7e Région Militaire. La direction de l'Etat-Major fut confiée au Colonel Zbiri, ancien commandant de la wilaya 1 ; on pourrait presque dire, à quelque chose malheur est bon.

D'un côté comme de l'autre, les propos devenaient plus virulents, plus accusateurs sans que les menaces fussent mises à exécution.

Jusqu'au 10 octobre la tension monta, les insultes se mirent à pleuvoir, la radio d'Alger que je n'entendais que rarement n'échappait pas à ce nouveau style de dénigrement systématique et d'accusations gratuites. Personnellement, j'eus ma part d'injures ; mais depuis longtemps, l'habitude était prise, cela ne me touchait plus.

Parallèlement à ce conflit intérieur, la situation avec nos voisins marocains se détériorait dangereusement. Déjà, Ben Bella n'avait pas caché, au début de l'affaire du F.F.S., qu'aux frontières sahariennes la situation se dégradait et il avait accusé l'opposition intérieure de collusion avec l'étranger. L'argument était trop bien trouvé, le pouvoir s'en était saisi trop vite, pour qu'on ne pense pas au noyé qui aurait préparé à l'avance la planche de son salut. L'extraordinaire de cet imbroglio était cette coïncidence providentielle, cet arrangement des faits qui donnaient l'impression pénible d une orchestration préméditée.

Le Forum, de triste mémoire, redevenait ce lieu de prédilection à l'agitation hystérique. A deux reprises Ben Bella y prit la parole. La première fois pour stigmatiser l'opposition dans des termes orduriers, l'accusant de tous les maux dont souffre notre pays ; il n'omit pas de reprendre les thèmes de l'époque de Tlemcen pour tomber à bras raccourcis sur feu le G.P.R.A. et les turpitudes des gens de l'extérieur. Sa seconde tirade l'amena à accuser le Roi du Maroc d'être un criminel,

après quoi il décréta la mobilisation générale pour défendre nos frontières attaquées par surprise, selon ses dires.

Dans ce climat d'improvisations désordonnées, les dernières terres appartenant à des Français furent nationalisées. C'était du délire, de la grande mise en scène que cette atmosphère propice aux grandes décisions. Qui dirait mieux, qui ferait plus ? : Guerre à l'opposition, guerre aux Maroc, mobilisation générale et appel aux volontaires, nationalisation de plus d'un demi-million d'hectares. Aux dires des milieux proches des sphères dirigeantes, toutes ces mesures n'avaient jamais fait auparavant l'objet d'un examen sérieux ; les décisions n'avaient pas été prises par le Gouvernement, pas plus d'ailleurs que la nomination de Zbiri n'avait eu l'accord du Ministre de la Défense Nationale, à ce moment-là, en voyage officiel en U.R.S.S.

Toutes ces initiatives étaient improvisées sur l'heure par Ben Bella, uniquement pour faire de l'effet sur les masses, sans avis autorisé, ni travail préparatoire. Les acclamations nombreuses et nourries du Forum lui tenaient lieu de satisfecit même si-les mesures prises devaient déboucher sur Tin-connu. Peu lui importait que, dès le lendemain, des milliers de volontaires se présentent à des casernes où rien n'était préparé pour les prendre en charge ; peu lui importait également que des centaines de fermes, dès l'annonce des nationalisations se trouvent dans une situation d'incertitude ou d'abandon, en pleine période des récoltes.

Je ne sais où j'ai relevé ces paroles prêtées à CHE GUEVARA lors de son séjour en Algérie : « Ici l'anarchie

même est révolutionnaire ». On ne peut mettre en doute la compétence, en matière de révolution, d'un homme de la trempe du Che. Si l'on exclut l'hypothèse d'une boutade subtile, on peut expliquer cette réflexion par référence à une certaine phase de la Révolution Cubaine, car si dans certains cas l'anarchie peut être révolutionnaire, ce n'est pas ce que l'on constate dans l'Algérie actuelle. On peut très bien admettre une espèce de politique empirique très souple, refusant des schémas par trop rigides, procédant par tâtonnement, qui serait en mesure de donner des réponses approximatives à des problèmes concrets et urgents : cet empirisme pourrait avoir une certaine efficacité dans une période transitoire de courte durée, à la condition expresse que les solutions apportées répondent à une situation réelle. Ceux qui appliquent cette politique « collent » à la réalité de leur pays et possèdent une formation politique, une doctrine et une stratégie révolutionnaire. Dans cette hypothèse, on peut prévoir un bouillonnement créateur ayant un côté anarchique, mais qui sera révolutionnaire parce qu'animé par l'esprit d'initiative, de recherche scientifique, de responsabilité. Il est certains que l'organisation, l'effort ordonné, la mobilisation consciente des masses et de leurs avants-gardes, la discipline révolutionnaire sont les seuls moyens véritables de l'entreprise révolutionnaire, surtout dans la mesure où l'on veut transformer de fond en comble la société. Révolution signifie avant tout réflexion profonde, pensée cohérente, lucidité, le tout mis au service de la pratique. La dialectique entre la théorie et la pratique ne peut trouver sa véritable expression que par le recours à l'expérience, à une organisation sérieuse et

au dialogue permanent entre les masses et la direction. Alors il n'y a plus de place pour l'anarchie et l'improvisation, pas plus, qu'il n'y en a pour la discipline bureaucratique.

Pour en revenir à notre propos, ici l'anarchie c'est le désordre, l'absence de coordination, la désorganisation, le manque d'étude des décisions, le manque de contrôle quant à leur application. Ainsi des mesures d'une importance capitale, aux conséquences énormes, sont prises dans l'euphorie des meetings sans préparation aucune et de ce fait sont forcément vouées à l'échec le plus désastreux.

A ce sujet, il n'y a pas longtemps, j'ai eu une discussion avec un membre important du Parti Communiste Algérien, à propos des mesures démagogiques et souvent inopérantes que ses camarades qualifient pompeusement de décisions historiques, irréversibles, etc.. Il m'expliqua alors le sens « profond », de cette option en ces termes : « Pour nous, Communistes, le seul fait que Ben Bella se proclame socialiste, même si ses décisions à lui ne s'insèrent dans aucun plan de transformation efficace, nous engage à le soutenir car nous considérons que dans cette voie, tôt ou tard, il sera obligé de tenir ses promesses ou il disparaîtra sous la poussée des masses impatientes de profiter des bienfaits de ces mesures. »

A ma question de savoir si eux, communistes, se rendent compte que dans l'attente de cette échéance, le pays désorganisé risque de sombrer dans l'anarchie, et que, face à cette situation, le meilleur socialisme pourrait se révéler incapable d'opérer un redressement rapide, que la voie socialiste elle-même pourrait être mise en doute par ces

mêmes masses qu'ils refusent obstinément d'éclairer sur ce que peut être le véritable socialisme, mon interlocuteur me répondit en reprenant à son compte les thèmes de la propagande officielle : « la situation est bonne, le mécontentement est passager et sans fondement et par conséquent il n'y a rien à craindre ». Attendons donc !

DU 11 AU 25 OCTOBRE

Tout ceci nous éloigne de notre récit. Les trois pensionnaires de la gendarmerie de Saïda poursuivaient leur existence de séquestrés. Jusqu'au 11 octobre les positions du F.F.S. et du Pouvoir restaient inchangées.

Durant les dix jours qui avaient suivi le meeting de TIZI-OUZOU, le duel n'avait pas dépassé le cadre des déclarations : le F.F.S. déniait toute légitimité au Pouvoir qu'il accusait d'être dictatorial en dénonçant son faux socialisme ; le pouvoir traitait l'opposition de contre-révolutionnaire, de réactionnaire et d'aventuriste.

Dans cette joute oratoire, « Alger Républicain », non content de son rôle de supporter infatué, se fit

en la circonstance l'inspirateur du pouvoir en lui conseillant de s'adresser directement aux masses, ce qui amena ce pouvoir à organiser des meetings un peu partout pour, ce qu'il appela, dénoncer le « travail criminel de division entrepris par le F.F.S. ».

Le 10 ou 11 octobre, des troupes de l'A.N.P. avaient pénétré en Haute-Kabylie. C'était prévisible et sans grande portée car toute la question était de savoir si les populations de

ces régions étaient pour l'une ou pour l'autre partie. Le véritable rapport de force dépendait avant tout de cette donnée. Le même soir, Ben Bella donna une conférence de presse où il annonça la fin de la sédition et l'imminence de l'arrestation d'Ait Ahmed et de Mohand Ouelhadj.

Nous suivions par radio le développement de cette seconde phase du conflit. Nous éprouvions le besoin impérieux de coller à cette réalité nationale pour la cause de laquelle nous étions devenus en quelque sorte des otages sans défense, tout désignés à la fureur d'un régime capable de tout. L'attente ne fut pas longue. Le 11 octobre, à la tombée de la nuit, un groupe de militaires de l'A.N.P. envahit nos locaux, l'air martial, accompagné du commandant de gendarmerie de Saïda. Ce dernier, sur un ton péremptoire nous intima l'ordre de rassembler nos affaires en vitesse. « Vous allez faire mouvement » ordonna-t-il sans plus d'explication.

Nous avions pris l'habitude de ces déplacements-surprises et des mines de circonstance dont ils étaient assortis. Nous avions si peu à emporter que, faire nos paquets nous prit fort peu de temps ; un quart d'heure après, escortés de ces militaires, nous quittâmes les lieux. Deux voitures légères nous attendaient dans la cour : l'une réservée à mes compa gnons, et l'autre à moi-même. J'y pris place, à l'arrière, encadré de deux jeunes militaires silencieux, bien accrochés à leurs mitraillettes, l'air soupçonneux ; un troisième se glissa derrière le volant et nous partîmes.

La nuit, quoique sans lune, était assez claire, pas assez cependant pour me permettre de découvrir sur les bornes

kilométriques ou les panneaux de signalisation des indications capables de m'informer de notre direction. Le chauffeur prenait d'ailleurs la précaution d'emprunter des voies secondaires et éteignait les lumières à chaque embranchement. Las de scruter lés abords de la route, je reportais mon attention sur le ciel étoile et pus, grâce à l'étoile polaire, supposer que nous allions vers le Nord-Ouest. La végétation alentour le confirma.

Deux heures après notre départ, nous abordâmes un grand croisement où de grands panneaux signalaient différentes directions, dont celle de Sidi-Bel-Abbès. Nous prîmes à gauche; laissant sur notre droite Sidi-Bel-Abbès, traversâmes un village aux maisons basses, complètement désert et pénétrâmes après quelques kilomètres, par une porte cochère, dans une cour flanquée d'une grande bâtisse blanche à trois étages. Dans l'obscurité, des tenues kaki allaient et venaient. J'attendais dans la voiture en compagnie de mes gardiens toujours silencieux et figés dans une immobilité cadavérique. Après un moment, sur un ordre venant de l'extérieur, les portières arrières s'ouvrirent pour me livrer passage. Immédiatement je fus conduit au premier étage de grande, aux persiennes métalliques cadenassées. Pour tout mobilier, un lit bas « déglingué », portant un vieux matelas et deux couvertures « Made in Bulgaria », une table et une chaise. Il y faisait particu l'immeuble dans une chambre poussiéreuse, assez lièrement froid, de ce froid humide propre aux demeures laissées longtemps à l'abandon. Comme après chaque changement de ce genre, je n'étais d'humeur ni à me reposer, ni à faire quoi que ce soit avant d'avoir une

explication sur ce nouvel épisode. Je frappai à la porte et me mis à arpenter nerveusement cet espace réduit. Peu après, un militaire d'une trentaine d'années, lourd de mouvement, ouvrit la porte et me demanda de lui remettre tout ce que je possédais comme matériel tranchant. La chose ne se passa pas facilement et des quelques explications, arrachées à grand peine à mon interlocuteur, je compris que j'étais placé sous le régime de l'isolement et de la haute surveillance. J'ignorais si j'étais seul ou si d'autres infortunés partageaient avec moi le même sort. Le préposé, du non de Mabrouk, bourru et avare d'explications ne m'apprit rien d'autres.

Au fil des jours et des découvertes, j'appris que je n'étais pas seul dans cette immense bâtisse et qu'en plus de mes anciens compagnons il y en avait d'autres. Un matin en me rendant aux lavabos je rencontrai Mohamed Ben Ahmed, l'ex-Commandant Moussa ; un autre jour, je reconnus dans la cour Salah Boubnider, l'ex-Colonel de la wilaya II plus connu sous le nom de *Saout-el-Arab* et dont il a déjà été question dans la première partie de ce journal.

Le lendemain de mon arrivée en ces lieux, j'écrivis la lettre suivante aux autorités sous les ordres desquelles j'étais placé.

Le 12 octobre 1963

Mohamed Boudiaf, en séquestration à X...

Depuis hier soir, séparé de mes ex-compagnons, Je me trouve en un lieu que je ne peux situer, soumis à un régime de complet isolement. Le personnel chargé de la surveillance donne l'impression de n'avoir reçu aucune instruction concernant ledit régime si ce n'est que je dois demeurer nuit et jour enfermé dans une chambre aux volets cadenasses. Il ressort de ce changement que l'arbitraire dont je suis l'objet depuis bientôt quatre mois, ne fait que continuer et se durcir.

Pour ces raisons et à défaut de précisions sur ma nouvelle situation, laquelle doit répondre à certaines conditions inhérentes au respect de la personne humaine et aux droits imprescriptibles de tout citoyen, j'entreprendrai de nouveau une grève de la faim pour signifier encore une fois, mon refus de me plier à un déni de justice des plus flagrants.

Signature.

Le lendemain, je reçus un drap usagé et l'autorisation de sortir dans la cour pour une promenade d'une heure le matin, et une autre l'après-midi. Saout-el-Arab, à l'exception des autres, eut droit à une heure seulement de promenade le matin.

Cette mince concession mise à part,, le régime ne changea pas, mais je ne fis pas la grève car trois jours après, je fus obligé de garder le lit, terrassé par une forte grippe. A ma demande instante, un médecin me rendit visite et me prescrivit un traitement que je ne pus suivre, faute d'infirmier.

En dehors des promenades quotidiennes, le même traitement resta en vigueur. Le droit à la lecture de la presse se limita à un quotidien algérien, le plus souvent la « République Algérienne » paraissant à Oran, une ou deux fois remplacé par « Alger Républicain ». C'est peu comme source d'informations. Les radios étrangères après les mesures d'expulsion de bon nombre de leurs envoyés par le Pouvoir offraient moins d'intérêt pour un prisonnier qui ne disposait d'aucune autre source d'information.

Cependant le conflit avec le Maroc alimentait les émissions des radios marocaine et algérienne, lancées dans un duel polémique d'une rare violence, au moment où de durs combats se déroulaient aux frontières entre des frères que tout aurait dû destiner à s'entraider, plutôt qu'à se déchirer. Que ceux qui, d'un côté comme de l'autre, sont à l'origine de cette tuerie sachent que l'histoire et les générations futures ne leur pardonneront jamais ce crime inqualifiable. Quant à la radio algérienne, imitée par la radio marocaine, il faut noter

l'introduction dans ses émissions d'un style nouveau d'information qui constitue une insulte à nos traditions et en particulier à notre sens du respect. Que serions-nous sans ces valeurs dont nous nous sommes de tout temps réclamés : *la fierté*, le courage, la tolérance, le sens de la mesure, le respect du voisin, le culte de la vérité. Comment accepter de tomber au rang de la vulgarité en faisant flèche de tout bois, pourvu qu'on salisse l'autre ? Combien de théoriciens de l'action psychologique, de la propagande hystérique ont-ils déchanté depuis le jour où ils s'étaient crus capables de modeler, à force de slogans mensongers et de bourrage de crâne, les destinées humaines. Toute entreprise de cette nature tendant à rabaisser l'homme pour en faire un instrument, en dehors des résultats douteux que l'on peut obtenir, n'est dans le fond qu'une perversion de l'esprit, d'autant plus dangereuse qu'elle s'adresse à des masses non averties. L'extraordinaire dans ce domaine, particulièrement pour notre radio dite nationale qui a excellé dès le premier jour à cette guerre des ondes, c'est cette abondance de matières de propagande, cette ampleur de la campagne qui, pour le moins, restent suspectes.

En ce qui concernait la crise intérieure, le manque total d'informations sur ce sujet m'obligeait à des supputations dans le genre : « Puisque la direction du F.F.S., par son porte-parole, Aït Ahmed, a déclaré que le combat revêtirait la forme de guérilla, par conséquent, même si les troupes de l'A.N.P. ont pénétré dans les plus importantes localités de la région en utilisant les axes routiers, le problème n'est pas pour autant résolu. Que se passe-t-il dans cette région montagneuse,

comme dans les autres où des groupes de maquisards avaient été signalés ?

Est-ce qu'une contagion va suivre dans d'autres parties du territoire ?

Quels sont les sentiments des populations rurales et à qui va leur sympathie ?

Quel est le moral des troupes des deux camps et leur comportement à l'égard des populations ? »

Impuissant à trouver des réponses à toutes ces questions, je m'acharnais du matin au soir à balayer le tableau de mon poste à transistors dans l'espoir d'un élément d'appréciation susceptible de m'éclairer. Rien de semblable ne se produisit jusqu'à la nuit du 25 octobre où la radio annonça la nouvelle de l'arrangement survenu entre l'opposition et le pouvoir et la libération imminente des détenus politiques. Je ne m'y attendais pas, il faut l'avouer, mais comme j'ignorais tout de ces événements précipités je me contentai de prendre note du ton réjoui de la déclaration où il était question, après les insultes et les condamnations, d'union retrouvée, de fraternité et de compréhension toujours possibles.

Le lendemain, vers neuf heures, un capitaine de l'A.N.P. vint me voir pour m'annoncer que le soir nous prenions la route pour Alger. Il n'en savait pas plus, mais dès le matin l'isolement fut levé et, le reste de la journée, les six «détenus» que nous étions au total purent passer l'après-midi ensemble. Le sixième était le député *Boualem Oussedik*, arrêté à TIZI-OUZOU et incarcéré depuis. Pour *Saout-El-Arab*, son

enlèvement s'était effectué à Alger en pleine ville, boulevard Abbane Ramdane par le Commando Ousmer-Hamadache. Ce dernier nommé, d'après les signalements qui m'en ont été donnés, est certainement le personnage qui avait assisté à mon enlèvement. Ben Ahmed avait été pour sa part kidnappé à Oran au Café EL WIDAD à quelques mètres de son magasin par une brigade volante dépêchée d'Alger à cet effet. Aucun des six n'avait été présenté à une autorité judiciaire ; aucun ne connaissait le motif de son rapt.

Le reste de la journée se passa en discussions, chacun racontait les conditions dans lesquelles il avait été appréhendé ainsi que les différents lieux de ses séjours avant de se trouver avec les autres à Palissy [17] où nous étions alors. Approximativement je ne m'étais pas trop trompé d'orientation.

Le soir du même jour, exactement à vingt heures, accompagnés du Capitaine venu le matin et d'une escorte de soldats, nous prîmes la route d'Alger où nous arrivâmes vers deux heures du matin. Le siège de la Gendarmerie nous fut assigné pour la deuxième fois comme lieu de résidence où nous passâmes le restant de la nuit.

Le lendemain 26 octobre je reçus pour la première fois la visite d'un parent qui m'informa que Ben Bella, qui l'avait reçu la veille, me faisait savoir qu'il était disposé à me libérer si je consentais à quitter le territoire national pour la Suisse. Je refusai catégoriquement une telle offre. Le lundi suivant, 28 octobre, un autre intermédiaire me fit la même proposition, à

[17] Palissy, petite localité située à 17 kilomètres à l'ouest de Sidi-Bel-Abbès sur la route menant à Tlemcen.

son tour refusée. Ce jour même, Allouache, Ben Younès et Oussedik furent libérés après que les deux premiers, sur ordre de la Présidence, aient eu l'insigne honneur d'une entrevue avec Ben Bella qui, d'après ce qu'ils en dirent, leur annonça la libération en leur donnant l'avertissement « de ne plus se trouver sur son chemin ». Le même soir, un gradé de la Gendarmerie nous changea de lieu de détention, nous faisant monter du rez-de-chaussée au troisième où chacun fut placé à part, dans une chambre avec la consigne donnée aux sentinelles de nous empêcher de communiquer.

L'incohérence des directives, la stupidité révoltante se mêlaient à l'acharnement gratuit mis à nous humilier, à l'incapacité de s'organiser, et à la peur panique de l'éventualité d'une évasion.

Pendant le séjour à la Gendarmerie, ma femme eut l'autorisation de me rendre visite ; autorisation retirée, rétablie et souvent laissée à l'appréciation de soùs-ordres de la Gendarmerie qui, selon leur humeur, leur intelligence ou leur bêtise, acceptaient ou refusaient de la laisser passer.

Excédés par tant de tracasseries, nous décidâmes le 8 novembre d'entamer une grève de la faim pour protester contre notre séquestration et les brimades dont nous étions continuellement l'objet. Cette grève dura jusqu'au 12, date à laquelle on consentit finalement à faire cesser l'isolement et à accorder le droit de visite aux familles. En ce qui me concerne, on me signifia verbalement que bientôt je serais acheminé sur la Suisse, autrement dit expulsé du territoire national ; la date même en avait été fixée au 17 novembre. Puisqu'il y avait là

un acte d'autorité je n'avais plus qu'à attendre la suite des événements. J'ignorais tout à fait quelle serait la façon dont allait s'y prendre le pouvoir pour expulser un citoyen de son pays, et comment les autorités helvétiques s'arrangeraient pour légaliser cette mesure inique, elles qui sont si pointilleuses sur les principes de la proverbiale neutralité suisse.

Dans l'après-midi du samedi 16 novembre, les membres de ma famille défilèrent à la Gendarmerie pour les derniers adieux. Il ne me restait plus qu'une nuit à passer avant de prendre le chemin de l'exil conformément aux décisions de ce gouvernement algérien et de son Président de la République.

Le Commandant Mohamed Ben Ahmed ayant été élargi 48 heures auparavant, je restais donc avec Saout-el-Arab que j'avais rejoint dans sa chambre pour passer un moment ensemble en attendant l'heure du sommeil. Nous n'eûmes pas longtemps à attendre. Quelques minutes à peine après que mon dernier visiteur eût franchi le portail de la Gendarmerie, un gradé de ce corps se présenta et demanda à Saout-el-Arab de se préparer à partir. Nous étions en plein suspense car, à mon tour, je fus convié à faire de même après le départ de mon dernier compagnon.

Il était environ vingt et une heures trente quand, à bord d'une « 404e», accompagné de Frettal, l'ex-Préfet de Police d'Alger, je fus ramené chez moi à la surprise de ma famille qui ne s'attendait pas à me revoir de sitôt. C'est ainsi que je recouvris la liberté, de la même façon qu'une certaine matinée du 21 juin, je l'avais perdue.

Le lendemain, je remis à la presse le communiqué ci-après:

A l'occasion de ma libération, après bientôt cinq mois de séquestration, je tiens à déclarer que toutes les accusations infamantes et contradictoires portées à mon encontre pour justifier mon enlèvement du 21 juin relèvent toutes de la plus pure fantaisie. S'il en fallait une preuve, ma libération n'en est-elle pas par elle-même une suffisante ?

Par ailleurs, si mon communiqué ne comporte « aucune prise de position politique, la raison majeure en revient uniquement à mon manque d'informations sur la situation.

Pour finir, je remercie tous Ceux qui, durant cette épreuve, n'ont épargné aucun moyen pour prendre ma défense et les assure de ma reconnaissance.

Fait à ALGER, le 17 novembre 1963.

Au terme de ce récit qui relate les péripéties d'une séquestration de presque cinq mois, dont quarante-deux jours de grève de la faim, d'une libération aussi insolite que l'enlèvement qui en a été l'origine, n'est-on pas en droit de se demander où va un régime capable de traiter des citoyens de la sorte et surtout : où va l'Algérie ?

Sans risque de nous tromper, nous pouvons affirmer qu'elle va vers la dictature. En effet, quand un système a recours à de pareils expédients pour museler une opposition, il ne peut manquer à plus ou moins long terme, de se transformer progressivement en une dictature aboutissement auquel le conduit aussi une politique qui fait fi de la liberté et des droits des citoyens.

Le recours aux complots et aux accusations monstrueuses montées de toutes pièces, ne résoud absolument rien. La pratique des enlèvements, des tortures, a de tout temps été la marque de l'impuissance et de l'incapacité. Rien ne viendra à bout de la volonté ferme des militants révolutionnaires de ramener l'Algérie à sa vocation de liberté et dans les voies de sa véritable libération, par une politique hardie, claire et efficace, au lieu du cercle vicieux dans lequel l'a enfermée le «socialisme spécifique» du Gouvernement actuel. Celui-ci parvenu au pouvoir à la faveur d'une politique de passe-passe semble croire que l'on peut indéfiniment tromper le peuple et le monde entier. Ce qui se fait et ce qui se pratique est loin des promesses alléchantes et des slogans démagogiques. La réalité nationale algérienne ne laisse plus le moindre doute sur la faillite d'une politique qui ne résiste aux coups de béliers du mécontentement profond de nos masses que par l'apport de capitaux extérieurs. Or, un pays qui ne s'est pas donné à temps des structures et une forme d'organisation lui permettant de se passer rapidement de l'aide étrangère ne peut pas se relever. L'importance de l'élaboration d'une politique adéquate, l'existence d'organisations nationales valables, d'un pouvoir incontesté s'appuyant sur le peuple, sont autant de facteurs qui n'existent pas en Algérie qui voit, à chaque échéance, s'éloigner la perspective du redressement.

Le pouvoir poussé à bout par sa dynamique opportuniste et démagogique ne fait qu'aggraver une situation qu'il a créé et dont il est devenu le prisonnier-Comment comprendre autrement ce glissement vertigineux vers

l'inconnu qui lui fait accumuler les erreurs et les improvisations les moins heureuses.

En revoyant cette dernière période, trois questions méritent ici un développement : le conflit avec le Maroc, le Front des Forces Socialistes, le prochain Congrès.

LE CONFLIT AVEC LE MAROC

On a peine à croire qu'il y a eu affrontement armé et que la guerre avec le Maroc soit devenue une réalité. Rien en effet ne laissait présager d'aussi tragiques événements entre deux peuples dont le rapprochement, les aspirations communes valent, à n'en pas douter, mieux que quelques dunes et rocailles même si ces dernières recouvrent des richesses minières fabuleuses. Des vies humaines ont été sacrifiées, des sommes folles ont été gaspillées dans un combat sans gloire, dénué de sens. Les raisons qui ont été avancées, de part et d'autre, pour justifier ce gâchis nous paraissent peu convaincantes.

Je verse au dossier un témoignage vécu. Au printemps 1956, lors du voyage en Espagne de feu le roi du Maroc Mohammed V, la question du tracé des frontières algéro-marocaines fut soulevée avec la délégation algérienne, composée à l'époque du Docteur Lamine Debaghine et de Ben Bella.

La même année, alors que j'étais au Maroc, à chaque entrevue que j'ai eue avec le monarque marocain, mon attention était attirée sur l'importance de ce problème. Les différents G.P.RA., comme en témoigne le protbcole d'accord

signé par Ferhat Abbas, ont eu à débattre de ce différend que le gouvernement marocain n'a jamais manqué de signaler aux responsables algériens. Après notre libération et les fêtes grandioses de Rabat, à l'occasion des deux réunions tenues avec les membres du gouvernement chérifien, ce problème a été l'objet, disons le nœud, des discussions. Lors de la seconde réunion, le roi Hassan II exposa son point de vue à peu près en ces termes : « En tant que souverain de ce pays, les devoirs de ma charge m'imposent de vous rappeler avec insistance la question de la rectification de nos frontières. Mis à part le caractère de mon pouvoir qui ne peut souffrir la moindre faiblesse sur les questions touchant au patrimoine national dont je suis le gardien et le défenseur, cette obligation m'est faite par une opposition de plus en plus insistante et irréductible sur ce point. A cet effet, continua-t-il, je propose la constitution d'une commission de techniciens qui aura la charge de trouver les meilleures voies à une solution juste et équitable ; soit par la discussion en vue d'une rectification territoriale, soit par un accord économique plus large qui nous fera dépasser la question sous cette forme. » La réponse du G.P.R.A., en présence de dix de ses membres dont Ben Bella, fut faite par Benkhedda qui déclara en substance : « Tant que l'Algérie n'est pas installée dans son indépendance et n'a pas un gouvernement définitif, il est plus indiqué de surseoir à la solution de ce problème. »

Au début du mois de juillet 1962, avant de quitter Tunis, le G.P.R.A. reçut le ministre marocain Alaoui porteur d'une note écrite du roi Hassan II sur ce même sujet. Depuis que l'Algérie a « son gouvernement définitif » pour reprendre

les propres termes de Benkhedda, à combien de reprises le gouvernement marocain est-il revenu sur cette question ? Six, au dire des Marocains.

Si l'on doit juger d'après ce témoignage, le litige n'est ni nouveau, ni aussi passionné qu'on a bien voulu le faire croire, et des deux côtés les voies de la négociation restaient ouvertes.

Par quel retournement de situation en est-on arrivé de façon si brusque aux coups de canons et au massacre d'innocents ?

Je ne pense pas me tromper en affirmant que ce conflit a été créé de toutes pièces. C'est une grossièremanœuvre de diversion dont les buts étaient de détourner, du moins pour un temps, l'attention des masses mécontentes des échecs de la politique intérieure, de mobiliser le peuple autour du pouvoir établi en faisant appel aux sentiments patriotiques et par là même d'escamoter les problèmes de fond et de mettre dans une situation difficile l'opposition au régime dont l'influence sur les masses ne cessait d'augmenter.

Que l'on se rappelle en effet la vague de répression qui s'est abattue tant au Maroc qu'en Algérie sur les opposants ; ces arrestations ne produisirent pas les effets escomptés, ne purent bloquer l'action de l'opposition, mais au contraire, la relancèrent en élargissant son audience.

En Algérie, cette action prit une forme plus dangereuse pour le pouvoir avec la création du F.F.S. et son appel à la lutte armée. La guerre des frontières éclata

curieusement à propos. La manœuvre est vieille comme le monde et une fois de plus elle a été couronnée de succès.

Sans aller jusqu'à situer la responsabilité de l'un où l'autre des partenaires dans le déclenchement du conflit, nous nous contenterons de souligner que les deux régimes ont su en tirer profit pour tenter de se renforcer sur le plan interne. Au cas où il y aurait eu provocation de la part des Algériens, nous pouvons constater que les dirigeants marocains n'ont rien fait pour empêcher cette affaire de prendre l'ampleur que l'on sait. Par une exploitation habile du conflit, ils ont su d'une part rallier l'opposition de droite, d'autre part liquider l'opposition de gauche trop compromise par ses alliances avec le régime de Ben Bella. Ce dernier, quant à lui, plaça le F.F.S. devant l'alternative : ou continuer la lutte armée et être accusé de trahison, ou composer avec le pouvoir, ce qui, dans la conjoncture algérienne de l'époque, pouvait être considéré comme un succès pour ce dernier. C'est d'ailleurs cette dernière solution qui a prévalu. A cet égard, la précipitation vers Bamako, après l'échec des tentatives de médiations précédentes, s'explique, si l'on veut bien considérer qu'elle intervenait immédiatement après la déclaration d'accord avec le F.F.S.. La tension aux frontières n'avait plus de raison d'être. Il est significatif que le changement de ton à l'égard de l'adversaire marocain coïncide avec le changement de ton vis-à-vis de l'opposition algérienne. Tout ceci nous pousse évidemment à rejeter toutes les autres raisons avancées pour justifier la guerre avec le Maroc. Ainsi tout a été mis en œuvre pour la présenter comme une véritable croisade pour la cause du Socialisme et de la lutte anti-impérialiste.

Certes, le régime de Ben Bella constitue une menace réelle pour la monarchie marocaine, non par sa politique socialiste, mais par son instabilité. Il est toujours très désagréable d'avoir à ses frontières un régime peu stable et démagogue, d'autant plus qu'avec la confusion qui y règne, il n'est guère possible de prévoir dans quel sens se fera l'évolution, et à qui échoiera le pouvoir finalement. Pourtant qui n'a pas entendu ânonner qu'il s'agissait avant tout d'un conflit politique entre un régime monarchique rétrograde et un socialisme justicier ? A-t-on cru un seul instant qu'à l'appel de Radio-Alger et des membres du gouvernement revêtus de treillis de circonstance, les masses marocaines allaient marcher sur le palais royal et destituer le roi ? Il n'en est rien évidemment, car si on voulait tellement servir la cause du socialisme au Maghreb et en Afrique, on ne le pouvait qu'en présentant aux peuples de ces pays un bilan indiscutable de réalisations concrètes au profit des masses laborieuses. C'est la seule manière de prouver l'efficacité de l'option socialiste dans la réalisation des aspirations populaires. Mais il y a loin de la parole aux actes. Une fois de plus, c'est aux classes laborieuses et à leur avant-garde, et à elles seules, qu'il appartient de lutter pour l'édification socialiste dans leur propre pays. L'U.N.F.P. a fait les frais de cette opération. En soutenant Ben Bella, soutien que nous avons d'ailleurs qualifié d'erreur stratégique, cette force démocratique et progressiste, aux objectifs limités, a cru que celui-ci pouvait l'aider dans son action. Ben Bella, par l'ampleur même qu'il a donné au conflit a aidé à la liquidation de l'U.N.F.P. Hassan II a saisi la perche au vol et a pu ainsi justifier les arrestations de l'été. On peut dire que dans

cette pénible affaire, les intérêts d'Hassan II et de Ben Bella ont convergé et que le dernier n'a pas hésité à sacrifier l'U.N.F.P. pour tenter de venir à bout de sa propre opposition. En bref, la guerre algéro-marocaine a été bien loin de servir la cause du progrès en Afrique du Nord. Si l'on en voulait encore une preuve, il suffit de souligner que l'homme vedette du règlement du conflit a été l'empereur Haïlé Sélassié qui a réalisé à peu de frais une magnifique opération-prestige — il n'est d'ailleurs pas le seul.

Il importe maintenant, notre opinion étant faite sur les véritables raisons du conflit, d'essayer de tirer les conséquences de cette aventure.

Premièrement, le litige frontalier n'a pas encore trouvé d'issue et à tout moment la querelle peut être ranimée. Comme nous l'avons vu, ce problème n'est pas nouveau, mais sa solution est devenue plus difficile. L'unité du Maghreb, au moins sur le plan économique, aurait apporté une issue et liquidé les germes de désordre hérités de la colonisation. Ses perspectives s'éloignent. La rupture entre les deux pays est consommée. La création d'un climat passionnel, les insultes, non seulement entre les dirigeants, mais surtout entre les masses encore sensibles au particularisme et au nationalisme creusent un fossé qu'il sera difficile de combler. Je mets l'accent sur cette exploitation criminelle de la mentalité maghrébine encore prompte à réagir sentimentalement, à cause de son tempérament fougueux, de son caractère de fierté et de son manque d'une réelle prise de conscience de classe. Cette affaire n'a fait en définitive que renforcer les

antagonismes et retarder pour une longue période toute possibilité de dialogue fructueux dans l'intérêt des masses laborieuses de nos deux pays.

Deuxièmement, ce conflit ne pouvait servir qu'aux interventions extérieures. Qui dit guerre suppose armement, munitions et techniciens. Comme nos deux pays ne disposent ni de manufactures d'armes, ni d'usines de munitions, l'aide extérieure se serait imposée d'elle-même aux conditions qu'elle aurait exigées. A quoi bon, dans ce cas, avoir lutté contre l'occupation étrangère, à quoi bon continuer à le faire contre l'existence de bases militaires, si l'on doit à la première occasion se lier les mains et introduire un nouveau genre de domination par la présence sur notre sol d'armements et d'officiers étrangers.

Troisièmement, la manœuvre de diversion semble avoir réussi puisque l'action de l'opposition a été bloquée, et celle-ci est à nouveau divisée. Mais les problèmes intérieurs demeurent, le mécontentement populaire, un instant détourné, subsiste et se fait de jour en jour plus fort.

Dans les chapitres qui suivent, nous revenons plus en détail sur ce dernier aspect.

LE FRONT DES FORCES SOCIALISTES (F.F.S.)

J'ai appris la naissance de ce mouvement alors que j'étais encore enfermé à Saïda. J'ai suivi de loin, par manque d'informations, son évolution depuis le 29 septembre, date des meetings de Tizi-Ouzou, jusqu'à la déclaration du 25 octobre diffusée par la radio, au terme de l'accord réalisé entre le

gouvernement et l'opposition. Depuis ma libération, je me suis efforcé de combler mes lacunes en la matière pour mieux me pénétrer de ce qu'il en était au juste.

Je n'ai pu m'empêcher de songer à l'accord du 2 août 1962 et à la valeur que l'on doit accorder aux engagements d'un clan, uniquement intéressé par son maintien au pouvoir.

Ce que j'ai pu savoir m'amène à réflexions dans l'espoir de tirer des événements quelques enseignements utiles aux forces de gauche. Je refuse de me faire le juge de qui que ce soit et me borne, en conséquence, à donner mon point de vue sur cette phase de la recherche des bases d'une opposition efficace qui n'aurait plus à souffrir des avatars de la division et des scissions. L'expérience du F.F.S. peut être inscrite dans le cadre des essais, ou plus exactement des tentatives de l'opposition de répondre au profond besoin de changement qui anime les masses. Il est indiscutable que dans ce débat, le premier objectif à atteindre reste l'élaboration d'un programme clair susceptible de présenter une solution de rechange et de garantir une ligne politique cohérente à l'abri des fluctuations et des interprétations possibles et souvent malveillantes.

Dans une déclaration reproduite par « Le Monde » du 25 juin 1963, je considérais « qu'une crise répétant, mais en sens inverse, celle qui a opposé le groupe de Tlemcen à l'ancien G.P.RA., verrait se reconstituer autour d'une équipe rivale de l'équipe actuelle, une coalition qui comprendrait d'abord une partie des opposants actuels, puis une quantité d'attentistes, puis enfin un grand nombre de transfuges. Mais à quoi cela conduirait-il sinon à plus de désordre et de

confusion?» Car, quand on parle d'opposition, il convient de différencier les nombreux opposants dont les motivations sont souvent contradictoires et pour beaucoup douteuses. Il en est qui, pour avoir occupé des responsabilités dans le passé, se croient investis du droit au pouvoir, alors que leur compétence passée ou présente ne justifie pas de telles prétentions. Il est une autre catégorie de revanchards dont l'horizon se limite à assouvir des vengeances personnelles, ou des ambitieux qui ne visent que le commandement. Il y a aussi l'opposition des anciens nantis, dépossédés de la totalité ou d'une partie de leurs biens. On peut citer d'autres cas d'opposants, sans épuiser pour autant le problème. Par contre il existe une opposition véritable et un ensemble de militants consciencieux dont les raisons et le but sont l'édification d'un socialisme authentique, autrement sérieux et objectif que ce qui se fait de nos jours. Une opposition de gauche et révolutionnaire n'a pas le droit de ne pas se déterminer sur les bases d'un programme et de ne pas se méfier des opposants circonstanciels et intéressés.

Le F.F.S. ne donne pas l'impression d'avoir donné la priorité à la définition idéologique, ni de s'être prémuni au départ contre certaines influences de féodalités dont les objectifs sont équivoques. Même si la cristallisation qui lui donna naissance fut précipitée par les événements, cela ne se justifie pas.

L'échec du F.F.S. ne peut s'expliquer autrement, car toute force qui n'a pas lé courage de se démarquer, d'une part du pouvoir et de l'autre des forces douteuses, subira le même

sort. Il est temps de tirer les enseignements de ces expériences pour ne pas avoir à subir de nouveaux échecs.

La courte existence du F.F.S. a démontré, en premier lieu, que le pouvoir n'est pas invulnérable et que la poussée des masses se fait d'autant plus sérieuse qu'elle trouve un catalyseur capable de l'orienter et de l'animer pour en faire une force.

La deuxième constatation aboutit à la nécessité d'un programme et d'un plan d'organisation dans le but de regrouper toutes les élites révolutionnaires et progressistes au sein d'une formation structurée, disciplinée et active.

La troisième constatation est le refus total d'alliances avec les vieilles féodalités et toute la gamme des héros fatigués, des revanchards, des ambitieux dont le but est uniquement la soif du pouvoir.

En définitive, le problème fondamental qui reste toujours posé à l'Algérie n'est-il pas de trouver la meilleure voie du socialisme dans ce pays dont l'originalité, les caractéristiques économiques, le degré de prise de conscience des masses appellent d'une part un option définitive et de l'autre un cheminement intelligent, répondant à une progression étudiée, répudiant démagogie et précipitation et écartant la gabegie et le bureaucratisme ruineux.

Si elle ne recherche pas cette clarification indispensable, toute opposition risque de sombrer dans le travers qu'elle combat, et même si elle parvient au pouvoir, périra du même mal que ceux qu'elle aura détrônés.

Il devient patent que la situation actuelle ne peut durer. Le devoir de l'opposition est de veiller à ce que la mutation se fasse dans la clarté, avec la participation des éléments les plus conscients et, à travers eux, de toutes les couches sociales les plus aptes à construire le socialisme.

LE CONGRES DU F.L.N.

On est en droit d'affirmer d'emblée que ce congrès décidé par le régime, s'il se tient, ne peut, dans le meilleur des cas, que servir ses promoteurs. La composition de la commission chargée de sa prépa- ration est suffisamment explicite. D'ores et déjà on peut douter de l'efficacité de ses décisions et de ses capacités à remédier aux échecs d'une politique dont ses membres sont les premiers responsables. Les problèmes de l'Algérie d'aujourd'hui débordent largement le cadre d'un F.L.N. embryonnaire et bureaucratique, pour ne pas dire inexistant. Si par extraordinaire, ledit congrès doit faire appel à d'autres participants, il aurait été plus indiqué que la commission préparatoire en soit équitablement le reflet.

La dernière réunion de Tripoli, dont continuent à se réclamer les gens au pouvoir, avait décidé la tenue d'un congrès du F.L.N. pour la fin de l'année 1962. Ce congrès aurait eu à discuter du parti, de sa direction, de son idéologie et de son rôle dans la vie de la nation. Les rapports avec l'État et les organisations nationales : Syndicats, Armée, Jeunes, etc. y auraient été obligatoirement définis. Un tel parti organisé, structuré, vivant, ayant un programme, débarrassé des parasites et des contre-révolutionnaires, constitué d'authentiques socialistes, aurait pu envisager un congrès pour

faire le bilan d'une ou de deux années de gestion, apporter les modifications nécessaires, rectifier les erreurs ; les participants à ce congrès auraient été démocratiquement désignés par une base réelle, organisée, engagée dans la vie du pays, ayant partagé l'expérience des masses et s'étant nourrie sur le terrain. Un tel congrès aurait été souverain et personne n'aurait trouvé à y redire. Mais la vérité est tout autre ; la crise de l'été 1962, la course au pouvoir a bouleversé l'ordre de ces dispositions et aujourd'hui ceux-là même qui ont rendu impossible la tenue d'un congrès, en reprennent l'idée comme si de rien n'était.

La question qui vient immédiatement à l'esprit est de savoir pourquoi ce congrès et pourquoi maintenant ?

Il n'était pourtant pas nécessaire de recourir à cette procédure quand on sait que depuis le coup de force de Tlemcen, tout se légitime en partant de ce fameux « rendez-vous ». Ceci retenu, il faut chercher plus loin les raisons de cette hâte de tenir un congrès plus d'une fois différé.

Il y a la situation dramatique du pays où le mécontentement a atteint la cote d'alerte. Pour s'en faire une idée, que l'on songe à la désorganisation totale de tous les circuits économiques, à la faillite menaçante du secteur dit socialiste et autogéré, à l'aggravation du chômage et à l'incapacité de la machine d'État enlisée dans le désordre et la bureaucratie. L'épreuve de force engagée par le F.F.S. contre le pouvoir n'est qu'une manifestation du mécontentement populaire contre cet état de choses. Le régime, qui a pu contourner ce premier obstacle, s'est rendu compte du peu de solidité de ses assises, et aussi que la moindre secousse peut le

mettre en péril. La décision de tenir ce congrès, bien qu'elle ait été une des questions négociées avec l'opposition, n'en constitue pas moins une manœuvre pour répondre à l'impatience d'un large secteur de militants soucieux de l'avenir et à la méfiance d'une opinion nationale de plus en plus réticente à souscrire positivement à la politique actuelle. Que peut-on attendre dans ces conditions de ce congrès ? Peut-il marquer un tournant dans la vie politique algérienne ? Peut-il être le point de départ d'un redressement ?

L'hypothèse la plus vraisemblable est que ce congrès sera exclusivement celui des gens au pouvoir, de ceux du « rendez-vous » de Tlemcen, avec quelques absents cependant. Pour donner un quelconque résultat, le congrès devrait faire une critique complète du régime, constater la catastrophe actuelle, situer les responsabilités. Comment pourrait-il le faire sans condamner ses propres promoteurs. Ces derniers devraient en toute logique se démettre après avoir établi ce contrat de faillite. Cela semble bien improbable car la convocation de ce congrès est justement l'ultime manœuvre du pouvoir pour se maintenir ; aussi peut-on s'attendre à un congrès qui entérinera, au nom de sa prétendue représentativité, la politique actuelle, qui votera peut-être un beau programme et certainement de grandes résolutions de principe, qui condamnera la bourgeoisie, les ennemis de l'extérieur et ceux de l'intérieur...

Une autre hypothèse est aussi à retenir, le pouvoir pourrait renouveler ses méthodes et opérer d'une façon plus intelligente. En effet, il est impossible de continuer à nier les

échecs de la politique gouvernementale, de cacher certains faits connus de tous — malhonnêtetés, injustice, mauvaise gestion, dilapidation, compromissions en tout genres de ministres au pouvoir — comme il est impossible de continuer à justifier les échecs en invoquant la malveillance des puissances étrangères, le mauvais œil de l'opposition ou la mauvaise volonté des bourgeois. Alors plutôt que de se faire harakiri, le pouvoir choisirait en son sein quelques boucs émissaires, qui seraient immolés sur la place publique, qui seraient chargés de tous les maux, et ainsi il sauvegarderait l'essentiel. Ceux qui auraient réalisé l'épuration passeraient pour les révolutionnaires authentiques. Cela pourrait créer une nouvelle bouffée d'espoir, chez quelques militants qui sont restés en dehors du pouvoir, donner un os à ronger aux masses impatientes.

Cette opération ne peut que reculer l'échéance, tout au plus de quelques mois ; en aucun cas elle ne pourra arrêter la dégringolade et cela pour deux raisons.

La première est que le pouvoir ne peut être rectifié par l'élimination de quelques individus, le tournant pris à Tlemcen et dont le prochain congrès ne sera qu'un méandre supplémentaire, est à l'origine de toutes les incohérences, de toutes les lacunes. Le pays venait à peine de sortir d'un cauchemar de plus de sept ans, la situation dans tous les domaines était grave, mais le peuple était uni, enthousiaste, prêt à engager la bataille de la paix ; le potentiel révolutionnaire était réel, les perspectives exaltantes ; le clan de Tlemcen dans sa course au pouvoir a détruit

l'enthousiasme, démobilisé les militants, sapé l'organisation, dilapidé des "possibilités réelles tant sur le plan interne qu'externe. La révolution a été bloquée, d'autres méthodes, un personnel nouveau, d'autres critères de valeur ont été introduits. Aujourd'hui on ne s'étonne plus de trouver les collaborateurs d'hier aux postes de commande, les opportunistes aux ministères, les éternels intrigants et arrivistes à tous les échelons de l'appareil : du parti, de l'État ou de l'administration. C'est tout le système, toute la politique suivie depuis un an et demi qui sont en jeu, et non quelques hommes. L'expérience a d'ailleurs montré que les épurations qui ont précédé n'ont rien changé.

Il y a une deuxième raison : ce congrès ne suscite aucun intérêt chez les masses, car elles n'y seront représentées ni démocratiquement ni sentimentalement. Pour elles c'est un congrès d'inconnus, de gens qui sont apparus sur la scène politique après l'indépendance, elles n'y retrouvent pas les hommes qui, au moment du danger, étaient les éléments dynamiques et qui avaient sû gagner leur confiance. Ces militants nationalistes qui ont tout sacrifié pendant de nombreuses années ont été écartés, d'autre sont venus qui se disent les guides des masses et qui, hier, étaient indifférents ou hostiles à la lutte de tout un peuple. Et cela est incompréhensible pour elles. C'est là une des raisons fondamentales pour lesquelles ce congrès, quelles que puissent être ses décisions, n'intéressera pas les masses.

Dans les conditions actuelles pour les militants révolutionnaires à défaut d'un congrès d'authentiques

Socialistes, un congrès d'authentiques combattants de la lutte nationale aurait eu quelques chances de réussir. De quelque façon que l'on prenne ce problème, ce qui apparaît le plus clairement c'est que l'on en revient toujours au coup de force de Tlemcen. Toute solution politique des problèmes du pays remettra en cause nécessairement ce moment. La seule chance de l'Algérie se trouve indéniablement à l'extérieur du régime et repose sur les révolutionnaires qui se sont gardés des compromissions ou qui ont compris, après une courte expérience, que la voie valable passé par la confrontation entre toutes les avant-gardes du pays dans un cadre de liberté et d'honnêtes discussions. Il est temps pour ceux des militants qui espèrent toujours en ce pouvoir ou qui croient encore que la lutte de l'intérieur est efficace de revenir de cette illusion.

Tout bien pesé, ce ne sont ni les militants, ni les bonnes volontés, ni les bras valides qui font défaut à l'Algérie. Ce qui lui manque c'est une politique, une équipe honnête et homogène au pouvoir, un parti d'avant-garde, des syndicats puissants, une administration complètement rénovée et appropriée, une armée adéquate ; en un mot, tout ce qui manque à ce régime.

La réalisation de ces objectifs dépend dans un premier temps du regroupement de ces militants révolutionnaires avant que tout soit perdu. Dans cette course de vitesse, il est du devoir de tous ceux qui placent au-dessus de tout l'intérêt supérieur de la patrie et du socialisme véritable de sortir de leur réserve pour se prononcer sans équivoque. Il leur appartient aussi tout en renonçant à la critique négative de ne

plus se laisser entamer par les intimidations et les menaces, et de préparer en commun une confrontation où seront débattus tous les problèmes depuis la crise. A partir d'une critique constructive et sans passion, s'amorceront : l'élabération d'un programme, l'édification d'un parti solide, la définition de son rôle dans la nation ainsi que celui de l'armée et des autres organisations nationales, en un mot, tout ce qui permettra un sursaut national, qui donnera un coup d'arrêt à la dangereuse glissade vers la catastrophe, en provoquant un choc psychologique qui créera les conditions d'un renouveau.

Dans la troisième partie de cet ouvrage nous avons jugé urgent de soumettre à tous les militants et à l'opinion nationale un ensemble de problème pour les éclairer sur nos perspectives, tout en leur démontrant que le socialisme scientifique ne peut, en aucune façon, être assimilé à la politique boiteuse et sans fondement du pouvoir d'Alger.

Troisième Partie

Perspectives

Le journal de ma captivité m'a fourni l'occasion de dénoncer l'arbitraire et les contradictions de l'actuel gouvernement algérien. Je n'ai pu qu'analyser succinctement les principaux événements de l'actualité. J'aurais conscience de faillir à mon devoir de militant si je n'essayais pas de préciser mon opinion sur la cause des malheurs qui frappent notre patrie, si je ne tentais pas d'indiquer quelle voie suivre pour sortir de l'impasse. C'est ce que je vais faire dans cette troisième partie, sans prétendre pour autant offrir une solution miraculeuse. Ma seule ambition est d'aider à la réflexion politique des militants qui ne jugent pas le socialisme réalisé lorsque leurs ambitions personnelles sont satisfaites.

Certains critiques me reprocheront peut-être le caractère général de certaines de mes propositions. C'est qu'à mon avis l'essentiel, pour l'heure, est de définir clairement *quels principes généraux* doivent inspirer notre action, *quels objectifs* il nous faut atteindre à tout prix, *quelles méthodes politiques* peuvent nous y conduire à coup sûr. Depuis l'indépendance, l'équipe au pouvoir a surtout insisté sur les aspects « spécifiques » de son socialisme, sur les fastes de son « castrisme » sans marxisme. On peut voir les résultats de ce bel empirisme ! Il est urgent de changer, d'affirmer ouvertement que notre modèle est le socialisme scientifique, dont nous devons déterminer seulement les conditions d'application à l'Algérie. Et, une fois fixée l'orientation générale qu'il faut imprimer à notre pays, la *forme* précise des mesures à adopter dépendra beaucoup de la situation concrète à laquelle nous devrons faire face : l'avenir d'un pays

révolutionnaire se définit dans la pratique quotidienne de son gouvernement, de son administration, de son peuple.

Un des éléments essentiels de toute situation révolutionnaire est le degré de conscience de la masse du peuple. Tenant compte de ce fait, j'ai mis l'accent — et peut-être me le reprochera-t-on aussi — sur l'aspect *politique* des problèmes actuels et futurs de notre patrie. On a insisté jusqu'ici, avec raison évidemment, sur le sous-développement de l'Algérie. Mais cette juste constatation a amené beaucoup de ceux qui se penchent avec sollicitude sur notre avenir à n'envisager que les mesures *techniques* qu'il nous faudra adopter pour moderniser notre pays ; trop influencés, dans bien des cas, par les universités des métropoles colonialistes, ces « conseillers » verraient volontiers l'Algérie future entre les mains de spécialistes éclairés, planifiants et pontifiants. Pourtant, le socialisme ne s'est jamais réduit à une simple politique rationnelle. Les décisions techniques nous sont imposées par les conditions objectives existant en Algérie, par la quantité de ses ressources comme par la somme des retards légués par le colonialisme. Il n'est pas exagéré d'affirmer que les mesures les plus radicales du gouvernement le plus révolutionnaire de l'Algérie n'auraient pas en elles-mêmes de caractère socialiste, du fait même de cette réalité nationale qui ne dépend pas de nos efforts. C'est seulement le rythme d'application des décisions techniques, c'est seulement la façon dont elles sont comprises, appliquées et finalement, décidées par les masses qui peut déterminer l'aspect socialiste ou capitaliste d'une orientation. En d'autres termes, le but à atteindre est *l'organisation et la formation révolutionnaire des*

travailleurs des villes et des campagnes. Si nous atteignons cet objectif politique, nous parviendrons à une véritable efficacité économique.

Ce préambule était destiné à prévenir certains malentendus. Il faut maintenant passer au vif du sujet et chercher d'abord à apprécier ce qu'est exactement l'actuel gouvernement de l'Algérie.

Les convulsions du pouvoir

A la veille de l'indépendance, l'Algérie était à la fois plus apte et moins bien préparée que d'autres pays aux tâches d'une édification socialiste. Plus apte, parce que la guerre pour l'indépendance avait remué toutes les couches du peuple, détruit l'influence du colonialisme sur les consciences, habitué chacun à comprendre que son sort dépendait de sa propre action. Moins préparée parce que l'affreuse misère et l'inculture de la majorité de nos frères les empêchaient de trouver facilement le moyen de traduire en termes politiques leur volonté révolutionnaire latente. Un encadrement politique leur était nécessaire — et cet encadrement faisait défaut. L'Algérie est un pays sans traditions d'activité politique, et jamais les organisations patriotiques, P.P.A. - M.T.L.D. compris, n'ont joué le rôle d'éducateur qui incombe à un parti authentique. Le F.L.N. n'a pu remplir cette tâche : les meilleurs de ses militants sont rapidement tombés dans la lutte et, très vite, sa direction extérieure a davantage cherché les succès diplomatiques que la formation d'une avant-garde politiquement consciente. La discipline stricte, les rivalités des

féodalités ont empêché le développement politique du Front, où pourtant existaient par centaines des militants capables.

Pour toutes ces raisons, après la signature des accords d'Évian, la seule attitude correcte consistait à accélérer une discussion politique en vue de la rédaction d'un programme sérieux, qui permette aux différentes tendances existant au sein du F.L.N. de se différencier politiquement, indépendamment des luttes de clans. Il fallait respecter les organisations, qui avaient conquis le droit à l'existence au cours de la guerre, tout en dépassant leurs limites par la sélection rigoureuse qu'implique un véritable débat politique. Tout cela était possible, car c'était souhaité par le peuple, comme l'ont montré tous les événements de l'été 62. Sans doute, aurait-il fallu tolérer quelques piétinements, mener les débats avec patience, surmonter par la discussion les hésitations de certains devant la définition d'une orientation révolutionnaire. Mais ces minces difficultés ne valaient-elles pas mieux que la dispersion de l'avant-garde du pays et la démoralisation de milliers d'Algériens ?

Malgré ces évidences, que percevait quiconque ayant tant soit peu participé à la vie du F.L.N., la libération des prisonniers fut le départ d'une course effrénée vers le pouvoir. Ce n'est pas le lieu de revenir ici sur ce qu'a été le « coup de Tlemcen ». Il est utile par contre de souligner les conséquences de ce complot sans principe :

1 — Mené à deux doigts de la guerre civile générale, le peuple algérien a connu une déception qui a signifié un blocage momentané de la révolution. Pour un temps, les masses ont

adopté une attitude de neutralité entre les camps en présence. C'est pour cette raison qu'elles ont toléré l'arrivée de Ben Bella au pouvoir.

2 —'Les militants du F.L.N. ont été dressés les uns

contre les autres, combattants de l'intérieur contre djounoud des frontières, partisans ou adversaires du groupe de Tlemcen, etc.. Des dizaines de cadres éprouvés ont sombré dans la démoralisation.

3 — Le précédent a été établi de l'intervention dans

les affaires publiques d'une armée qui n'agit en la circonstance que comme un corps militaire discipliné.

4 — Le gouvernement est tombé entre les mains

d'une équipe que soudaient seulement les compromissions du pouvoir. Qu'y avait-il de commun en effet entre Ben Bella, Ferhat Abbas, et Tewfi El Madani ? D'origine sociale et de formation politique différentes, ils ne pouvaient prétendre définir une orientation, mais, tout au plus, exprimer, à force de virevoltes, la moyenne de leurs options et de leurs appétits opposés. La « Charte de Tripoli » était trop générale et trop imprécise pour servir de lien idéologique entre ces hommes.

Tel était le pouvoir chargé de donner du travail et du pain à l'Algérie, de résister aux pressions néo-colonialistes de l'étranger, de mobiliser le peuple pour le socialisme ! Il est bon de souligner, à cet endroit de l'exposé, la responsabilité personnelle de Ben Bella dans toute cette affaire lamentable : il a été le rassembleur de toutes les forces politiques et sociales

qui voulaient faire de l'Algérie indépendante une profitable affaire privée. L'homme a montré qu'il était capable de bien des revirements ; mais en politique, chacun demeure le produit de ses actes.

Toujours, celui qui a organisé le coup de Tlemcen restera marqué par les responsabilités qu'il a prises alors.

Les premiers mois du nouveau pouvoir furent l'illustration de l'impuissance du gouvernement à agir efficacement, dans quelque domaine que ce soit.

Ses méthodes étaient caractéristiques de sa coupure d'avec le pays : partout où aurait été nécessaire une action suivie et patiente, faisant appel à l'organisation permanente des travailleurs, on lança des actions sporadiques, des campagnes dont l'aspect spectaculaire masquait mal l'efficacité plus que relative. A des degrés 4ivers, la campagne des labours ou la campagne des petits cireurs, même si elles apportaient quelque amélioration à certains aspects de la situation, ne pouvaient faire oublier la désorganisation persistante des structures agricoles du pays, ni le sort lamentable de l'ensemble de la jeunesse, privée de débouchés. Pour quel motif, autre que la démagogie, les avoir présentées comme des victoires historiques ?

Symptômatique également était l'attitude du gouvernement vis-à-vis du peuple : on lui reconnaissait le droit de venir, dans des meetings, applaudir les discours pleins de promesses de ses « dirigeants » mais on lui refusait celui de se rassembler dans les douars ou les quartiers pour constituer

des cellules de base qui auraient permis une action efficace et démocratique. Ainsi les élections municipales furent-elles constamment ajournées. Certains diront qu'un pays sous-développé ne peut se payer le luxe de la démocratie. Comme s'il s'agissait ici des fastes d'un parlementarisme à l'européenne — dont d'ailleurs, l'Assemblée Algérienne copie bien des défauts ! Il s'agissait seulement de se baser sur le soutien direct et permanent de la majorité de la population. Mais agir ainsi aurait fait courir, à un pouvoir qui s était imposé au peuple, le risque de voir s'exprimer des critiques et des oppositions qui auraient ruiné sa stabilité. Que les sceptiques se rappellent le sort réservé, en janvier 1963, à l'U.G.TA. : tout le mouvement syndical décapité parce qu'il refusait de céder. Au même moment, le parti qui devait sortir du F.L.N. était constitué, en dehors de toute politique, par la désignation des responsables « du sommet à la base ».

Au cours des premiers mois de 1963, la situation de l'Algérie empira à l'extrême : malgré une apparente reprise des activités économiques, sensible surtout dans les grands centres comme Alger, le chômage sévissait partout, dans les campagnes notamment ; malgré les limitations des traitements des fonctionnaires, la corruption, le népotisme, s'étendaient à l'administration. Une catastrophe menaçait, qui aurait mis le pays à la merci des colonialistes français. C'est pendant cette période que se développa et aboutit *le vaste mouvement d'occupation des terres de colonisation* qui contraignit le gouvernement à adopter, en mars et avril, une série de décrets nationalisant et remettant à des comités de gestion les biens

laissés vacants par le départ des Français, expropriant les exploiteurs les plus scandaleux (par exemple, Borgeaud).

Depuis cette date, l'instauration de l'autogestion est devenue, dans la propagande gouvernementale, un des plus beaux titres de gloire de Ben Bella, une des raisons essentielles du ralliement que Ton propose aux opposants socialistes. Il est donc utile de voir d'un peu plus près la réalité:

Voyons d'abord quelle est la signification sociale générale du mouvement vers l'autogestion. Les colons français s'étaient approprié les meilleures terres qu'ils exploitaient grâce à une main-d'œuvre algérienne, permanente ou saisonnière. Lorsque survint la grande fuite de l'été 1962, la mise en culture des biens vacants devint une *nécessité de vie ou de mort* pour tous les paysans qui vivaient de leur travail sur ces terres. Ils ne pouvaient attendre les décisions venues d'en haut, du ministère de l'Agriculture ou du Bureau des Biens Vacants. C'est pourquoi, dès l'été 62, apparurent dans toutes les régions les premiers comités de gestion, spontanément créés par les travailleurs. Ceux-ci s'attaquèrent même à des terres encore occupées, soit par des Français, soit par certains profiteurs algériens, qui avaient acheté des propriétés aux colons français dès la signature des accords d'Évian. Le Gouvernement fut amené à promulguer une loi annulant les ventes et achats conclus avant son arrivée au pouvoir. Mais au fur et à mesure que la situation économique menaçait d'empirer encore, la revendication des fellahs, simple revendication de travail au début, devenait Urfé exigence de

transformation du régime de propriété. Expropriation des gros colons français ou algériens, collectivisation de toutes les terres vacantes, généralisation du système des comités de gestion : telles étaient les revendications essentielles des paysans. S'il ne les avait pas satisfaites, au moins partiellement, le gouvernement se serait trouvé en face d'un mécontentement gigantesque, qui aurait menacé sa propre existence.

La vérité est donc que la naissance du secteur agricole autogéré est le résultat d'un mouvement populaire en profondeur que le pouvoir a seulement cherché à canaliser. C'est un facteur d'optimisme pour tous les révolutionnaires que de constater qu'après tant de souffrances et tant de déceptions, les paysans algériens des anciennes terres de colonisation ont eu la force d'imposer un nouveau départ à la révolution.

Dès la fin de l'été 62, des initiatives avaient été prises en divers endroits. Dans le Cheliff, des comités de gestion étaient mis en place sur l'initiative de militants de l'U.G.T.A.. Dans les limites du Constantinois et de la Kabylie, les paysans occupaient les terres accaparées par des trafiquants algériens. On ne soulignera jamais assez le rôle décisif joué par les militants de l'U.G.TA. dans la préparation de ce mouvement (dès cette époque d'ailleurs, une «commission de l'autogestion» existait au sein de la centrale). Regrouper ces militants, liés aux masses, en faire les dirigeants nationaux d'une révolution agraire immédiate aurait été la tâche de révolutionnaires soucieux de constituer un parti d'avant-garde.

Au lieu de cela, le pouvoir n'a pensé qu'à « mettre au pas » les syndicats.

Il est important, pour comprendre la nature des rapports de forces en Algérie, de souligner aussi que les décrets officiels sur l'autogestion sont moins une initiative gouvernementale qu'une réponse approximative à une demande des masses. Certains commentateurs, plus ou moins officieux, ont expliqué depuis que cela n'avait guère d'importance et qu'il fallait retenir seulement la facilité avec laquelle Ben Bella avait répondu à la pression paysanne (nous passons ici sur les références à Cuba, nécessaires à ce genre de « démonstration »). En fait, lorsqu'on rétablit le déroulement exact des faits, on s'aperçoit que les décrets de mars-avril, s'ils ont dans certaines régions représenté un stimulant pour les paysans, ont été plus généralement l'occasion d'une intervention administrative généralisée dans les comités de gestion : dans bien des cas, la nomination du directeur ou l'élection des comités ont permis aux divers pouvoirs locaux d'imposer, contre la volonté des paysans-travailleurs, leurs créatures à des postes dirigeants et rémunérateurs.

Le printemps 1963 a ainsi marqué un tournant dans l'évolution de l'Algérie. Les contradictions de l'équipe de Tlemcen ont éclaté au grand jour. En l'espace de quelques semaines, Khider a été démis des fonctions de secrétaire général du Parti — et Ben Bella a dépassé toutes les critiques de l'opposition en traitant de « racaille » les cadres recrutés jusque là. Ferhat Abbas et d'anciens U.D.M.A. ont pris leur distance, avant d'être éliminés totalement de leurs

responsabilités ; le gouvernement a été remanié à plusieurs reprises. Privé de ses alliés de la veille, sans bénéficier pour autant d'un soutien actif de la majorité du peuple, Ben Bella a dû se résoudre à une double série d'actions :

— la fuite en avant, par l'accumulation des nationalisations improvisées. La plupart se justifient pleinement dans leur principe, mais, effectuées sans préparation préalable, sans - installation de structures d'accueil, elles perdent ou risquent de perdre toute efficacité technique et peuvent conduire au chaos économique. Certaines ont d'ailleurs été de pures et simples spoliations à l'encontre de petits commerçants, artisans ou propriétaires, qui sont victimes de règlement de comptes locaux.

— La concentration du pouvoir entre les mains d'un nombre restreint d'hommes. Cette accentuation de la dictature est nécessaire à la survie du gouvernement qui, soumis à des pressions contradictoires, n'a de ressources éventuelles que dans la centralisation rigoureuse de l'appareil d'État. La Constitution, hâtivement votée et plébiscitée, résume parfaitement cette tendance : aucune place n'y est prévue pour les organismes de base, les collectivités locales, les organisations de masse ; tout le pouvoir est réservé à un Parti, monstrueusement élevé au rang de puissance absolue, à un Parti qui n'existe guère et qui ne pourra, dans ces conditions, que se confondre avec l'administration et servir de repaire aux arrivistes de tous bois.

La convocation des congrès divers (congrès du secteur socialiste, congrès des ouvriers, congrès du F.L.N.) n'infirme

pas le caractère anti-démocratique de l'État. Il ne suffit pas d'amener de tel douar ou de telle ferme des délégués soigneusement encadrés de « responsable » pour pouvoir se targuer ensuite de démocratie. Quelle part peuvent prendre aux débats le fellah et l'ouvrier qui n'ont pas été préparés par une pratique quotidienne à connaître et à décider, d'abord des problèmes locaux et régionaux, ensuite des problèmes nationaux.

Le pire de cette mascarade est qu'elle risque de déconsidérer le socialisme aux yeux des masses. Les travailleurs algériens ne connaissent pas la signification théorique des mots, mais ils jugent leur portée pratique ; jusqu'ici le socialisme de Ben Bella a été pour eux, beaucoup de promesses, du chômage, de la misère, des injustices criantes. Craignons que demain, un raisonnement simpliste ne les amène à refuser un socialisme aussi « spécifique », et à suivre n'importe quel démagogue.

Il faut conclure sur ce point et donner du régime actuel de l'Algérie une caractérisation aussi exacte que possible. Beaucoup d'hommes de bonne volonté admettent sans hésiter les critiques du type de celles que je viens de formuler. Mais ils hésitent à en tirer des conclusions, car ils sont frappés de la « popularité » de Ben Bella et n'imaginent pas « comment le remplacer ». Précisons donc la vraie nature de cet « appui populaire ». Reconnaissons d'abord qu'il est une part de vérité dans cette constatation : la démagogie n'est jamais totalement inopérante et ceux des Algériens qui ont profité du nouveau régime le reconnaissent pour leur. Mais leur nombre est

restreint. Dans le secteur d'autogestion, que Ton veut nous présenter comme plein de gratitude pour Je pouvoir, la majorité des travailleurs manifeste une attitude revendicative, comme l'a montré le congrès des paysans. En dehors de cette branche relativement privilégiée, le mécontentement est général, sensible même au voyageur de passage. Les grèves ou les manifestations, fréquentes depuis quelques semaines, en témoignent indiscutablement. En fait, notre peuple ne semble soutenir le régime que parce qu'il n'a, pour le moment, aucun autre choix qui lui soit proposé par une opposition dynamique et sérieuse. L'exploitation des sentiments patriotiques lors du conflit avec le Maroc a pu faire illusion ; elle n'a pas enrégimenté pour autant les masses algériennes dans le camp des inconditionnels.

Et c'est parce que, malgré ses vantardises, il ne dispose d'aucun appui que le pouvoir actuel a pris la forme dictatoriale qui est une de ses caractéristiques essentielles. Les agissements de polices parallèles, les emprisonnements et les tortures de militants n'ont jamais été un signe de force pour quelque Il est d'ailleurs certain que le pouvoir a été constamment obligé de tenir compte, en apparence au moins, des critiques de l'opposition socialiste et du P.R.S. en particulier. La promulgation des décrets de mars et avril 1963 étaient, de la part de Ben Bella, un moyen de prévenir le « danger » que représentait cette opposition, en une période de crise, en reprenant, sous la pression des masses, une partie des revendications qu'elle développait dans ses textes et ses publications. « Mise sous contrôle collectif de *tous* les bien laissés vacants par les Européens... Fédération des multiples

comités locaux, depuis ceux du quartier et du village, jusqu'au niveau national, en passant par l'échelon régional ». Tels étaient des mots d'ordre figurant dans la plateforme du P.R.S., dès janvier 1963 ; celui-ci était en droit de dénoncer, comme il le fit, la démagogie du pouvoir et son insouciance, qui risquait d'amener la catastrophe dans les comités de gestion, faute d'une préparation suffisante.

Malgré les limites de son action, le P.R.S. a joué dès 1962 un rôle indispensable de rassemblement et d'éducation.

Les contradictions de l'autogestion

Le bilan qui se dresse de lui-même au rappel des faits peut être complété par l'étude des différents secteurs de l'économie et de la société algérienne.

Prenons d'abord le « secteur socialiste agricole », où se trouvent surtout des fermes de vastes dimensions. Nul ne songe à nier l'importance de cette branche qui, grâce à ses conditions modernes de production, pourrait jouer un rôle pilote dans le développement de l'Algérie, à la fois par l'apport direct qu'elle fournirait à la production et par le modèle économique et social qu'elle présenterait à tout le pays.

Le congrès des paysans a été l'occasion de jauger les résultats obtenus et d'apprécier les difficultés. De nombreuses interventions y ont été entendues, émanant pour la plupart d'entreprises qui fonctionnaient de façon rentable. Une fois écartés les discours édifiants qui encombrent ce genre de réunions, une impression d'ensemble demeure : là où ils ont pu pallier les difficultés financières ou techniques occasionnées

.par le départ des colons, les comités de gestion se heurtent à une série de problèmes quasi-insolubles, afférant à *la commercialisation des produits, à l'équipement en matériel agricole, aux crédits de fonctionnement.* Le caractère moderne de la majorité de ce secteur implique que la production agricole est impossible en-deça d'un certain seuil technique. Il semble que dans beaucoup de cas, ce seuil ne soit pas franchi. En particulier, l'intervention des S.A.P. (Sociétés Agricoles de Prévoyance, héritées de l'époque colonialiste) a été plus néfaste qu'utile, en matière de location de tracteurs principalement. L'Office National de Commercialisation (O.N.A.C.O.) a été d'une parfaite inefficacité ; et c'est là le plus grave, car bien souvent des récoltes ont risqué de pourrir sur place, faute de débouchés intérieurs ou extérieurs (indispensables pour les agrumes et le vin). Exemple entre tant d'autres : la moitié de la production d'oranges du Cheliff est restée invendue. De plus la taille des orangers n'a pas été faite — ce qui diminuera d'autant la production. Les circuits commerciaux traditionnels sont à peu près détruits ; aucun n'a été créé en remplacement. Les débouchés à l'étranger sont soumis aux manœuvres du gouvernement français, ou aux activités de spéculateurs. Bref, tout l'acquis potentiel de ce secteur moderne de notre agriculture risque d'être annulé faute d'une politique d'ensemble. Des résolutions ont été prises à l'issue du congrès des paysans ; elles suppriment les S.A.P., réorganisent l'Office de Commercialisation. Très bien ! mais attendons pour nous réjouir que les décisions de congrès soient passées dans les faits. La gabegie bureaucratique jointe à la résistance consciente de certains éléments qui ne souhaitent

pas perdre leur situation privilégiée risque de prolonger notre attente.

D'ailleurs, d'autres problèmes, d'une plus grande ampleur encore, se posent dès qu'on aborde le cas des comités de gestion qui fonctionnent de façon défectueuse, c'est-à-dire de la majorité d'entre eux. En effet, les contradictions abondent en leur sein : très souvent, le directeur nommé par l'administration est un prévaricateur ; plus souvent encore, les membres du comité adoptent un comportement de patrons, s'arrogent des salaires princiers, refusent de consulter en quoi que ce soit les salariés de l'entreprise qui voient peu de différence avec le sort qu'ils connaissaient avant l'indépendance. Le Parti, qui devait normalement être un moyen de contrôle, n'a aucune vie politique réelle, et, le plus souvent, ses responsables sont directement associés aux coteries qui accaparent les comités de gestion. La sclérose des comités de gestion doit beaucoup aux interventions répétées de l'administration ou du parti qui, par la contrainte ou par la ruse, imposent «l'élection» de leurs candidats. Ainsi a-t-on transformé le juste principe de l'intégration d'anciens djounoud dans la *production* des propriétés nationalisées en un simple système de distribution de « responsabilités » bien rétribuées à des gens qui ne participent en rien au travail de l'entreprise. Si l'ensemble des ouvriers se montre rétive à ces « adjonctions de responsables », la ressource reste de faire pression sur le comité élu pour qu'il coopte, en toute légalité bien sûr, les candidats du pouvoir. En dernier ressort, il reste le refus de ratification de la liste du comité de gestion réticent, par le préfet qui a le dernier mot en la matière. Le journaliste

français Daniel Guérin, assez peu suspect de manquer de tendresse pour Ben Bella, a souligné très concrètement ces problèmes dans un récent article de « France-Observateur ». En résumé, on peut dire que *dans beaucoup d'entreprises autogérées s'installe, avec l'aide fréquente de l'administration, une couche de privilégiés qui accapare les fonctions de direction.*

Une autre contradiction se manifeste dans une même entreprise entre les ouvriers permanents et les travailleurs saisonniers. Lorsqu'elle est abordée, cette question est rarement résolue de façon satisfaisante, et une opposition incessante, pouvant tourner au pire, sépare ces deux catégories de travailleurs. Notons au passage que les entreprises nationalisées ont été consituées avec ceux qui travaillaient déjà dans l'entreprise du temps de la colonisation . Or, ces travailleurs étaient considérés comme des privilégiés par la masse des chômeurs pour la seule raison qu'ils jouissaient de ce luxe, inouï en Algérie, qu'est un travail régulier. Il ne saurait être question d'élever une barrière entre les deux catégories, ni de rejeter les anciens salariés des fermes coloniales, dont l'expérience de la production est un atout précieux. Mais il faut dépasser rapidement ce sentiment ancien, dont la survivance actuelle ne peut donner rien de bon.

La solution déborde d'ailleurs le cadre de l'entreprise, car elle implique une coordination locale au moins, sinon régionale qui permette de fondre ces deux catégories en un ensemble qui puisse aborder collectivement le problème du

chômage rural, dont la persistance est un obstacle absolu à tout progrès de l'économie algérienne.

Des dispositions légales sont prévues, qui fixent sur le papier l'établissement de conseils d'animation de l'autogestion, organes de coordination locale. Mais il ne suffit pas de rassembler des hommes si l'on n'est pas capable de leur fournir des activités qui leur donnent une cohésion réelle. Il faudrait commencer, *dès maintenant*, à prendre un certain nombre de dispositions :

— *organisation de la commercialisation, qui passe par deux voies :*

— le contrôle du commerce extérieur, premier pas vers le monopole d'État,

— l'organisation de la vente et de la distribution des récoltes sous une forme coopérative.

— *L'intégration de la masse des saisonniers dans les entreprises nationalisées.*

— *La création dans les régions économiques d'assemblées permanentes représentatives de toutes les entreprises autogérées,* et capables, à ce titre, de régler les problèmes du commerce, de la main-d'œuvre, de la production dans tout un secteur.

— *L'ébauche par ces organismes d'un recensement des besoins et des ressources* qui sera la base de la *planification* dont l'urgence n'est plus à démontrer.

Sans doute, ces mesures n'ont-elles qu'une valeur préparatoire et ne sont pas susceptibles de bouleverser en quelques mois la très difficile situation des campagnes algériennes. Les Algériens sont mieux placés que quiconque pour connaître les immenses difficultés objectives qui sont la trame même de leurs activités quotidiennes. Mais tout ce que je propose est inspiré du même souci : *trouver des modes d'action collectifs pour sortir de l'impasse; laisser le maximum d'initiative aux paysans eux-mêmes.* C'est par ce moyen que l'on peut envisager une mobilisation totale des énergies révolutionnaires de tout le peuple. Et ce que nous reprochons à l'actuel gouvernement n'est pas qu'il se débatte dans d'énormes difficultés (on nous taxerait alors, à bon droit, de démagogie), c'est qu'il se montre incapable d'associer réellement les masses à une politique constructive.

Il ne suffit pas, en effet, de promouvoir des décrets d'apparence impeccable, ni de prononcer des discours incendiaires. L'épuration permanente des comités de gestion, pour indispensable qu'elle soit, est une véritable course qui n'aboutit à rien et doit toujours revenir à son point de départ. La solution est ailleurs, répétons-le, dans l'organisation des masses. On peut avoir la plus grande confiance dans l'activité révolutionnaire de nos ouvriers et de nos paysans qui ont mille fois prouvé qu'ils étaient en avance sur leurs « responsables ». Mais, faute de moyens culturels, faute de connaissances élémentaires, faute de formation politique sérieuse, ils ne peuvent trouver spontanément l'orientation politi que correspondant à leurs aspirations. Il leur faut l'aide d'une avant-garde politique, d'un parti révolutionnaire. Mais ils n'ont

pas besoin d'un parti qui n'existe qu'aux niveaux des états-majors, soucieux seulement d'implanter ici et là quelques permanents qui se bornent à retransmettre les « directives » du sommet. Ils ont besoin de la présence parmi eux, à tous les moments de leur travail et de leur vie, de militants irréprochables, conscients, qui cherchent d'abord à formuler les revendications collectives, à former dans tous les domaines la masse des travailleurs, à faire naître d'autres militants. Travail lent, ingrat, qui présuppose de ses initiateurs une orientation politique clairement définie ; travail qui comporte des risques, car il implique une confiance dans les initiatives de la base qui n'ira pas sans quelques mécomptes, sans certains désordres temporaires. Mais, peut-il en être de plus fructueux à longue échéance ?

Aujourd'hui, l'action du gouvernement est basée entièrement sur l'administration et le parti. Et ceux-ci ne sont que des appareils composés de fonctionnaires arrogants et trop souvent incapables, qui se jugent à cent coudées au-dessus du peuple, dont ils s'estiment les patrons. Ils forment autour des entreprises nationalisées un carcan, qui rend* pratiquement impossible le dépassement de leurs contradictions. J'ai dénoncé précédemment les interventions intolérables des pouvoirs dans la vie des comités de gestion. Mais voici que maintenant, une tendance se fait jour, aux « sommets » des services chargés de l'agriculture, pour remettre en question ce qu'il y a de plus solide dans le secteur autogéré, à savoir l'initiative de la base; on envisage froidement, pour remédier au « chaos », de limiter les possibilités d'initiative des paysans et d'accroître les pouvoirs de l'administration. Belle

perspective ! Car s'il y a aujourd'hui « chaos » ou « anarchie », la faute n'en incombe pas aux masses, mais à la carence politique du pouvoir. On peut, lorsque les ouvriers agricoles de la région de Blida manifestent pour protester contre la réduction de *moitié* de leur salaire, invoquer des principes de rentabilité économique ; on ne pourra les obliger à oublier les promesses qui leur ont été faites, par des responsables qui ne se souciaient pas de tenir plus tard leur parole ; on ne pourra abolir le fait que les nationalisations ont été effectuées sans préparatif, sans cadre, sans plan. *Dans ces conditions, il est inévitable que les paysans se révoltent, que les chômeurs manifestent.* Et si la seule intervention de l'État se résume à envoyer les forces de répression, comme à Blida, comme à Guyotville, comme dans dix autres endroits depuis quelques mois, on peut juger de sa portée socialiste ! Comment ne pas comprendre que, devant l'autoritarisme et la corruption des dirigeants de beaucoup d'entreprises nationalisées, les paysans continuent à se considérer comme les ouvriers agricoles d'un nouveau patron, plutôt que comme les cogérants d'une ferme collective.

L'occupation des terres par les paysans a été un très grand mouvement, qui pouvait et peut encore déboucher sur la transformation socialiste de l'Algérie. Mais il pose d'immenses problèmes — dont on ne voit pas poindre la solution dans la pratique gouvernementale, de laquelle l'essentiel devrait dépendre.

Aussi, quand Ben Bella vient se targuer de succès qui sont encore à remporter, on est en droit de parler de bluff démagogique.

La tragédie des terres déshéritées

Mais ni les difficultés, ni les mystifications destinées à les masquer ne se limitent au seul secteur nationalisé. Il reste encore à parler de la majorité de l'Algérie.

La propagande officielle tend, en effet, à ne mettre en lumière que ce qui se passe dans les anciennes terres de colonisation. Les documents publiés par la presse gouvernementale abondent en données statistiques : on souligne que, depuis les dernières expropriations, la superficie des terres nationalisées est en passe d'atteindre les 3 millions d'hectares. On souligne que la production de ce secteur représente environ 80 % de la production agricole algérienne. Tout est mis en œuvre pour que ces chiffres, qui ont trait à l'aspect strictement *économique* du problème agraire (superficie cultivée, chiffres de production), masquent les aspects *sociaux* de la situation (le nombre réel de paysans qu'englobe le secteur nationalisé).

Ne chicanons pas en effet — quoiqu'il serait légitime de le faire dans un pays dépourvu de tout moyen statistique — sur la valeur des chiffres fournis par le pouvoir. Cherchons seulement à aller plus loin dans l'approche de la réalité : les anciens biens de colonisation, devenus vacants pour la plupart, nationalisés dans la majorité des cas, couvrent line surface de 2,7 millions d'hectares. Sur ces terres travaillent environ 200.000 ouvriers agricoles permanents et 350.000 travailleurs saisonniers — soit, pour l'ensemble, environ un cinquième de la population active. Ces chiffres, extraits de statistiques établies dans les derniers temps du colonialisme, n'ont pas une

exactitude absolue. Je ne tiens pas compte non plus des terres possédées par des musulmans dans les zones fertiles. Mon but est seulement de mettre en évidence un aspect capital de la réalité actuelle : *près de* 80 *% de la population rurale, soit à peu près deux millions de travailleurs agricoles, ne sont pas concernés par les mesures de nationalisation.*

Qui sont ces travailleurs : Ce sont (et mon énumération sera incomplète) :

— les travailleurs saisonniers, dont j'ai évoqué le cas précédemment, et qui ne sont pas tous comptabilisés dans les statistiques citées. Ils forment un des bataillons de l'armée des chômeurs ruraux,

— les petits propriétaires, fermiers ou métayers des diverses régions,

— enfin, la population tout entière des zones les plus pauvres : la Kabylie, les Aurès, l'Ouarsenis, les secteurs déshérités du Sud. On ne répétera jamais assez que la misère générale de l'Algérie prend des aspects catastrophiques dans certaines régions.

Pour tout ce monde, l'autogestion apparaît comme un rêve, ou comme le privilège de gens nantis. Car, pour eux, la situation actuelle est pire encore, si la chose est possible, que du temps de la colonisation.

La guerre est passée, avec ses destructions, ses déplacements de population. Et, depuis l'indépendance, très peu de choses ont été faites pour remédier à une situation *qui empire chaque jour*. Les petits exploitants ne bénéficient

d'aucune aide sérieuse, d'autant plus que l'administration, trop souvent composés de gens douteux, d'anciens fonc- tionnaires du colonialisme, s'allie naturellement avec les plus riches (ainsi, dans bien des secteurs, les tracteurs prêtés par le gouvernement sont accaparés par les propriétaires aisés). Mais le plus grave est encore l'immense chômage rural : des milliers de familles sans ressources, soumises aux maladies, à la faim ; des milliers de travailleurs contraints de gagner la ville où ils grossissent la masse des sans-travail ; des familles entières vivant des sommes envoyées régulièrement par ceux de leurs membres partis travailler en France. Et, aucune perspective proche d'amélioration. Comment espérer alors de leur part un enthousiasme réel pour la construction socialiste ? Peut-on attendre qu'ils sortent de l'inertie à laquelle les avait contraints le colonialisme, puisqu'encore une fois leur situation est inchangée ?

II faut dire la vérité : l'Algérie se range dans la catégorie des pays sous-développés, à cause de l'arriération de son économie, de son retard culturel, etc.. Mais ce sous-développement, conséquence de l'exploitation colonialiste, se manifeste essentiellement, au niveau des structures économiques et sociales du pays, par la *contradiction entre te secteur moderne de son économie (zone de colonisation) et le secteur retardataire (où vit la majorité des Algériens).* On ne peut envisager d'édifier le socialisme sans dépasser cette contradiction, aux conséquences sociales catastrophiques.

Or, aujourd'hui, elle ne fait que s'accentuer.

Tous les journalistes qui se sont rendus en Kabylie lors du mouvement du F.F.S. ont pu constater cette misère généralisée — et le cas de la Kabylie n'est pas unique. Pendant ce temps, le gouvernement en reste au stade des déclarations de principe : il n'est pas de semaine où l'on ne parle de la lutte contre l'érosion des sols, de la nécessité du reboisement. Mais qu'y a-t-il de concret derrière ces déclarations ? Rien de plus que les habituelles campagnes spectaculaires : 1963 a vu par exemple deux « journées de l'arbre », où chacun a été convié à planter son arbre, à la suite du Président. Depuis, guère plus que des affiches dans les grandes villes. Ces journées d'apparat remplacent une action permanente, dont elles ne pourraient être, dans le meilleur des cas, que le point de départ. Soyons juste toutefois, le pouvoir a créé aussi un Fonds National de Solidarité (qui a publié des statistiques sur ce qu'il a reçu, mais jamais sur l'emploi de ces sommes. Où sont passées les sommes prélevées sur les salaires des plus pauvres ? Que sont devenus les bijoux pris au nom de la solidarité ? N'ont-ils pas servi aux dépenses de luxe des ministres ?), et il a organisé ici et là quelques coopératives. Mais il ne s'agit là que de palliatifs d'une portée misérable, alors que l'heure est aux solutions radicales.

Car ce qu'il faut reprocher à Ben Bella et à ses ministres c'est de reculer devant une gigantesque mobilisation des paysans dans les zones déshéritées de l'Algérie. Notre patrie manque et manquera encore longtemps, quelles que soient les aides extérieures dont elle bénéficiera, des crédits nécessaires pour assurer le développement de l'agriculture sur une base technique entièrement moderne.

Elle a donc le devoir — d'autant plus qu'elle doit faire vivre décemment ses enfants — d'assurer le reboisement, de développer l'irrigation, de lutter contre l'érosion *en mettant au travail les milliers de chômeurs des campagnes.* C'est l'unique façon de résoudre en même temps le problème du sous-emploi rural et de commencer à accomplir les tâches économiques indispensables. Il serait naïf de s'attendre à des miracles ; par contre, seraient transformés, par l'organisation collective et démocratique du travail, les rapports entre les paysans et l'État. Et c'est là l'essentiel : les fellahs les plus misérables sont ceux qui ont le plus souffert de la guerre et, en même temps, ceux qui ont le plus apporté à la Révolution. On peut attendre beaucoup d'eux dans l'avenir, à la condition qu'ils constatent une amélioration constante, même si elle est minime, de leur sort ; à condition qu'ils reçoivent une aide matérielle, politique et humaine du Parti et de l'État révolutionnaire ; à condition qu'ils puissent participer eux aussi à la gestion collective de leurs affaires.

Il y a un choix fondamental à faire, et très vite. Je ne prétends pas opposer le secteur autogéré au reste de l'Algérie ; je voudrais au contraire que cette opposition, qui se creuse dans les faits, soit surmontée rapidement, dans le cadre d'une réforme agraire authentique. Si l'on veut vraiment supprimer les distorsions de l'économie algérienne, il faut consacrer le maximum d'efforts matériels et politiques au secteur arriéré. C'est à lui que doivent aller les crédits d'équipement ; c'est vers lui que doivent être orientés les techniciens et les militants les meilleurs.

La tâche est tellement énorme qu'elle doit être abordée sans délai. Et le crime du gouvernement et d'accumuler les délais, de discours en profession de foi. Le budget algérien — même corrigé dans sa conception pour 1964 — accorde une place dérisoire à ces crédits d'équipement, par rapport aux crédits de fonctionnement.

Il ne faut d'ailleurs pas se cacher les difficultés qu'entraînerait l'orientation préconisée ici : les cultures vîvrières, et donc la consommation des masses les plus pauvres, progresseraient — et c'est ce que nous voulons pour n'avoir plus à attendre la nourriture de notre peuple de dons étrangers. Mais la reconversion pourrait être difficile et perturber un temps l'économie algérienne. C'est un risque qu'il faut prévoir, en préparant dès aujourd'hui la rationalisation des cultures, la reconversion de certaines terres riches en vue de récolter ce oui peut convenir le mieux à l'alimentation de l'Algérie. Dans la Mitidja, par exemple, certaines terres peuvent être consacrées à des cultures maraîchères, qui occupent beaucoup de travailleurs et sont d'une utilité immédiate pour les consommateurs. Dans ce cas, on ne peut exclure totalement l'idée d'un partage de certaines terres. Un souci identique de rationalisation doit présider à la mise en œuvre du matériel agricole disponible, qu'il est absurde d'utiliser n'importe où et n'importe comment — ce qui conduit aujourd'hui à sa détérioration rapide.

Ces problèmes techniques, parmi une foule d'autres, ne sont envisagés ici que pour illustrer *ta nécessité et l'urgence d'une planification.* Une idée bien ancrée dans la tête de

beaucoup de militants est que la planification n'est possible qu'à partir d'un certain stade d'évolution technique. Pourtant, en Algérie, les tâches se recensent d'elles-mêmes : élaborer un budget d'équipement agricole harmonieusement réparti entre les divers secteurs ; prévoir les spécialisations de production selon les possibilités de chaque région et les besoins de la population ; organiser les travaux publics selon leur degré d'urgence etc..

L'improvisation est la pire ennemie. Il y a donc un *éfiérme* travail d'élaboration à faire.

Mais là encore, un écueil est à éviter : celui de l'hyper-technicité. La planification doit être un moyen de lutter contre le sous-développement, dans la perspective de la transformation sociale de tous les rapports existant dans les campagnes. Le plan le mieux conçu n'a de sens que si ceux qui en seront les réalisateurs — la masse des paysans algériens — en comprennent le sens et la portée. Il faut donc en informer chaque collectivité locale, et trouver dans cette information l'occasion d'une éducation populaire sur les problèmes les plus décisifs. Bien plus, il faut amener tous les paysans à formuler leurs vœux, leurs critiques, bref, dans la mesure du possible, à contribuer à l'élaboration du plan. Ce ne sont pas là paroles en l'air : j'ai parfaitement conscience de ce que l'analphabétisme de nos campagnes exclut pour longtemps les formes supérieures de démocratie économique ; par contre, il me semble également évident que les travailleurs peuvent — et sont les seuls à pouvoir — formuler, dans le cadre des collectivités de base, des opinions décisives sur les conditions

de réalisation du plan (part de la consommation, formes et intensité du travail, etc.). J'ajouterai, sans craindre les redites, que c'est par là seulement, par ces méthodes collectivistes authentiques, que l'Algérie trouvera une assise sociale suffisante pour développer son économie.

Il y a quelques mois, j'aurais conclu cette démonstration par la nécessité de la création d'un *Office de la Réforme Agraire*. Mais ce terme aussi a été galvaudé chez nous, depuis qu'il est porté par un simple service administratif. Car, en l'occurence, il ne s'agit absolument pas d'administration : il faut trouver les moyens qui permettent un dialogue constant entre les techniciens et les administrateurs d'une part, la masse des travailleurs de l'autre. Les congrès sans lendemains pratiques, les bureaux où aboutissent tous les liens de la base au sommet ne conviennent pas. Il *est nécessaire d'arriver, dans chaque unité de production, à des assemblées régulières, douées de pouvoirs effectifs et qui se complètent d'organismes identiques sur le plan régional*, de façon à ce que les rapports entre les délégués paysans et la réalité économique soient constants et directs. Le tout devrait aboutir à *une assemblée nationale à sessions régulières discutant de tous les problèmes de planification et d'orientation économique*. Par ces biais, on parviendrait à faire entrer en contact les fellahs des régions diverses dont se compose notre patrie. Il s'agit en somme d'une organisation politique et économique de nos campagnes. C'est la voie de la révolution agraire.

Résorber le chômage urbain

L'accent mis sur le sort des populations agricoles ne signifie pas qu'il faille oublier les villes. Le chômage et la misère y sont incommensurables aussi, il est facile de le constater. Et de ce côté-là, les actions gouvernementales ne sont pas plus brillantes qu'ailleurs. Bon nombre d'entreprises, très diverses, ont été nationalisées, mais elles ne représentent ni une capacité de production suffisante, ni un ensemble suffisamment homogène pour qu'elles puissent aider substantiellement à résoudre le problème du travail. De plus, il semble que dans l'industrie les cas de gaspillage, de détournement de fonds, de spoliation des ouvriers par les responsables soient plus répandus encore que dans l'agriculture. J'ai entendu des travailleurs regretter ouvertement le temps du colonialisme ! En arriver là, après sept ans de révolution ! A nouveau, l'inexistence ou l'insignifiance des organisations politiques et syndicales laisse le champ libre aux escrocs et aux profiteurs, qui bénéficient souvent de complices haut placés dans l'État. Je n'ai pas le goût de rapporter ici tous les scandales qui se sont déroulés au cours de l'an dernier ; mais ils sont connus de tout Alger.

Le plus grave n'est pas là cependant. Il est dans l'absence de toute perspective de travail pour la très grande majorité des citadins. Les chantiers de travaux publics, ouverts par le gouvernement, sont un pis aller, tant que leur réalisation obéit aux lois du hasard. Leur existence est d'ailleurs limitée à certaines villes (Oran et Alger). Les travailleurs y

accomplissent des tâches d'une utilité souvent discutable, et ils sont, dans bien des cas, payés en farine américaine. C'est de la charité publique et non du travail. Les chantiers sont susceptibles d'être fermés à tout moment selon la conjoncture économique ou les avatars de la politique officielle. Et tant pis pour les conséquences ! En fait, l'action contre le chômage urbain doit s'effectuer à deux niveaux :

D'abord s'occuper des urgences, c'est-à-dire *fournir du travail à tous.* Nos moyens sont limités, mais il est possible d'encourager le développement de coopératives artisanales, qui peuvent donner des emplois à une petite partie de la population. A ce propos, on ne peut que condamner les expropriations imbéciles de tant de petits commerçants et artisans petits ou moyens. Ceux-ci vivent en général avec le peuple ; ils sont près de lui et, loin d'être des exploiteurs, ils sont eux-mêmes victimes des gros négociants et des bourgeois. Il est nécessaire de collaborer avec eux, de les intégrer à une œuvre de construction socialiste.

Mais le secteur artisanal ne peut absorber tous les sans-travail. On peut espérer qu'une organisation collective solide à la campagne, la reconstruction des logements détruits, amènerait un certain retour vers la terre. Mais les résultats seraient limités et, de toute façon, ne pourraient être obtenus très vite. On est donc forcé d'en revenir à l'exécution des travaux publics et du bâtiment par les chômeurs, dans des chantiers commandités par l'État ou les municipalités. Ces chantiers ne doivent pas être des bureaux de bienfaisance. Le travail qu'on y accomplit doit être sérieux et payé au même taux que dans

l'industrie. De plus, les chantiers doivent servir à la formation de cadres techniques de base, qui pourront répercuter leurs connaissances.

Il ne faut pas laisser les sans-travail dans l'abandon car ils deviennent alors la proie de n'importe quelle démagogie : celle du gouvernement, qui abuse de leur misère, pour leur faire exécuter ses basses besognes, comme lors du congrès de l'U.G.TA. ; celle de n'importe quelle faction qui, pour arriver au pouvoir, leur promettra monts et merveilles. Il faut — et c'est une tâche qui incombe en premier lieu aux syndicalistes révolutionnaires — *organiser les chômeurs en cçmités locaux.* Ainsi rassemblés, ils pourront jouer un rôle collectif, discuter des contrats avec l'État, répartir équitablement les heures de travail entre eux, collaborer avec les salariés pour déterminer quels besoins économiques doivent être prioritairement satisfaits. Ma proposition semblera peut-être hétérodoxe à qui veut voir l'Algérie à l'image des sociétés occidentales où les classes sociales ont un contour très net. En Algérie, la majorité du peuple est faite d'exploités. Les grandes différenciations se font entre travailleurs des villes et des campagnes, travailleurs des zones pauvres et des secteurs riches. Mais il existe une très grande fluidité sociale ; on passe facilement d'une catégorie à une autre. Et, en l'absence d'une politique économique nationale, qui structure notre population, ce sont les catégories intermédiaires qui dominent. Chez nous, l'exploitation commence par l'impossibilité de travailler. Il serait paradoxal que les révolutionnaires se refusent à organiser la couche la plus nombreuse de la population. Je connais l'instabilité politique et sociale des chômeurs, et je ne prétends pas que

leur « syndicalisation » résoudra les problèmes économiques du plein emploi. Mais, en avançant dans cette voie, nous aiderons encore une fois à trouver les moyens d'une réponse collective aux difficultés.

— le second niveau d'intervention est celui de la préparation de l'avenir, de *la préparation de l'industrialisation.* Que celle-ci soit indispensable à tout développement de l'économie, il n'est sans doute pas la peine de le démontrer. Il vaut mieux insister sur le fait qu'elle aussi doit être préparée *dès maintenant,* car il serait scandaleux de laisser empirer le marasme. Malheureusement, nul ne peut être très précis quant à ces projets car notre industrialisation dépend pour beaucoup des crédits étrangers. La seule détermination précise est d'élaborer *une politique des investissements.* L'Algérie devra déterminer quels besoins en matières premières, en produits manufacturés, en crédits d'équipement elle a et formuler cette demande à l'extérieur en fonction de cette estimation — alors qu'aujourd'hui l'empirisme le plus effarant règne dans ce domaine ; notre pays dépend de l'extérieur, et particulièrement des crédits français, ce qui est l'inverse de l'indépendance. En d'autres termes, dans ce secteur aussi sans une planification il est impossible d'avoir une attitude ferme vis-à-vis de l'étranger. C'est finalement le néocolonialisme qui joue de nos faiblesses, au lieu que nous bénéficiions des rivalités entre grandes puissances pour obtenir ce que nous recherchons.

Je ne puis développer l'importance capitale pour l'avenir de la formation technique, qui doit faire l'objet d'un effort supérieur aux résultats mêmes qu'elle peut fournir immédiatement. Il est

évident que sa condition est *l'alphabétisation*, qui est à l'heure actuelle un des échecs les plus flagrants du gouvernement. Pourtant les possibilités ne manquent, pas en utilisant les étudiants, et, dans un autre domaine, les anciens travailleurs émigrés en France qui ont des connaissances industrielles utiles.

Dans le domaine des perspectives industrielles trois directions semblent à retenir — en admettant qu'il est d'abord nécessaire de faire fonctionner les industries qui existaient autrefois.

1) la création d'usines — de petite ou moyenne importance, si nous ne pouvons faire mieux, pour la transformation des produits alimentaires et, en général, de nos produits agricoles,

2) la création d'industries textiles capables de fournir la population, et de nous éviter ainsi les importations,

3) l'utilisation des ressources naturelles du pays (pétrole en premier lieu) pour la création d'industries dont certaines sont déjà des industries semi-lourdes, et qui ont l'avantage d'utiliser une main-d'œuvre importante et de fournir des produits à d'autres industries (ex. pétrochimie, plastiques, etc.).

On notera que je n'aborde pas ici la question de la *nationalisation des pétroles* qui est, à mes yeux, un objectif légitime, mais dont la réalisation dépend d'un rapport de forces économiques et politiques, aujourd'hui défavorable à l'Algérie. Plus urgent me semble être la transformation sur place d'une partie essentielle du pétrole.

Toutes les perspectives que j'évoque ici sont des perspectives à *court terme*, qui ne tiennent compte que des nécessités immédiates. L'unification du Maghreb, la création d'un marché commun des pays arabes et africains ouvriraient des possibilités neuves. Mais on ne peut les envisager pour tout de suite.

Dans le cadre ainsi formé, on peut être amené à accepter des projets tels que ceux du complexe d'Arzew, à la condition qu'ils ne contribuent pas à déséquilibrer un peu plus l'économie algérienne, mais au contraire qu'ils soient un élément de développement harmonieux.

Il n'est sans doute pas nécessaire de conclure longuement ce tableau sommaire des problèmes actuels de l'Algérie. Je me bornerai à indiquer que *les difficultés, inhérentes aux premières années, de tout pays nouvellement indépendant, se transforment chez nous en contradictions absolues du fait de la nature du régime.* Celui-ci, sans appui organisé dans le peuple, est incapable d'une politique cohérente planifiée, incapable d'appeler les paysans et les ouvriers à résoudre collectivement leurs problèmes. Il a ses bases essentielles dans des appareils d'État et de Parti gangrenés et bureaucratiques, ce qui accentue son isolement. Nous débouchons sur les problèmes politiques qui naissent de toutes les contradictions économiques et sociales mentionnées jusqu'ici.

Détruire l'État colonialiste

Dans l'Algérie indépendante, l'appareil d'État fonctionne tout entier selon les modèles de l'administration colonialiste : c'est la même centralisation, ce sont les mêmes circonscriptions administratives ; c'est la même répartition des tâches entre les différents secteurs du pouvoir. Toute la présence française était basée sur un même principe : l'application inconditionnelle d'une politique décidée dans le secret du Gouvernement Général, par des masses dépourvues de toute initiative. Malgré les bouleversements qu'a amené l'indépendance de la patrie, la subsistance de tout le *système* administratif français tend à recréer le même type de rapports entre dirigeants et dirigés. La pensée politique est l'apanage du sommet ; elle est ensuite transmise et appliquée par les bureaux, les préfets, les chefs de délégation spéciale. Mais pour se payer « le luxe » d'un tel État, il faut des cadres éduqués. L'Algérie en a très peu, et le nouveau gouvernement a dû s'adresser à des dizaines d'anciens fonctionnaires du colonialisme. Le « sang nouveau » qui a été apporté par le F.L.N. manque de richesse pour régénérer cette pourriture : ceux qui font maintenant carrière dans l'administration n'ont pas été, pendant la guerre, à l'avant-garde du combat — c'est le moins que l'on puisse dire ! Les authentiques militants, dévoués et compétents, qui sont, malgré tout, nombreux dans l'administration, sont noyés dans la masse des féodalités diverses. Ils sont réduits à une impuissance quasi totale. On n'arrangera rien à la situation en épreuve de vérité pour le pouvoir. Le temps de la démagogie est terminé. Cette organisation permettrait de régler harmonieusement le

problème de l'armée algérienne. Notre pays n'a aucun besoin d'une armée nombreuse, formée d'hommes de métier, coupée de la masse de la population. Nos tâches militaires seront essentiellement défensives, contre de possibles agressions. A moins de consacrer une part démesurée du budget à un matériel de guerre ultra-moderne, notre force sera alors dans la participation des masses à la lutte. Les formes de notre organisation militaire doivent découler de cette nécessité; elles doivent être aussi décentralisées, adopter la forme de *milices*, dont les comités de base correspondraient aux organismes locaux. Un nombre restreint de techniciens militaires de valeur, un corps d'instructeurs pour les milices : l'armée permanente pourrait se réduire à cela. Ces propositions ne diminuent en rien le rôle que pourraient jouer dans la nation les militants aujourd'hui en uniforme. Car, après tout, des *militants* peuvent comprendre facilement qu'ils ne peuvent espérer jouer un rôle politique en tant que corps constitué ; ils doivent s'unir et se confondre avec l'ensemble des militants d'avant-garde.

Il faut toutefois compléter cette analyse : ce système de fonctionnement n'est envisageable que dans la mesure où un parti révolutionnaire est susceptible de créer les conditions d'une unification politique.

Créer un véritable parti révolutionnaire

J'ai expliqué dans la seconde partie de ce livre pourquoi le parti du F.L.N. ne pourrait, quel que soit le caractère de son congrès, jouer un rôle révolutionnaire quelconque. Il est un certain nombre d'idées qu'il faut

maintenant souligner pour donner une valeur positive à cette critique.

Un parti révolutionnaire a pour tâche *d'orienter, d'animer* et de *contrôler* la vie politique du pays. Pour ce faire il doit avoir une vision claire de la réalité nationale ; un ensemble de principes cohérents, une *orientation* nette, qui s'expriment concrètement dans son programme. Ce dernier doit être socialiste, définissant clairement les objectifs à long terme, mais comportant également des engagements à court terme lesquels,.par la satisfaction des besoins les plus immédiats des masses, leur permettent de vérifier le bien fondé du programme. La définition de ces objectifs doit être basée sur une analyse scientifique et aussi précise que possible des données politiques, économiques et sociales du pays. Des étapes doivent être prévues dans l'édification d'une société socialiste, et le passage d'une phase à l'autre de la révolution doit être préparée par la mise en place de toutes les conditions objectives nécessaires à son succès. A tout moment le parti révolutionnaire doit être capable d'apprécier la portée véritable de sa politique, il doit connaître parfaitement toutes les données afin de pouvoir corriger les erreurs. Si les objectifs fixés ne peuvent être atteints dans les délais fixés, le parti doit avoir le courage d'en informer les masses ; il doit rechercher les véritables causes du retard. Cela permet d'une part de maintenir un climat de confiance entre les masses et leur parti d'avant-garde, et d'autre part, par le recours aux masses, de trouver des solutions aux problèmes posés.

Le meilleur des programmes a peu de sens si les membres du parti qui le défendent ne sont pas capables de le rendre vivant pour le peuple, d'où la tâche essentielle *d'animation* du parti. Informer, s'informer, éduquer, s'éduquer, diffuser les mots d'ordre et l'idéologie, donner aux masses le sens de leurs responsabilités, éveiller leur conscience, en un mot animer la vie politique de la base, telles sont les tâches permanentes des militants du parti, éléments avancés et conscients des classes déshéritées et des couches les plus révolutionnaires du peuple. Le militant doit par sa modestie, son humilité et son activité être un exemple, il doit être guidé non par des intérêts personnels, mais par le souci constant de servir les masses dans leur marche vers le progrès. A cet effet « aller aux masses », les écouter, s'informer de leurs aspirations et leurs exigences, évite bien des erreurs aussi bien dans la lutte pour la prise du pouvoir que lorsque le parti est au pouvoir. Cela ne va pas sans un *contrôle* rigoureux : contrôle de la base sur le sommet pour éviter l'éparpillement des efforts et les erreurs, rapports dialectiques entre le parti formé des militants d'avant-garde qui tendent à se fondre dans les masses, et les masses entraînées par l'action du parti qui exprime leurs exigences et lutte pour les réaliser.

Ces différentes tâches ne vont pas d'une part, sans le respect d'un certain nombre de principes d'organisation garants de la démocratie à l'intérieur du parti et par voie de conséquence dans le pays : centralisme démocratique, liberté de tendance, direction collective, critique et autocritique, etc.. ; d'autre part sans la définition de nouveaux critères de militantisme. Il faut comprendre que ceux-ci ne peuvent plus

être ceux qui présidaient à l'adhésion au F.L.N.. A l'époque on exigeait des militants une foi patriotique assurée, du courage personnel et un grand sens de la discipline. La méthode pouvait être valable au départ lorsqu'il s'agissait de passer à l'action armée. Mais très vite, avant même la fin de la guerre, elle a montré ses limites, puisqu'elle n'a pas empêché la constitution de véritables féodalités au sein du F.L.N.. Ces diverses féodalités jouaient, malgré leurs défauts, un rôle important dans la lutte.

Mais les problèmes de l'indépendance les ont dépassées, elles ne purent plus jouer qu'un rôle réactionnaire. Comme je l'ai déjà dit le F.L.N. de la guerre était arrivé au "bout de sa course, sclérosé et divisé. Une reconversion paraissait difficile, mais elle restait possible jusqu'à la crise. Elle aurait pu se faire par l'élaboration d'un programme mini ma basé sur une analyse objective de la situation du pays au moment de l'indépendance — analyse d'autant plus difficile que la plupart des cadres supérieurs du F.L.N. étaient déphasés par rapport aux réalités nationales soit par leur éloignement prolongé du territoire national, soit par une longue captivité... — par la définition de nouveaux critères du militantisme permettant ainsi une nécessaire épuration et par l'élection d'une direction homogène et révolutionnaire, unie par une idéologie commune. Cette reconversion aurait pu se réaliser dans le cadre d'un large congrès du F.L.N., congrès dont serait sorti le parti capable de donner un commencement d'application au programme et de maintenir la mobilisation des militants, tout au moins pendant une première phase.

Mais la crise de l'été 1962 et la prise du pouvoir par le clan de Tlemcen a empêché le déroulement de ce processus.

Le parti qui est né de ce clan, bien qu'il continue à se réclamer du F.L.N. et du « programme de Tripoli », n'est aucunement le prolongement du F.L.N. de guerre, ce dernier est bien mort à Tripoli. Un seul critère fut retenu : le soutien inconditionnel au régime issu du coup de force. La désignation par le « Bureau Politique » des responsables, le caractère hétéroclite du recrutement, l'absence de dialogue avec les masses, l'absence de discussion en son sein, la diversité des motivations de ses membres ont rapidement condamné ce parti à n'être qu'un appareil bureaucratique, sans vie, coupé des masses, incapable de transmettre la moindre impulsion à la base. Son autoritarisme, son mépris du peuple l'ont vite transformé en un appareil d'oppression des masses. Aujourd'hui, il ne peut en aucun cas jouer un rôle dans l'édification du pays et cependant il prétend garder le monopole de la vie politique du pays en tant que parti unique.

Or un parti ne peut prétendre à ce monopole que dans la mesure où il est un instrument au service de larges masses populaires, capable de les entraîner dans une entreprise révolutionnaire visant à la transformation profonde de la société au profit de ces masses populaires. Le parti du F.L.N. actuel est l'instrument de domination d'une caste qui se place au-dessus du peuple, dont les intérêts sont différents de ceux des masses. Il ne se maintient au pouvoir que par la force et la corruption.

Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour que naisse un authentique parti révolutionnaire par la rencontre d'un mouvement spontané des masses mécontentes et désirant un changement et un regroupement des avant-gardes dynamiques, conscientes de la nécessité d'abattre le régime de la corruption et de la dictature. C'est par cette fusion révolutionnaire des masses et de l'avant-garde, si elle est réalisée avant qu'il ne soit trop tard, que la lutte politique peut prendre un nouveau sens. Les principes qui doivent présider à cette fusion doivent être très clairs :

1) définition d'un programme socialiste et précis, qui doit être largement discuté,

2) rassemblement des militants autour de ce programme,

3) action dans les organisations de masses (existantes ou à créer) pour aider à la formation de l'ensemble des travailleurs et à la sélection de nouveaux militants, ce n'est que dans cette mesure que les contradictions actuelles de l'opposition pourront être dépassées en plaçant le parti révolutionnaire dans son véritable berceau, les masses algériennes les plus déshéritées et les couches sociales les plus révolutionnaires.

Le rôle des syndicats

Je place au premier rang des organisations de masses les syndicats. Ils doivent regrouper les *travailleurs* algériens, dont ils défendent les droits de *producteurs.* Us sont une organisation de *classe.*

Cette simple définition suffit pour se faire une idée générale claire du problème : les syndicats doivent dire leur

mot dans la gestion de l'économie, sommes à l'heure actuelle de préciser le détail de cette orientation. Seule compte la volonté de faire de l'Algérie de demain le lieu de confrontation permanente entre les masses, l'avant-garde et le pouvoir. D'ores et déjà, en encadrant les chômeurs, en organisant les masses rurales, en menant la lutte contre la corruption dans les comités de gestion, les syndicats peuvent jouer un rôle essentiel dans la lutte pour un pouvoir authentiquement révolutionnaire.

CONCLUSION

J'ai tenté jusque là d'opposer à la politique de l'actuel gouvernement algérien les perspectives générales d'action que peuvent se fixer des révolutionnaires. Mais le temps presse car la catastrophe est là. Les manifestations qui se déroulent un peu partout en sont un symptôme : la misère générale pousse les travailleurs à des actions de désespoir qui, faute d'être orientées politiquement, peuvent aboutir à n'importe quoi. La création de tribunaux spéciaux n'y pourra rien. Demain peut-être une faction quelconque du régime, se détachant de Ben Bella, tentera un coup de force auquel elle trouvera des explications pour séduire le peuple. Il ne suffit plus de dire ce qui doit être fait, il faut indiquer *comment le faire*.

Il me semble avoir assez nettement insisté sur la nécessité d'un bouleversement total du système existant : aucune lutte n'est possible à longue échéance dans le cadre du régime actuel. Certains militants, dont la sincérité n'est pas en doute, pensent comme nous que la forme actuelle de l'État constitue l'obstacle à tout progrès vers le socialisme. Mais ils conservent un espoir dans la lutte « à l'intérieur » : à l'intérieur du parti, de l'administration, de l'assemblée, etc.. En général ils gardent leur confiance en Ben Bella. Bien que reconnaissant les échecs de sa politique, ils les rejettent sur un soi-disant entourage, coupable à leurs yeux d'incapacité et de sabotage. Je leur répondrai que Ben Bella est *l'incarnation* du régime, dans ses contradictions et ses tournants. De même qu'à Tlemcen, il a su ménager les intérêts variés des uns et des autres, de même il pratique aujourd'hui un équilibre entre les

forces qui comptent ; il n'y a pas de principes dans ses engagements, mais une adaptation opportuniste aux hommes et aux événements pour demeurer au pouvoir. Dès lors toute bataille à l'intérieur d'un tel système est vouée à l'échec, surtout si elle espère le triomphe d'une fraction «socialiste» menée par Ben Bella. Je ne nie pas la possibilité d'agir dans une organisation du Parti, et d'y faire du travail utile auprès de quelques militants. J'affirme seulement que ces actions limitées ne parviendront jamais à imposer un changement total, seul en mesure de permettre à la révolution de repartir du bon pied. J'émets le vœu que cette compréhension commune nous amènera à un travail révolutionnaire commun : à savoir *que la seule possibilité de changements est lié à une action des masses à partir de la base, s'opposant à l'état et imposant une nouvelle forme d'État*

Que l'on ne me fasse pas dire action militaire, complot et putsch. Il est aisé de simplifier les problèmes de la sorte car bon nombre de gens, faute d'une vision claire des problèmes, ne pensent que maquis, action directe et attentats. Une action de cette nature, si elle n'est pas à exclure, ne peut être isolée d'un contrôle politique plus vaste et d'une stratégie de lutte mûrement élaborée. Aux partisans de cette forme de lutte à tout prix, de comprendre que le sang des hommes est trop cher pour être versé à la légère, sans une nécessité capitale et en dehors d'une préparation politique sérieuse. J'ai déjà eu l'occasion de dire que le renouvellement du coup de Tlemcen du côté des opposants me semblait néfaste. Je le répète ici : rien de bon ne naît jamais des compromis sans morale et des

combinaisons opportunistes. La déconfiture rapide des gens au pouvoir est, à ce point de vue, une illustration édifiante.

Les méthodes de cette lutte de masse sont déterminées par la situation elle-même. Planification, réforme agraire par l'organisation des paysans à la base, comités populaires locaux et assemblées à tous les échelons, mobilisation des chômeurs, décentralisation de l'État ne peuvent être réalisés dans le cadre actuel. Mais la révolte actuelle des masses contre le système et son fonctionnement a un contenu positif ; cette révolte doit être organisée pour aboutir à des résultats politiques. Tous les militants qui ont conscience de l'abîme où nous nous trouvons doivent se retrouver, qu'ils agissent dans les syndicats, les comités de gestion, ou directement dans leur localité ou leur entreprise.

Partout où ils se trouvent, le devoir leur commande de se regrouper et de soumettre les actions du régime, du parti et de l'administration à une critique courageuse. Un travail d'explication inlassable sur des thèmes claires ne pourra qu'éclairer nos masses sur les raisons de la politique gouvernementale et les moyens d'en sortir. C'est la participation du peuple à ces actions qui l'habituera à coordonner ses efforts, à discipliner sa force, au lieu de ces poussées sporadiques de fièvre souvent sans lendemain.

En dénonçant la corruption et les scandales, en exigeant du travail pour tous, en organisant des manifestations autour de mots d'ordre précis, le bouillonnement qui agite les masses algériennes prendra forme, acquerra un sens politique et donnera naissance à un mouvement puissant que

n'arrêteront ni les menaces ni la répression que semble préparer le système actuel.

Dans un premier temps, cette tâche incombe essentiellement aux militants révolutionnaires qui, en dépit des pressions et des tentations, ont gardé une foi inébranlable dans leur peuple. Il est évident que la crise de l'été 1962 a provoqué une démobilisation regrettable de bon nombre de militants déçus et découragés par les oppositions stériles des responsables et dans plus d'un cas par leur démission. Depuis, le temps a fait son œuvre et il n'est plus permis de s'abandonner au scepticisme et aux vaines excuses quand de partout s'élève la protestation et gronde la révolte. D'un côté il y a le système et l'armée de tous les profiteurs, de l'autre les masses trompées dont la patience est à bout. Cette coupure irrémédiable ne permet plus la moindre hésitation devant le choix du parti à prendre.

Comme au premier novembre 1954, l'heure a sonné pour tous ces militants d'avant-garde de se remettre à la barre et de prendre la tête de la marche. Les relents de régionalisme, l'esprit de clan, les liens de sentiments doivent être balayés pour ne laisser place qu'aux idées claires, à l'organisation et à l'action. Le temps n'attend pas.

Mon dernier mot au terme de ce modeste travail est : militants révolutionnaires algériens unissez-vous ! L'histoire, le peuple et la victoire sont avec nous.

Mohamed BOUDIAF

(alias Tayeb, Saddek, Smaïn, Tebib et Ali) est né le 23 juin 1919 à M'Sila (Sud des Hauts Plateaux- Constantinois) d'une modeste famille dont le nom n'est pas pour autant inconnu dans toute cette région du Hodna.

Interrompant ses études en cinquième du Cours Complémentaire, il se mit à travailler successivement à Constantine et Djidjelli. Il fut mobilisé en août 1943. Après deux années passées dans l'armée, il en sortit avec le grade de Brigadier-Chef d'artillerie.

Dès 1943, il s'efforce avec un groupe de jeunes Djidjelliens de constituer une section nationaliste; initiative qui n'a pas de lendemain, en l'absence d'une direction politique à laquelle se rattacher. Sous les drapeaux, il est à l'origine, au cours de l'année 1944, d'un regroupement de jeunes militaires qu'il organise pour les mettre à la disposition de la section nationaliste de Constantine. Cette seconde tentative ne donne pas plus de résultat que la première, à cause du refus du responsable du P.P.A. d'accepter des militaires au sein de son organisation.

Au moment de sa démobilisation, après les douloureux événements qui endeuillèrent le Constantinois, la vie politique algérienne prend un tournant décisif. Nous le trouvons alors responsable local du P.P.A. à Bordj-Bou-Arreridj, puis en 1946 responsable de la région englobant l'arrondissement de Sétif. Fin 1947, il est chargé par le P.P.A.-M.T.L.D. de mettre sur pied l'organisation naissante de l'O.S. (organisation spéciale paramilitaire) dans l'ex-département de Constantine. Là, il a sous ses ordres le noyau qui fut à l'origine du déclenchement du 1er novembre 1954 dont BEN M'HIDI, DIDOUCHE, BEN BOULAID et BITAT.

Recherché en 1950 pour "atteinte à la Sûreté de l'Etat" il échappe aux recherches et est condamné par défaut, une première fois à Bône à huit ans d'emprisonnement; une seconde fois, à Blida, à dix ans de la même peine.

Jusqu'en 1954, il vit clandestinement. De juin 1953 à février 1954, il est chargé de l'organisation de la Fédération de France du M.T.L.D.

En mars 1954, il forme le C.R.U.A. et est élu, en mai de la même année, par la réunion des Vingt-Deux (qui fut à la base de la décision de prendre les armes contre le colonialisme) responsable national du premier Comité Révolutionnaire dont les membres furent désignés par lui-même.

Il quitte l'Algérie le 26 octobre 1954, chargé de rejoindre la délégation extérieure au sein de laquelle il assume la responsabilité politico-militaire de l'Ouest (Espagne et Maroc).

Le 22 octobre 1956, il est arrêté lors de l'arraisonnement de l'avion de Rabat et reste emprisonné jusqu'au 19 mars 1962.

Mohamed BOUDIAF fut membre de tous les C.N.R.A., et à titre honorifique du C.C.E., ministre d'Etat dans les deux premiers G.P.R.A. et vice-président au sein du troisième.

Lors de la réunion de Tripoli en mai 1962, il refuse de faire partie du Bureau Politique et quitte cette réunion après avoir remis une lettre motivant son départ, au bureau de la session et une procuration à AIT AHMED.De retour en Algérie, il s'oppose au groupe de Tlemcen et rejoint Tizi Ouzou en juillet 1962. Cet épisode prend fin avec le compromis du 2 août 1962, qui voit l'entrée de BOUDIAF au "Bureau Politique". Il en démissionne quelques semaines après en refusant de s'associer à l'appel à l'affrontement armé. Il refuse, de même, le mandat de député à la première assemblée nationale. Il explique alors les raisons de son opposition au régime.Ce sont ses positions politiques qui lui valent son dernier enlèvement, le 21 juin 1963, et la séquestration qui est à l'origine du présent ouvrage.

Prix public : 80 DA